

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



**LIGNES DIRECTRICES DU
SYSTEME DE SAUVEGARDES INTEGRE**
Volume 2: Lignes directrices sur les sauvegardes

ABIDJAN FÉVRIER 2015

Département Assurance Qualité et Résultats (ORQR)
Division de la Conformité et des Sauvegardes (ORQR.3)

Résumé exécutif

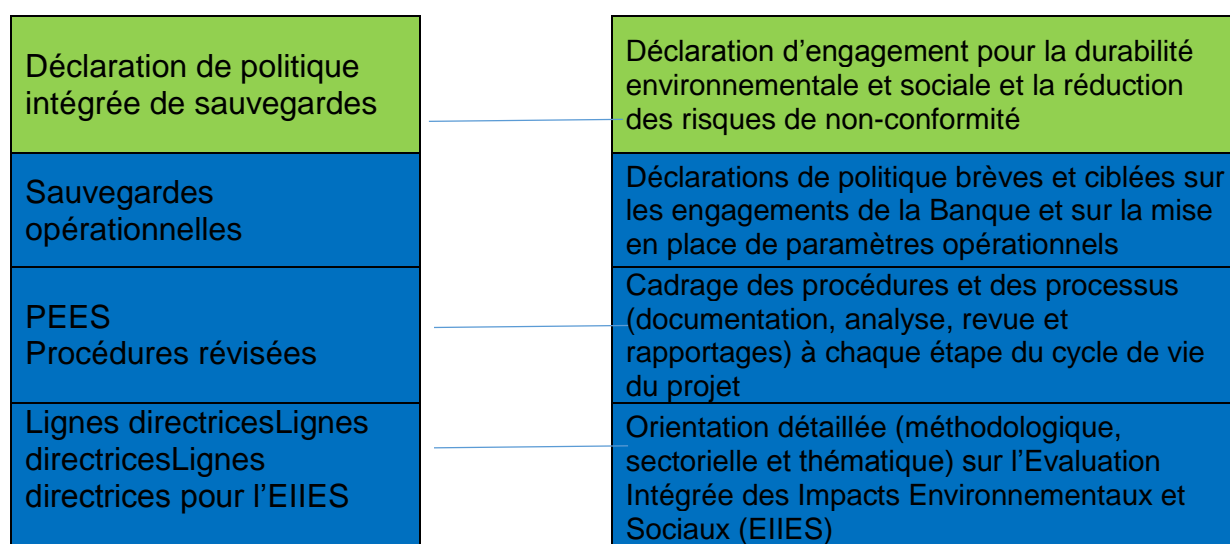
Contexte et processus

La Banque africaine de développement (la Banque) est en train d'introduire le Système de Sauvegarde Intégré (SSI) pour mettre à jour et articuler plus clairement ses sauvegardes environnementales et sociales pour soutenir l'inclusion et la croissance durable dans la région. Le SSI est composé de quatre éléments reliés entre eux (Figure 1) :

- Une déclaration de politique de sauvegardes intégrée affirmant l'engagement de la Banque pour la durabilité environnementale et sociale et la gestion des risques associés à la non-conformité avec les politiques et les procédures de la Banque ;
- Des mesures de Sauvegarde Opérationnelles (SO), qui sont un ensemble de déclarations de politique, brèves et ciblées, qui fixent clairement les exigences opérationnelles avec lesquelles les opérations financées par la Banque doivent se conformer ;
- Un ensemble révisé de Procédures d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES), qui fournissent des informations sur les procédures spécifiques que la Banque et ses emprunteurs ou clients devraient suivre pour s'assurer que les opérations bancaires respectent les exigences des SO, à chaque étape du cycle de projet de la Banque.
- Des lignes directrices sur l'Évaluation Intégrée des Impacts Environnementaux et Sociaux (EIIES), qui fournissent des conseils techniques à la Banque et à ses emprunteurs ou clients, sur les outils de sauvegarde, les approches méthodologiques et les sujets spécifiques ou types de projets pertinents par rapport aux SO.

Les deux premières composantes du SSI ont été approuvées par le Conseil en décembre 2013 et sont devenues opérationnelles en juillet 2014. Les 2 derniers éléments ont été adoptés par OpsCom en octobre 2014.

FIGURE 1 : Structure du Système de Sauvegarde Intégré



Le développement des PEES et des lignes directrices des EIIES a bénéficié de larges consultations à l'échelle de la Banque sur le SSI, et reflètent les conseils prodigués au cours de ces consultations. Des sessions de formation ont été menées au niveau central sur les documents, pour les chargés de programmes et les

experts en sauvegardes environnementales et sociales. Trois séances de formation régionales ont également eu lieu à Dakar pour le personnel de l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord, à Nairobi pour l'Afrique orientale et à Pretoria pour l'Afrique australe. Les feedbacks de ces séances de formation ont également été incorporés dans le développement de ces procédures et lignes directrices. Les principales révisions appliquées dans les PEES sont résumées ci-dessous :

Révisions des Procédures clé d'Evaluation Environnementale et Sociale (PEES)

Révisions

Brève description de la révision

Élargir la portée des PEES pour couvrir les projets du secteur privé.

- La version révisée PEES couvre non seulement le secteur public mais aussi les opérations de prêt au secteur privé de la banque.

Introduction du Système intégré de suivi des sauvegardes (ISTS).

- La version révisée contient une ISTS des PEES. L'ISTS a pour fonction essentielle de faciliter la vérification de la conformité du projet avec les exigences énoncées dans les sauvegardes opérationnelles (SO), au cours du cycle de projet. Une description plus détaillée de l'ISTS est fournie dans le document des PEES révisées

Introduction du Mémoire de Catégorisation Environnementale et Sociale (MCES).

- Les PEES révisées exigent que les Départements sectoriels rédigent un MCES durant la phase d'identification de projet du cycle du projet. Ce MCES attribue une catégorie et exige au ORQR.3 de réexaminer la catégorie en vue de sa satisfaction.

Généralisation de l'utilisation du Mémoire Environnemental et Sociale (MES) - pour couvrir les projets de catégorie 4 et les projets du secteur privé.

- Les PEES révisées exigent que, durant la phase de préparation du projet du cycle de projet, les Départements sectoriels développent un Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES), non seulement pour les projets de catégorie 1 et de catégorie 2, mais aussi pour les projets de catégorie 4.
- La version révisée PEES exigent qu'un Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES) soit développé, non seulement pour les projets du secteur public, mais aussi pour les projets du secteur privé.

Généralisation de l'utilisation du contrôle de conformité par ORQR.3 pour intégrer les projets du secteur privé et du Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES).

- Les PEES révisées recommandent qu'ORQR.3 vérifie la conformité des Notes Conceptuelles de Projet (NCP), non seulement pour les projets du secteur

public, mais également les projets du secteur privé.

- Les PEES révisées exigent d'ORQR.3 de s'engager dans un contrôle de conformité des Rapports d'Evaluation de Projet (REP), non seulement pour les projets du secteur public, mais aussi pour les projets du secteur privé.
- Les PEES révisées exigent qu'ORQR.3 s'engage dans un contrôle de conformité des Systèmes de Gestion Sociale et Environnementale (SGES) pour les projets de catégorie 4, au cours de la phase d'évaluation de projet du cycle de projet.
- Les PEES révisées exigent que ORQR.3 soit responsable de la publication de la synthèse de l'Evaluation Environnementale et Sociale (EES) et du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) (et si nécessaire du Plan d'Action de Réconciliation Totale (PAR) et/ou du Plan de Réconciliation Abrégé (PRA)) pendant la phase d'évaluation de projet.

Renforcement de la responsabilité d'ORQR.3 pour la divulgation.

La mise en œuvre du SSI permet à la Banque de (i) promouvoir les bénéfices sociaux et environnementaux, (ii) protéger contre les nuisances, (iii) poursuivre une approche plus durable pour le développement qui peut générer des avantages en termes de sécurité de l'environnement et le bien-être humain, et (iv) gérer les avantages-coûts dus aux projets, dans l'intérêt du développement de l'Afrique. Mais plus que cela, le Système de Sauvegarde Intégré est l'un des outils les plus puissants que la banque peut utiliser pour promouvoir le bien-être de ses véritables clients, les peuples d'Afrique, tandis que les notes de cadrage des PEES et des EIIES fournissent une solide base procédurale de l'opérationnalisation du SSI au niveau des pays.

CHAMP D'APPLICATION DES LIGNES DIRECTRICES

Les lignes directrices pour l'Evaluation Intégrée des Impacts Environnementaux et Sociaux (EIIES) proposent un processus systématique pour traiter les impacts environnementaux et sociaux des projets, avec une compréhension claire des caractéristiques spécifiques au secteur.

L'EIIES complète le cadrage et les formats fournis dans les PEES, elle donne aussi des orientations aux Pays membres régionaux (PMR), au moment d'entreprendre des Evaluations Environnementales et Sociales des projets et programmes financés par la Banque. Elle sera aussi utilisée par le personnel opérationnel de la Banque dans l'examen et l'approbation des résultats de ces études, dans le cadre de la supervision du projet. La fourniture de directives techniques de haute qualité est essentielle pour assurer la conformité, la capacité et l'appropriation du SSI aussi bien par le personnel de la Banque, que par les emprunteurs. Le développement des lignes directrices de l'EIIES a été guidé par les principes suivants :

- Nécessité d'aborder les éléments nouveaux et plus complexes et les résultats requis par la SO - en particulier ceux qui sont énoncés dans la SO1 sur l'évaluation environnementale et sociale;

- S'attaquer aux problèmes ou défis émergents, ou aux questions pertinentes pour les SO, en particulier les défis liés à la mise en œuvre prévus dans le SSI, et répond à la nature changeante des opérations bancaires ;
- Fourniture d'un soutien spécifique pour cerner et gérer les principaux risques environnementaux et sociaux liés aux opérations dans un certain nombre de secteurs prioritaires ;
- Faciliter l'utilisation, l'accessibilité et l'efficacité pour satisfaire les besoins pratiques du personnel de projet impliqué dans les opérations de la Banque et des institutions emprunteuses ;
- Configuration de l'envergure et de l'échelle appropriée sur la base de l'expérience d'autres Banques Multilatérales de Développement (BMD), ainsi que des agences de développement, en tenant compte des leçons apprises au fil des ans, au sein de la Banque, dans la mise en œuvre des sauvegardes.

Les lignes directrices de l'EIES, qui sont conçues pour être revues et mises à jour sur une base régulière et à chaque fois que de besoin, offrent trois avantages essentiels :

- Mettre en place un système de support technique aussi bien pour le personnel de la Banque, que pour les emprunteurs ou clients, pour couvrir tant la préparation de projets que leur mise en œuvre - avec un accent particulier sur le suivi, le rapportage et la surveillance ;
- Mettre en place des moyens personnalisés et dynamiques pour répondre aux besoins actuels et être adaptés aux futurs défis de mise en œuvre des sauvegardes auxquelles la Banque devra faire face, aussi bien au niveau des Départements secteur, que pour ses emprunteurs ou les clients ;
- Offrir un cadre de référence pour le renforcement des capacités au niveau de la banque en vue de la formulation de Requêtes de Mémoire de Catégorisation (RMC) dans la mise en œuvre des sauvegardes.

STRUCTURE ET CONTENU

Les lignes directrices des EIES sont présentées en trois volumes indépendants qui couvrent les trois composantes essentielles que sont: (i) les processus d'Evaluation Environnementale et Sociale; (ii) les exigences dans des thèmes spécifiques en matière de sauvegarde opérationnelle, et (iii) des orientations techniques sur les principaux secteurs et sous-secteurs qui ont été proposés par les départements opérationnels, dans des domaines où des conseils techniques sont nécessaires.

Volume 1 : Instruments d'Evaluation Environnementale et Sociale et les Produits

Au niveau de l'SO1 et des PEES, plusieurs nouveaux instruments et produits d'évaluation environnementale et sociale sont introduits. Ces mesures comprennent notamment l'utilisation de l'Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS), pour l'élaboration de politiques et de programmes de prêts et de l'utilisation de Cadres et de Systèmes de Gestion Environnementale et Sociale (CGES et SGES) pour le programme de prêts et d'intermédiaires financiers. Une attention particulière est accordée au suivi de la conformité aussi bien au cours de la mise en œuvre de projet, ainsi qu'aux systèmes des différents pays.

Pour le personnel des opérations de la Banque et leurs homologues dans les pays emprunteurs ou clients, il est essentiel qu'ils aient des orientations claires et d'utilisation facile des différents instruments et produits. Ce guide est donc spécifiquement conçu pour compléter les annexes des PEES, qui donnent des modèles et formats de rapport dans de nombreux cas. Le but principal de cette catégorie de lignes directrices est de:

- Clarifier au personnel la nature des différents instruments dans le contexte spécifique des SO et des PEES ;

- Aider le personnel à préparer les TDR, le format des rapports, et la sélection de consultants de haut niveau ;
- Évaluer la qualité des rapports et des livrables, afin d'apprécier si les exigences de la SO1 sont respectées de manière satisfaisante ;
- Mettre en exergue les questions clés d'importance pour une bonne conformité.

Volume 2 : Thématiques de l'Évaluation Environnementale et Sociale

Les SO introduisent ou développent un certain nombre d'exigences clé de l'EES. Il est d'une grande importance dans la fourniture au personnel de la Banque et de l'emprunteur, des directives faciles à utiliser pour s'assurer d'un niveau élevé de compréhension de ce qui est demandé, les meilleures pratiques pour satisfaire les exigences, et si nécessaire des sources d'information technique.

Certains de ces sujets reflètent une exigence spécifique des SO, telles que l'application des sauvegardes pour la politique de prêts, les consultations publiques (consentement libre, préalable et informé) et un mécanisme de règlement de griefs. Certains sujets traitent de risques environnementaux et sociaux n'ayant pas été antérieurement couverts de manière spécifique par les politiques de la Banque, telles que pour les groupes vulnérables, le patrimoine culturel, les écoulements environnementaux, la biodiversité, les émissions de GES et les standards dans le domaine du travail. D'autres portent sur des sujets depuis longtemps reconnus pour être d'une grande importance et dont la conformité peut être améliorée par une meilleure orientation technique, comme la réinstallation ou la lutte contre la pollution.

Il convient de noter que la Banque a mis en place un système de sauvegardes climatiques (CSS) pour compléter l'EIES, et a également intégré la vulnérabilité au climat, les exigences en matière d'adaptation dans le SSI. Le CSS peut être consulté à l'aide du lien <http://css.afdb.org:8080/AfDB-CSS/afdbhomepage.html> et en suivant les instructions de connexion login: Tmanager, PW : taskmanager.

Volume 3 : Orientation sur des Secteurs Spécifiques appelés Bulletin sectoriel

30 types de projet spécifiques, dans quatre domaines clé, et pour lesquels des checklists ont été préparés. Le but de ces checklists devrait être d'identifier les composantes d'un projet typique, les sources des impacts, les méthodes d'évaluation communément appliquées et probablement les options de gestion. Ils peuvent être utilisés par le personnel de la Banque pour aider dans le processus d'examen préalable de projets dans la phase initiale du Cycle de projet, ainsi que pour adapter les TDR pour les évaluations environnementales et sociales.

La préparation de telles checklists et guides sectoriels spécifiques par les organismes de développement est pratique courante au cours des deux dernières décennies ou plus. Beaucoup ont été produites dans des formes et tailles variées. Toutefois, il est intéressant de noter que très peu de banques multilatérales de développement disposent de guides couvrant les sous-secteurs dans leurs systèmes de sauvegarde. Par exemple, les directives du Groupe de la Banque mondiale en matière d'environnement, de santé et de sécurité sont organisées autour de la pollution ou des risques.

Il est important pour la Banque de tenir pleinement compte de l'appréciation de l'utilité de ce guide pour les autres agences, le format et l'échelle les plus appropriés pour son utilisation par le personnel de la Banque, et la sélection des secteurs spécifiques pour lesquels des checklists peuvent être utiles. Les larges consultations avec les spécialistes de la Banque dans le domaine environnemental et social pour différents secteurs ont été essentielles pour déterminer comment les orientations au niveau de sous-secteurs spécifiques seraient utiles.

Les procédures PEES et les lignes directrices d'EIIES seront téléchargées en ligne, dans le Système Intégré de Suivi des Sauvegardes (SSI) de suivi des sauvegardes, qui a été conjointement développé par ORQR et CIMM. Le SSIS est lié au système SAP de gestion de projet et de base de données de la Banque qui fournit au personnel de la Banque une plateforme automatique et est un guichet unique de traitement de la due diligence environnementale sociale des projets. Le SSIS vise à faciliter la vérification de la conformité du projet avec les exigences énoncées dans les SO au cours du cycle de projet.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé exécutif.....	i
TABLE DES MATIÈRES.....	vii
Liste des acronymes.....	ix
CONSULTATION.....	65
EXIGENCES EN MATIÈRE DE CONSULTATION.....	65
Définition de la consultation.....	65
Objectif de la consultation.....	66
Exigences en matière de consultation.....	66
Comment effectuer une consultation.....	67
GROUPES VULNERABLES : IDENTIFICATION ET INCLUSION DANS LE DÉVELOPPEMENT.....	72
Les exigences de sauvegarde opérationnelle sur les groupes vulnérables.....	72
Objectif et portée de l'identification des groupes vulnérables.....	73
Des mesures différenciées pour l'inclusion des groupes vulnérables au développement.....	74
MECANISMES DE RECOURS ET DE RÈGLEMENT DES GRIEFS DU PROJET (MRTs).....	79
EXIGENCE SUR LES MRTS.....	79
Objectifs et portée de la MRTMRT.....	79
Élaborer et mettre en œuvre œuvre un MRT.....	79
Pertinence pour le mécanisme d'examen indépendant de la banque.....	82
LES ECOULEMENTS ENVIRONNEMENTAUX.....	83
But.....	83
Définition des écoulements environnementaux.....	83
Évaluation des écoulements environnementaux.....	84
Les méthodes disponibles.....	85
La mise en œuvre de l'EE.....	86
Références clés.....	90
IMPACTS REGIONAUX ET TRANSFRONTIERES.....	91
L'évaluation environnementale et sociale des impacts transfrontières.....	91
TYPES DE PROJETS transfrontaliers.....	91
ANALYSE DES IMPACTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX TRANSFRONTIERES DANS LE PROCESSUS D'EES.....	93
Patrimoine culturel physique.....	95
EXIGENCE DES SAUVEGARDES OPERATIONNELLES SUR LE PATRIMOINE CULTUREL PHYSIQUE.....	95
Définition du patrimoine culturel physique.....	95
Évaluation.....	96
MANAGEMENT.....	97

LES PLANS D'ACTION POUR LA REINSTALLATION	100
Les exigences de la SO sur la réinstallation involontaire	100
Préparation de plans d'action de réinstallation (PAR)	101
Evaluation de la biodiversité et des services écosystémiques	111
Sauvegarde Opérationnelle sur la biodiversité	111
Définitions de la biodiversité et des services écosystémiques	112
OBJECTIF DE CETTE NOTE D'ORIENTATION	112
Les habitats	112
Évaluation des impacts sur la biodiversité.....	115
Offsets	121
L'évaluation des services écosystémiques.....	123
Sauvegarde Opérationnelle sur les OGM.....	128
Conseils pour l'évaluation des risques	128
PRÉVENTION ET CONTRÔLE DE LA POLLUTION ET EFFICACITÉ DES RESSOURCES	131
LES SO SUR LA PREVENTION ET LE CONTROLE DE LA POLLUTION, LES ÉMSSIIONS DE GAZ À EFFET DE LA SURVEILLANCE ET DES RAPPORTS, ET L'EFFICACITÉ DES RESSOURCES.....	131
LA PRÉVENTION ET LE CONTRÔLE DE LA POLLUTION	131
SUIVI ET ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS SUR LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE	132
L'EFFICACITÉ DES RESSOURCES.....	134
L'APPLICATION DES NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL	135
Les normes internationales du travail.....	135
L'APPLICATION DES NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL	135
INDEX	140

Liste des abbreviations

ARAP	Plan d'action de réinstallation abrégée
CSP	Document de Stratégie Pays
DFI	Institution financière de Développement
L'EES	L'évaluation environnementale et sociale
ESAP	Les procédures d'évaluation environnementale et sociale
ESCON	Note de conformité environnementale et sociale
ESCR	Rapport d'achèvement environnemental et social
L'ESIA	Évaluation des répercussions environnementales et sociales
ESMF	Cadre de gestion environnementale et sociale
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale
Esm	Système de gestion environnementale et sociale
ESS	La détermination de la portée environnementale et sociale
Efsm	Protocole de détermination de la portée environnementale et sociale
E&S	Environmental and Social
FI	Intermédiaire financier
FRAP	Plan d'action de réinstallation complète
GECL	Avocat général et le Département des services juridiques
IPRR	Progrès de la mise en œuvre œuvre et rapport des résultats
IESIA	Intégrant l'environnement et l'évaluation des répercussions sociales
SSI	Système de sauvegardes intégré
ISTS	Système de suivi des garanties intégrées
MDB	Banque multilatérale de développement
IDEV	Le département " Évaluation des opérations
OPSM	Opérations du secteur privé et la Microfinance
ORQR.3	Division de la Conformité et des Sauvegardes
SO	Sauvegarde opérationnelle
PAR	rapport d'évaluation du projet
PBO	Program-based Operations

PCN	Note Conceptuelle de projet
PCR	Rapport d'achèvement du projet
PEN	Note d'évaluation préliminaire
PIC	Centre d'information du public
RCM	Mémoire de demande de catégorisation
RISP	Document de stratégie d'intégration régionale
PMR	Pays membre régional
SESA	Évaluation environnementale et sociale stratégique
TOR	Termes de référence
VCM	Mémoire de validation de la catégorisation

CONSULTATION

EXIGENCES EN MATIÈRE DE CONSULTATION

SO 1 stipule que l'emprunteur ou le client est responsable de tenir et de fournir la preuve d'une consultation significative (c'est-à-dire la consultation libre, préalable et informée) avec les collectivités susceptibles d'être touchées par les impacts environnementaux et sociaux et avec d'autres intervenants locaux. L'objectif clé d'une véritable consultation est l'équité et l'inclusion; c'est-à-dire que l'approche adoptée doit veiller à ce que tous les groupes (y compris ceux qui sont défavorisés ou vulnérables) sont inclus dans le processus de consultation sur un pied d'égalité, et que tous les groupes aient la capacité d'exprimer leurs points de vue avec l'assurance que leurs opinions seront dûment considérées.

SO 1 stipule également que l'emprunteur ou le client est chargé d'assurer la satisfaction du principe de large soutien communautaire (BCS), en particulier pour les projets de la catégorie 1 et pour les projets touchant les peuples autochtones, en vue de promouvoir les solutions appropriées qui ne portent pas atteinte aux moyens de subsistance.

La Banque exige que la consultation commence dès la phase d'identification ou du moins à un stade précoce au cours de la préparation du projet, qu'elle doit se poursuivre tout au long de la préparation, et qu'elle doit être fondée sur une analyse des intervenants. Elle doit également être menée de manière opportune dans le contexte des étapes-clé de la préparation du projet, dans un langage approprié, et d'une manière accessible et pleinement informée suite à la divulgation antérieure des informations sur le projet. Les résultats de cette consultation doivent être adéquatement pris en compte dans la conception ainsi que dans la préparation de la documentation du projet. Dans tous les cas, la consultation doit être effectuée après, ou en même temps que la diffusion des informations environnementales et sociales.

Définition de la consultation

La consultation peut être définie comme le moyen par lequel un projet communique avec les personnes vivant dans la zone d'influence du projet, ainsi qu'avec d'autres intervenants pertinents. Elle constitue la base nécessaire pour construire des relations solides et constructives qui visent à faciliter la sensibilité aux préoccupations de tous en accordant la priorité à l'équité et l'inclusion qui sont donc essentielles pour le succès de la gestion des risques et des impacts environnementaux et sociaux d'un projet.

La consultation est un processus à double sens entre un projet et ses collectivités touchées / et d'autres intervenants. Pour le projet, il permet à l'emprunteur ou au client de présenter de l'information (principalement les objectifs, la portée, le calendrier et les impacts sociaux et environnementaux potentiels et les risques associés à un projet) d'une manière qui puisse être comprise par tous. Pour les communautés touchées / et autres intervenants, d'autre part, il crée l'espace et la possibilité pour ces groupes de répondre et d'exprimer leurs doutes, leurs préoccupations et leurs opinions sur le projet. La consultation donne également aux collectivités touchées / aux autres intervenants l'opportunité de partager leurs connaissances, leurs perspectives et leur compréhension du contexte local, et leur permet de recommander des modifications ou des changements au projet avec un point de vue informé.

Objectif de la consultation

La consultation doit être menée avec l'objectif d'assurer un large soutien communautaire (BCS) pour le projet et pour veiller à ce que les personnes touchées approuvent les mesures de gestion et d'atténuation proposées. Considéré par la Banque comme un principe clé, le BCS est défini comme une l'expression du soutien au projet par les communautés touchées, par le biais d'individus ou de leurs représentants reconnus. Il convient de noter qu'il peut y avoir un large soutien communautaire même si certaines personnes ou certains groupes s'opposent au projet.

Pour assurer un large soutien communautaire, la consultation doit offrir des possibilités pour les communautés touchées d'exprimer leurs vues sur les risques associés au projet, les impacts et les mesures d'atténuation et de gestion, et doit permettre à l'emprunteur ou au client d'envisager et de répondre aux préoccupations de manière à obtenir ce large soutien communautaire au projet.

Exigences en matière de consultation

Les principaux critères de consultation significative sont:

- **Elle doit être Libre:** la consultation doit être libre de manipulation extérieure, d'ingérence, d'intimidation ou de coercition.
- **Anticipée:** La consultation doit être réalisée à temps dans le processus d'évaluation et laisser suffisamment de temps pour accéder et comprendre l'information afin de préparer des réponses idoines.
- **Informée:** La consultation doit être fondée sur des informations pertinentes, compréhensibles et accessibles, dans la langue appropriée, et en amont du processus. Exemples d'informations pertinentes qui devraient être fournies: (i) la nature, la portée et la réversibilité du projet; (ii) le but du projet; (iii) l'emplacement et de l'envergure du projet; (iv) l'échéancier du projet et sa durée; (v) une présentation préliminaire des impacts potentiels, y compris les possibilités d'emploi; (vi) les éléments constitutifs de du système de sauvegarde de la Banque, etc.

En outre, la consultation doit être :

- **Ouverte:** la consultation est ouverte à toutes les communautés susceptibles d'être touchés par un projet, et d'autres acteurs concernés, tels que les fonctionnaires, les organisations de la société civile, les syndicats, le milieu universitaire, les établissements de recherche régionaux, les opérateurs du secteur privé, etc.
- **Accessible:** de l'information Processus de consultation mise à la terre doivent être fournies d'une manière concise et facile à comprendre, culturellement appropriée. e
- **Transparente:** par le biais du processus de consultation, l'emprunteur ou le client doit être honnête en expliquant les détails d'un projet, y compris les plus difficiles et controversés.
- **Sensible :** les activités de consultation doivent être sensibles au respect des valeurs et des cultures locales.
- **Inclusive:** la consultation doit se concentrer sur ceux qui sont directement et négativement touchés par un projet, par opposition à ceux qui ne sont pas directement et négativement touchés, et doit inclure tous les intervenants - tels que les hommes, les femmes, les personnes âgées, les jeunes, les personnes déplacées et vulnérables ou des personnes ou des groupes défavorisés.
- **Équitable et impartiale:** l'emprunteur ou le client doit autoriser les critiques à exprimer leurs vues, et permettre à tous les groupes de s'exprimer librement et avec des chances égales, afin de faciliter un débat global prenant en compte tous les points de vue. En outre, la consultation doit cibler plus les groupes ou secteurs qui sont plus susceptibles d'être directement et négativement touchés par un projet, et qui peuvent avoir plus de difficultés à se défendre ou à profiter des avantages offerts par le projet.

- **Effectivité:** le processus de consultation doit faciliter la présentation de l'information d'une façon compréhensible, et doit également créer les conditions permettant aux populations de pouvoir répondre.

La consultation doit permettre aux communautés touchées et à d'autres intervenants d'exprimer leurs doutes, leurs préoccupations et leurs opinions sur un projet. Ces opinions doivent ensuite être sérieusement prises en compte et traitées par l'emprunteur ou le client et, dans la mesure du possible. Le projet informera, en temps opportun, les communautés touchées et les autres intervenants au sujet des résultats du processus de consultation, et comment leurs recommandations et leurs préoccupations ont été prises en considération dans la conception du projet ainsi que les solutions alternatives.

Comment effectuer une consultation

Qui doit être impliqué?

Le point de départ de tout processus de consultation est une analyse des parties prenantes - le processus d'identification des différentes parties prenantes qui pourraient être affectées, ou qui ont un intérêt dans le projet. L'analyse des parties prenantes doit être aussi inclusive que possible dans le but de répertorier toutes les communautés touchées et d'autres parties prenantes concernées. Dans le contexte de l'EIES¹, cela implique la prise en compte de la zone d'influence du projet afin de déterminer les différents groupes qui vivent dans la région, ou qui pourraient être affectées, ou qui peuvent être essentielles à l'aboutissement d'un projet. L'analyse des parties prenantes au processus d'EIES doit également aider à établir la manière dont les intervenants pourraient être touchés par un projet.

Une fois que l'exercice d'analyse des intervenants est lancée, l'emprunteur ou le client est tenu d'élaborer et de mettre en œuvre un Plan d'engagement des parties prenantes (SEP) (ou un Plan de consultation) à la mesure des risques du projet, des impacts et de l'état de préparation du projet, et qui est adapté aux caractéristiques et aux intérêts des collectivités touchées. L'avantage d'avoir un SEP est qu'il constitue un engagement formel, définit les responsabilités, et s'assure que des ressources suffisantes sont disponibles pour mener à bien le programme de consultation.

Un SEP devraient décrire des mesures différenciées pour permettre la consultation efficace et la participation de toutes les communautés touchées, et, le cas échéant, des groupes vulnérables ou d'individus ou de groupes défavorisés, notamment les populations autochtones. Il devrait également inclure un calendrier pour les différentes étapes du processus de consultation, une description de toutes les consultations qui ont déjà eu lieu, un budget, une définition de la procédure d'établissement des rapports et une description des responsabilités institutionnelles pour le processus de consultation.

Un mécanisme de grief et de recours doit également être développé (souvent dans le cadre de la SEP), qui décrit en détail les procédures que le projet va établir pour la gestion des plaintes et des griefs (voir la Note sur le MRT).

Généralement, les parties prenantes qui sont consultées comprennent :

- Les communautés touchées : les personnes ou les collectivités situées dans la zone d'influence du projet, plus particulièrement à proximité du projet ou d'installations existantes ou proposées, qui peuvent être confrontées à des risques avérés ou éventuels directs et / ou incidences négatives sur leur environnement physique, de la santé ou leurs moyens de subsistance.
- Des organismes gouvernementaux locaux et nationaux : l'appui du gouvernement peut être essentiel à la réussite d'un projet, et les relations normales avec divers organes de réglementation et les

¹ Les intervenants sont définis comme les personnes ou les groupes qui sont directement ou indirectement touchés par un projet, ainsi que ceux qui peuvent avoir des intérêts dans un projet et / ou la capacité d'influencer son issue, positivement ou négativement. Les intervenants peuvent comprendre les collectivités locales touchées ou les particuliers et leurs représentants officiels et officieux, les populations migrantes, les autorités gouvernementales nationales ou locales, les politiciens, les chefs religieux, les organisations de la société civile et de groupes d'intérêts spéciaux, la communauté universitaire, ou d'autres entreprises.

autorités du service public dans le cadre des affaires. Les administrations locales peuvent avoir des relations établies de longue date avec les communautés touchées et avec d'autres groupes d'intervenants locaux et nationaux, et en tant que telle peuvent jouer un rôle dans ce domaine en organisant et en animant les discussions entre un projet et ses intervenants.

- Les chefs traditionnels : même si ce n'est pas toujours officiellement reconnu, les chefs traditionnels (tels que les chefs de village, chefs religieux, etc.) peuvent jouer le même rôle que les collectivités locales et les agences gouvernementales nationales en aidant un projet à établir une relation avec les collectivités touchées, ainsi qu'en fournissant de l'information.
- Les ONG et les organisations communautaires : Elles peuvent être des sources de connaissances locales, groupes de feedbacks pour la conception et l'atténuation des impacts du projet, des relais pour la consultation avec les groupes sensibles et des partenaires dans la planification, la mise en œuvre et le suivi de plusieurs programmes d'activité liés au projet.
- Les groupes vulnérables : Le statut de vulnérabilité est déterminé par la probabilité pour un groupe d'être confrontés à des plus conditions difficiles à la suite de la mise en œuvre d'un projet, en raison de facteurs spécifiques à un groupe tels que le genre, la situation économique, l'ethnicité, la religion, les comportements culturels, l'orientation sexuelle, la langue ou l'état de santé (voir la Note sur les groupes vulnérables).

Le processus de consultation avec les groupes vulnérables doit :

- Impliquer les organes représentatifs et les organisations de la société civile, ainsi que des membres de groupes vulnérables eux-mêmes.
- Assurer l'inclusion d'une manière socialement et culturellement appropriée (p. ex. en veillant à ce que les emplacements et la mise en place des activités de consultation soient adaptés à ceux qui sont consultés, leur permettent de se sentir à l'aise etc.).
- Laisser suffisamment de temps pour les processus de prise de décision des groupes vulnérables.
- Faciliter l'expression des opinions des groupes vulnérables, leurs préoccupations et leurs propositions dans la langue et le mode d'expression de leur choix, sans influence extérieure, sans ingérence, ou aucune forme de contrainte ou d'intimidation.
- Respecter la culture, les savoirs et les pratiques des groupes vulnérables, en particulier des populations autochtones.

À quel stade la consultation doit avoir lieu?

La consultation doit être considérée comme un processus continu, non seulement comme une étape dans la procédure d'approbation du projet. Elle doit commencer à l'étape d'identification du projet, ou tout au moins à un stade précoce au cours de la préparation du projet, et doit se poursuivre tout au long de la vie du projet jusqu'à la construction, l'exploitation et la clôture.

Design du Projet : la consultation est indispensable dans les premières étapes de la conception du projet, car elle permet à un projet d'évaluer le potentiel local de soutien ou d'opposition à différentes options et solutions alternatives. Elle permet l'identification des principales questions et préoccupations qui pourraient nuire à la viabilité d'un projet avant que trop de décisions ne soient prises. Les préoccupations, les craintes, les doutes et les recommandations exprimées par les communautés touchées et les parties prenantes durant cette première étape de la conception du projet doivent être réinjectées dans le processus décisionnel.

Évaluation Environnementale et Sociale (EES) : la consultation est un élément essentiel du processus d'EES et doit être réalisée en concordance avec les diverses étapes qui constituent le processus. En particulier, pour les projets de la catégorie 1, les communautés touchées et les parties prenantes doivent être consultées afin d'obtenir leur contribution à la préparation de la version préliminaire du mandat pour la

l'évaluation environnementale stratégique ou pour l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux, le projet de rapport d'EIES et d'EES ou leurs résumés, et le projet de PGESPGES. Pour les projets de la catégorie 2, les communautés touchées et les parties prenantes devraient être consultées au sujet du projet de rapport de l'EES et le projet de PGES. En outre, une consultation approfondie avec les communautés touchées et les parties prenantes est obligatoire pour l'élaboration d'un PAR / ou d'un PAR abrégé, où le processus de réinstallation se déroule comme précurseur à la mise en œuvre du projet.

Mise en œuvre du projet (construction et opération): La phase de mise en œuvre est souvent un moment de grande inquiétude pour les collectivités et les parties prenantes touchées. Il est important pour la viabilité et l'appropriation au cours de la mise en œuvre de faire participer les collectivités et les parties prenantes touchées dans le suivi des impacts anticipés et la mise en œuvre de mesures de gestion. Il est également question de la prise en compte de leurs griefs, et de l'identification de mesures de gestion et alternatives d'atténuation au cas où les mesures existantes sont défaillantes. Les activités de consultation et les résultats de ces consultations doivent figurer dans les rapports trimestriels de mise en œuvre.

Clôture / fermeture de projet: un projet doit élaborer un plan de désaffectation qui inclut une première esquisse de plan de consultation qui sera développé plus en détail une fois que le projet s'approche de la fin de sa vie productive. Obtenir la participation des parties prenantes bien avant cette étape, et tout au long de la mise en œuvre peut aider à réduire les coûts, à réduire le passif et à renforcer la réputation générale de l'emprunteur ou du client.

Tout au long du cycle de vie d'un projet, l'étendue et le degré de consultation nécessaire doit être proportionnelle aux risques et impacts environnementaux et sociaux d'un projet, ainsi qu'aux préoccupations soulevées par les communautés touchées et les autres parties prenantes. La consultation doit également être sous-tendue par l'impartialité, de sorte que toutes les préoccupations formulées soient prises en considération de manière équitable tout au long du cycle de vie du projet.

Comment les populations doivent être consultées?

La consultation doit être adaptée aux préférences linguistiques des communautés touchées, à leur processus décisionnel, et aux besoins des individus ou des groupes défavorisés ou vulnérables.

Un examen attentif et une attention particulière doivent être accordés aux actions suivantes :

- Favoriser activement la consultation et participation des femmes et des hommes, d'une manière sensible à la dimension sociale et aux contraintes politiques et aux obstacles que les personnes vulnérables ou groupes peuvent faire face.
- L'emplacement et l'ordonnancement des activités de consultation, pour s'assurer que les gens de tous les âges et de tous les groupes sociaux peuvent assister et participer avec confiance et aisance.
- La façon dont l'information est diffusée, comme les niveaux d'éducation et de réseautage peuvent différer selon l'âge, le sexe, la situation économique et d'autres critères de hiérarchie sociale / discrimination.
- Le temps alloué pour les activités de consultation, car la consultation est souvent un processus de longue haleine qui requiert de la patience. Le temps est nécessaire non seulement pour présenter les informations aux gens, mais aussi pour écouter et répondre à des points de vue, des craintes, des préoccupations et des doutes.

La consultation peut prendre plusieurs formes, qui varieront selon le contexte et les personnes/groupes soumis à la consultation. Les exemples d'activités-type de consultation comprennent :

- **Les Groupes de discussion:** ce sont de petits débats de groupe animés par un modérateur qui dirige le flux de conversation pour le sujet ou la question à l'étude. Les Groupes de discussion visent à créer un contexte plus naturel pour la consultation et la discussion, et ce faisant, donnent aux participants

l'occasion d'exprimer leurs points de vue avec facilité et confiance. Selon le contexte, il peut être nécessaire d'organiser des groupes de discussion différenciés à travers lesquels certains segments de la société - comme les agriculteurs, les jeunes femmes, aînés, etc. - sont regroupés et consultés lors des groupes de discussion conçus spécifiquement pour le type de participant engagé.

- **Les Réunions communautaires:** Ces sont, séances de consultation plus formelles à plus grande échelle, à laquelle tous les membres de la collectivité sont invités. Elles ont tendance à être utilisées pour diffuser les messages clés et de présenter les principaux thèmes et sujets, qui peuvent plus tard être examinée plus en détail par les groupes de discussion en plus restreints. Les réunions communautaires sont utiles comme point de départ, mais peuvent exclure l'expression de certains points de vue, notamment ceux portés par les groupes vulnérables ou d'autres personnes qui pourraient être réticents à exprimer leur point de vue dans un tel cadre formel.
- **Les Entretiens avec des informateurs clés:** ce sont des entrevues individuelles avec des personnes en particulier qui peut être particulièrement ou des connaissances spécialisées des sujets en discussion. Par exemple, dans le contexte des impacts du projet sur les écoles, les maîtres enseignants peuvent être identifiés comme informateurs clés. Les entretiens avec des informateurs clés ont tendance à être semi-structurées avec des questions particulières encadrant la discussion, mais avec la possibilité de permettre à l'interviewé d'élaborer pour couvrir des sujets qui n'ont pas nécessairement été identifiés par l'intervieweur antérieurement à l'entretien.
- **Les enquêtes auprès des ménages:** ce sont des questionnaires structurés qui sont administrés à l'échelon des ménages, habituellement auprès des ménages qui sont susceptibles de faire face à des répercussions socio-économiques directes d'un projet. Les enquêtes sur les ménages ont tendance à couvrir un large éventail de sujets, y compris les données démographiques de base, l'état de santé et d'éducation, leurs activités de subsistance économique, dépendance à l'égard des ressources, des actifs, etc. Les enquêtes auprès des ménages sont utiles pour obtenir une image de haut niveau de la collectivité touchée et la production de résultats statistiques quantitatifs qui devraient ensuite être complétés par des données plus qualitatives, obtenues par l'entremise de groupes de discussion, des entrevues avec des informateurs clés etc.

Les points suivants fournissent un résumé des types de méthodes participatives qu'il est recommandé soit d'utiliser dans le processus de consultation (le cas échéant), en particulier avec ceux qui sont directement et négativement touchés par un projet :

- **Diagrammes.** Les diagrammes de causalité/de Venn / schémas institutionnels; les schémas des systèmes; les camemberts; Les histogrammes etc.
- Les techniques de classement: classement par préférence et notation; classement par paire; classement matriciel direct; classement par vote; classement des richesses etc.
- Analyse de tendances temporelles: cartographie historique et prospective (vision); Tendances temporelles des graphiques; des histoires orales etc.
- **Des techniques de mappage:** mobilité; Cartographie La cartographie sociale; Exploration de transects pour évaluer l'utilisation des ressources, etc.
- **Calendriers :** calendrier saisonnier; calendrier saisonnier historique, etc.
- **Ethno-classifications:** proverbes ; histoires; Peuples, catégories et termes; les taxonomies etc.

La consultation doit être documentée; en particulier, les actions, mesures spécifiques ou autres instances du processus décisionnel du projet qui ont été influencés par, ou relèvent directement de l'apport de ceux qui ont participé à la consultation. En outre, les activités de consultation spécifique devraient elles-mêmes être documentées, sous la forme de registres de présence, procès-verbaux de réunions, des photographies et d'autres formes de consultation (tels que des schémas, dessins, etc.). Si les consultations ont déjà eu lieu sur un projet, l'emprunteur ou le client doit être en mesure de fournir suffisamment de preuves documentées de telles consultations préalables.

Consultation Les résultats sont également communiqués en retour aux collectivités touchées et aux intervenants à intervalles réguliers. Les communautés touchées et d'autres intervenants voudront savoir comment leurs opinions et recommandations ont été prises en considération par l'emprunteur ou le client, quels sont ceux qui ont été adoptés par l'emprunteur ou le client, quels sont les risques ou les mesures d'atténuation des impacts seront mises en place pour répondre à leurs préoccupations, et comment, par exemple, les répercussions du projet sont surveillés.

GROUPES VULNERABLES : IDENTIFICATION ET INCLUSION DANS LE DÉVELOPPEMENT

Les exigences de sauvegarde opérationnelle sur les groupes vulnérables

La Banque s'est engagée à promouvoir les droits de l'homme sur le continent africain ainsi qu'à protéger les groupes vulnérables - en particulier les peuples autochtones - dans le contexte des systèmes nationaux et des règlements.

SO 1 stipule que, *dans l'évaluation des impacts potentiels des opérations de la Banque sur les collectivités touchées, l'emprunteur ou le client doit faire usage de services d'experts adéquats afin d'identifier les personnes et les groupes qui peuvent être directement, indirectement et/ou affectés de manière disproportionnée ou marginalisés par le projet par manque de reconnaissance de leur statut vulnérable.*

SO 1 stipule aussi que, *lorsque les groupes sont identifiées comme vulnérables, l'emprunteur ou le client devra mettre en œuvre des mesures différenciées appropriées de sorte que les impacts négatifs inévitables ne retombent de façon disproportionnée sur ces groupes vulnérables, et pour qu'elles ne soient pas défavorisées dans le partage des avantages et des possibilités de développement (comme les routes, les écoles, les établissements de soins de santé etc.).*

SO 1 met également l'accent sur *la nécessité d'évaluer les questions de parité entre les sexes dans le contexte de la vulnérabilité. Une évaluation doit être faite pour chaque projet et constituer la base de la conception du projet et les plans de compensation qui déboucheront sur l'amélioration de l'équilibre entre les sexes.*

Enfin, SO 1 stipule que *les groupes qui peuvent être considérées comme vulnérables peuvent inclure des groupes sociaux ou culturels reconnus en tant que peuples autochtones. La Banque cherche à promouvoir la sauvegarde des terres des peuples autochtones, les ressources naturelles et d'autres patrimoines culturels par ses pays membres et de fournir une protection spéciale pour les projets qui peuvent impliquer leur réinstallation.*

Les Groupes vulnérables dans le processus d'évaluation environnementale et sociale

Le processus d'Évaluation Environnementale et Sociale (EES) doit systématiquement identifier les groupes vulnérables. L'identification des groupes vulnérables doit découler d'une analyse minutieuse du contexte économique et social dans lequel le projet sera réalisé. La présence de facteurs qui causent la vulnérabilité devrait être analysée, de même que les impacts potentiels du projet sur les groupes vulnérables, la capacité des groupes vulnérables à faire face ou à s'adapter aux impacts, et le potentiel de tels impacts à être atténués d'une manière qui tienne compte des vulnérabilités spécifiques ou de l'état de marginalisation en question. La prise en compte de la situation particulière des groupes vulnérables devrait aider les emprunteurs ou clients à mieux définir les impacts pertinents pour les groupes, et d'améliorer la conception et la mise en œuvre d'un plan de développement communautaire (PDC) ou un plan de développement communautaire autochtone (ICDP).

Objectif et portée de l'identification des groupes vulnérables

Définition de groupes vulnérables

Les personnes ou groupes vulnérables peuvent être définis comme ceux à l'intérieur de la zone d'influence du projet qui sont en particulier des groupes marginalisés ou défavorisés et qui pourraient donc être plus susceptibles que les autres d'être confrontés aux impacts négatifs d'un projet. La vulnérabilité peut être établie en déterminant la probabilité qu'un individu ou un groupe soient conditions plus sévères comme le résultat de la mise en œuvre d'un projet.

Cette vulnérabilité pourrait provenir du genre d'un groupe de sa situation économique, de l'ethnicité, la religion, les comportements culturels, l'orientation sexuelle, la langue ou des conditions de santé physique et psychologique. Les groupes vulnérables peuvent inclure, entre autres, les ménages dirigés par des femmes, ceux au-dessous du seuil de pauvreté, les paysans sans terre, ceux sans titre légal de droit aux biens, ethniques, religieuses et linguistiques, des populations autochtones, ceux qui sont handicapés, etc.

Les groupes vulnérables sont plus susceptibles d'être exposés à des impacts négatifs dans des projets de grande envergure avec une zone d'influence large, les impacts cumulatifs potentiels et plusieurs collectivités touchées, que dans de petits projets qui n'ont que des problèmes spécifiques à un site donné.

L'identification des groupes vulnérables

L'objectif de l'identification des groupes vulnérables est de permettre une focalisation stratégique sur la prise en compte de leur point de vue et de leurs besoins spécifiques lors de la planification du projet et, partant, de leur éviter expressément des préjudices, ainsi que pour veiller à ce qu'ils aient la possibilité de participer et de bénéficier de mise en œuvre des activités du projet. Après avoir identifié les groupes vulnérables, l'objectif est de définir des mesures différenciées en leur faveur afin de s'assurer qu'ils sont protégés et que les prestations sont bien planifiées et spécifiquement ciblés à leurs besoins (voir ci-dessous).

Groupes vulnérables et Genre

Les projets peuvent avoir des répercussions différentes sur les femmes et les hommes, en raison de leurs différents rôles socio-économiques et leurs divers degrés d'accès et de contrôle sur des biens, des ressources productives et des possibilités d'emploi. Sexe La discrimination souvent limite l'accès aux ressources, possibilités et services publics nécessaires pour améliorer le niveau de vie. En outre, il peut y avoir des normes, des pratiques sociales, ou les obstacles juridiques qui entravent la pleine participation des personnes d'un sexe (les femmes en général, mais potentiellement les hommes) en consultation, planification de projet, de prise de décisions, la mise en œuvre des activités du projet ou le partage des avantages.

Groupes vulnérables et les peuples autochtones

Les projets peuvent avoir un impact sur les groupes sociaux ou culturels reconnus en tant que peuples autochtones soit par la législation nationale ou selon leur propre identification en tant que membres d'un groupe culturel distinct avec une occupation collective d'habitats géographiquement distincts ou de territoires ancestraux; des coutumes culturelles, économiques, sociales ou politiques distinctes des institutions de la société dominante ou de la culture; et une langue autochtone - souvent différente de la langue officielle du pays. Il arrive souvent que les peuples autochtones sont plus défavorisés que d'autres groupes dans leur capacité à composer avec les répercussions du projet et à conserver un accès suffisant aux ressources matérielles et culturelles dont ils ont besoin pour survivre et assurer leur subsistance.

Les autres groupes vulnérables

Ce sont ceux ayant un faible statut économique, surtout ceux qui vivent sous le seuil de la pauvreté, les paysans sans terre et ceux sans titre légal actuels peuvent également manquer les ressources et la capacité

à participer à la prise de décision ou au partage des avantages dans les mêmes conditions que ceux qui relèvent d'un statut économique plus élevé. Egalement, ceux dont les conditions de santé sont mauvaises ainsi que les handicapés, etc., sont aussi des groupes qui ne disposent généralement pas ni de la capacité, ni des moyens ou de la représentativité nécessaires pour éviter les impacts négatifs du projet et tirer des avantages du projet.

Des mesures différenciées pour l'inclusion des groupes vulnérables au développement

Une fois que les groupes ont été identifiés comme étant vulnérables, l'emprunteur ou le client doit proposer et mettre en œuvre des mesures différenciées de sorte que les effets négatifs ne tombent pas sur eux de manière disproportionnée, et afin que les groupes vulnérables ne soient pas défavorisés dans le partage des bénéfices et des possibilités de développement.

La protection des droits économiques et sociaux" collectif " des groupes vulnérables

Les droits collectifs sont aussi appelés " droits solidaires ". La Banque reconnaît l'importance de promouvoir l'exercice des droits sociaux et économiques collectifs et évaluera les possibilités, les avantages et les risques liés à ses propres projets et de faciliter la conformité des emprunteurs et des clients. Ces droits sont intégrés dans la ***Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples***:

- Article 19: Tous les citoyens sont égaux ; ils jouissent de la même dignité et ont les mêmes droits.
- Article 20: Tous les peuples ont le même droit à l'existence. Tout peuple a un droit imprescriptible et inaliénable à l'autodétermination. Il doit déterminer librement son statut politique et poursuivre le développement économique et social conformément à la politique qu'il a librement choisi.
- Article 21(1) "tous les peuples doivent disposer librement de leurs richesses et de leurs ressources naturelles.
- L'article 22(1): toutes les personnes ont le droit au développement économique, social et culturel et d'identité dans la jouissance égale du patrimoine commun de l'humanité
- L'article 23(1) Tous les peuples ont le droit à la sécurité nationale et internationale
- Article 24: Tous les peuples ont droit à un environnement satisfaisant et global, propice à leur développement.

Ces droits sont particulièrement importants dans le contexte de la protection et de l'appui économique aux groupes qui sont identifiés au cours de l'exercice de dépistage dans le processus de l'EES et doivent être intégrés dans les principaux documents d'évaluation environnementale et sociale, par exemple l'EIES, PGESPGES et PAR ainsi que le Plan de développement communautaire spécifique qui doit être préparé comme un complémentaire pour une aide à la réinstallation aux groupes impactés par le projet.

Une consultation significative pour déterminer les mesures différenciées

Une consultation significative est d'une importance vitale pour déterminer quelles mesures différenciées sont nécessaires pour les groupes vulnérables particuliers en question, ainsi que pour la recherche d'un large soutien de la communauté (BCS) de la part de ces groupes vulnérables. Il devrait y avoir un processus de consultation sérieux et ciblé, appuyées par une information adéquate, et réalisée avec chaque groupe vulnérable. Des séances de consultation ciblées, spécifiques à chaque groupe vulnérable sont importantes car les consultations avec les -groupes non vulnérables peuvent ne pas toujours révéler les conditions particulières ou les préoccupations des groupes vulnérables, et comment ces derniers pourraient être abordés dans un cadre différencié et ciblé (voir la Note sur la consultation).

Les consultations sur les mesures différenciées pour les groupes vulnérables exige une approche socialement sensible et culturellement afin de s'assurer que :

- Le groupe vulnérable en question est représenté dans les débats, et les membres de ce groupe ont amplement des possibilités appropriées et les canaux pour exprimer leurs opinions, leurs préoccupations et leurs aspirations dans la langue et le mode de leur choix, sans manipulation extérieure, de l'ingérence, de contrainte ou de l'intimidation.
- Les organes représentatifs et les organisations de la société civile, ainsi qu'un nombre suffisant de membres du groupe des personnes vulnérables eux-mêmes, sont inclus dans le processus de consultation.
- Les dirigeants locaux réputés " représenter " les vues des membres vulnérables de la communauté ont effectivement le consentement des membres et comprennent leurs points de vue et perspectives.
- Les espaces de discussions qui sont créés sont perçus comme étant " sécuritaires " dans la perspective du groupe des personnes vulnérables, et sont facilement accessibles.

Les consultations avec chaque groupe vulnérable devraient surtout chercher à élucider les conditions particulières et les préoccupations du groupe en question, et la forme que devrait prendre les mesures différenciées associées afin de s'assurer que les vulnérabilités du groupe en question ne sont pas davantage exacerbées par le projet, et que le groupe a la possibilité et la capacité de tirer profit du projet selon ses aspirations et ses besoins.

Les mesures différenciées qui peuvent répondre aux exigences de types spécifiques de groupes vulnérables sont détaillées ci-dessous.

Mesures différenciées selon le Genre:

Dans le contexte de la discrimination fondée sur le genre, les mesures différenciées doivent constituer la base de la conception du projet et des plans d'atténuation des impacts; c'est-à-dire les mesures qui empêchent l'aggravation du déséquilibre entre les sexes et conduisent à l'amélioration de l'égalité entre les sexes. De telles mesures différenciées peuvent inclure les éléments suivants :

- Développement de mécanismes basé pour la consultation, afin de fournir des opportunités de renforcer la pleine participation et l'influence dans le processus décisionnel.
- Élaboration de stratégies permettant tant aux femmes et aux hommes l'égalité des chances pour surmonter les obstacles à l'identification et l'accès aux possibilités d'emploi.
- Mise en œuvre des structures de financement novatrices qui donnent à la fois aux femmes et aux hommes l'égalité d'accès au crédit et à d'autres moyens d'encourager l'esprit d'entreprise.
- Fourniture d'un appui spécial aux femmes, y compris en ce qui concerne la propriété foncière, la lutte contre la pauvreté chez les femmes, l'alphabétisation juridique et l'accès à l'éducation.
- Fourniture d'un appui spécial pour les besoins des hommes, y compris en ce qui concerne la prise de conscience du VIH/SIDA, la division du travail selon le genre et la responsabilité des hommes en matière de santé de la reproduction.

Mesures différenciées pour les groupes autochtones :

Dans le contexte des groupes autochtones, des mesures différenciées sont nécessaires pour assurer la protection de leurs intérêts et de leurs pratiques, et pour leur assurer un accès équitable aux opportunités de bénéficier de la mise en œuvre du projet. De telles mesures différenciées peuvent inclure les éléments suivants :

- Élaboration de mécanismes de consultation qui permettent d'assurer que suffisamment de temps soit accordé pour la participation du groupe autochtone traditionnel au processus décisionnel.
- Emploi des intermédiaires tels que des ONG spécialisées qui ont de l'expertise dans le travail avec les groupes autochtones, et dans la compréhension de leurs préoccupations, leurs besoins et dans la façon de traiter ces questions.

- Définition des objectifs pour le développement des groupes autochtones et la conception d'un **Plan de développement communautaire autochtone (PDCA)** en utilisant un cadre axé sur les résultats.
- La Banque prend une approche de développement par délibération la conception et la promotion d'interventions qui devraient permettre d'atteindre la plus grande réduction possible de la pauvreté parmi les groupes autochtones touchés par l'intermédiaire d'un comité intersectoriel.
- Le PDCA devrait être préparé pour des projets qui ont des risques évidents à atténuer pour les groupes autochtones. Les risques spécifiques liés aux terres, à la réinstallation ou à la dégradation de l'environnement, doivent être intégrés dans le PAR ou le PGES et les mesures de soutien devraient être conçus et gérés en collaboration avec eux afin de respecter leurs préférences culturelles.

Encadré 1 Le Plan de développement communautaire autochtone (PDCA) : Principes directeurs

1. S'engager dans la participation effective de groupes autochtones affectés

Une consultation communautaire culturellement appropriée et efficace est essentielle au bon développement des groupes autochtones. Une consultation durant toutes les phases des opérations du client constitue une base de confiance et aide les clients à identifier les besoins et préoccupations du groupe autochtone, à définir le développement des responsabilités des parties prenantes et à gérer les attentes parmi les membres du groupe.

2. Développer la confiance

L'instauration de la confiance entre le client, les membres du groupe autochtone et d'autres intervenants est essentielle à la réussite d'un programme ou d'un projet. Une consultation et une participation culturellement adaptées, avec bonne foi et transparence, sont essentielles pour bâtir et entretenir la confiance entre toutes les parties prenantes.

3. Gérer les attentes en définissant clairement les rôles et responsabilités des intervenants

Toute nouvelle activité de développement tend à susciter des attentes pour le développement du groupe autochtone. Sauf si les clients définissent clairement leurs engagements ils courent le risque de ne pas satisfaire ces attentes élevées.

4. Développer la capacité appropriée

Quand les clients manquent de personnel ayant l'expérience et les connaissances du groupe autochtone des coutumes locales et des besoins, les personnes possédant ces compétences devraient être employées. Les clients devraient travailler avec des organismes partenaires tels que les gouvernements nationaux ou locaux, des groupes communautaires ou des ONG.

5. Définir des objectifs mesurables et en rapporter les résultats sur les progrès accomplis d'une manière culturellement appropriée

Une définition appropriée des objectifs et la quantification et le suivi des progrès réalisés permettent à un client et ses intervenants de surveiller le succès du programme et des lacunes.

Source : Adapté de l'initiative Investir dans les gens : la viabilité des collectivités grâce à l'amélioration de pratiques d'affaires, SFI, 2000

Encadré 2 Le contenu d'un plan de développement communautaire autochtone

1. Un résumé des résultats de la consultation avec les groupes autochtones touchés qui ont été effectués au cours de la préparation du projet et qui a conduit à un large soutien de la Communauté pour le projet.
2. Un cadre pour assurer une consultation libre, anticipée, et informée avec les groupes autochtones touchés au cours de la mise en œuvre du projet.
3. Un plan d'action pour veiller à ce que les groupes autochtones reçoivent des avantages économiques et sociaux qui sont culturellement appropriés.
4. Lorsque les effets négatifs potentiels sur les groupes autochtones sont identifiés, un plan d'action approprié pour éviter, réduire au minimum, atténuer ou compenser ces effets négatifs.
5. Les estimations des coûts et plan de financement pour l'ICDP.
6. Les procédures appropriées pour le redressement des torts pour les groupes autochtones touchés découlant de la mise en œuvre du projet.
7. Les mécanismes et critères appropriés au projet de surveillance, évaluation et rapport sur l'application de la CIPD.

Source : Adapté de Banque mondiale PO 4.10 L'annexe B

Mesures différenciées pour d'autres groupes vulnérables:

Des mesures différenciées sont également nécessaires pour d'autres groupes vulnérables, tels que ceux à faible statut économique, ceux ayant des problèmes de santé, les handicapés etc. Ces mesures différenciées peuvent inclure les éléments suivants :

Les groupes à inclusion représentation et situation économique faibles:

- Prestation de services d'ordre juridique et/ou un appui financier pour permettre aux paysans sans terre et aux personnes sans titre légal pour accéder aux ressources ; pour acquérir des terres et/ou pour officialiser leur statut à la propriété des biens.
- Fourniture de l'accès à des programmes de formation et d'éducation pour faciliter le développement des compétences et le renforcement des possibilités d'emploi.
- Prestation de l'enseignement pour améliorer la gestion financière et la capacité d'utiliser le crédit de façon productive et durable.

Groupes avec des conditions de santé particulières/ceux qui ont des incapacités :

- Offre d'un meilleur accès à un traitement médical approprié et à d'autres installations publiques.
- Prestation de l'éducation autour de la prévention de la maladie et comment y parvenir.
- Sensibilisation sur le handicap et la discrimination et comment les aborder de façon positive et productive.

Mesures différenciées en faveur des Groupes vulnérables en réinstallation

Lorsque la réinstallation est requise par un projet proposé, une attention particulière doit être accordée aux besoins et préoccupations des groupes vulnérables qui font l'objet de réinstallation. Les membres des groupes vulnérables peuvent exiger d'aide à la réinstallation différenciée ou supplémentaire parce qu'ils sont moins en mesure de faire face à la de déplacement physique et/ou économique, y compris les processus de récupération des moyens de subsistance que la population touchée dans son ensemble. Ils peuvent également être limités dans leur capacité à formuler ou de d'articuler leurs revendications et de profiter d'une aide à la réinstallation et des prestations liées au développement. Un soutien différencié doit donc être fourni pour aider ces groupes vulnérables à faire face à la réinstallation et à améliorer leur statut, conformément aux lois nationales. En particulier, il doit être garanti que ces groupes ne supportent pas de manière disproportionnée des effets néfastes, et qu'ils ne soient pas désavantagés par rapport à la conception et au partage des avantages et des possibilités que le projet devrait apporter. L'assistance différenciée aux groupes vulnérables dans le contexte de la réinstallation peut inclure les éléments suivants :

- Provision des voies et méthodes de consultation séparées et confidentielles.

- Priorité dans le choix du site dans la zone hôte.
- Relocalisation près de parents et anciens voisins.
- Fourniture d'une assistance pour la construction de logements de remplacement.
- Assistance avec le démantèlement de biens récupérables du logement original.
- Priorité d'accès et de contrôle à toutes les autres mesures d'atténuation de réinstallation, les mesures d'amélioration des moyens de subsistance et d'aide au développement.
- Surveillance de la situation nutritionnelle et de la santé pour assurer le succès et le bien-être et pSOT-réinstallation.

Mesures différenciées pour le redressement des torts pour les groupes vulnérables

Lors de l'établissement d'un mécanisme de grief et de recours crédible, l'emprunteur ou le client peut avoir à faire des plans différenciés pour les groupes vulnérables, afin de s'assurer qu'ils ont accès à des procédures de recours et de règlement satisfaisantes, rapides et équitables en cas de grief et à toute réparation directe ou indemnisation convenue en temps opportun. Ces plans peuvent inclure l'emploi de membres des groupes vulnérables afin de faciliter le processus de redressement de tort, ou le recrutement de groupes représentant les intérêts des groupes vulnérables pour participer à la procédure de redressement des griefs.

Preuve de soutien différencié pour les groupes vulnérables

Enfin, l'emprunteur ou le client doit fournir la preuve que les groupes vulnérables ont été partie prenante à la consultation effective, significative et informée et à la participation, et que les impacts potentiels et les risques spécifiques ou exacerbés aux groupes vulnérables seront atténués à la satisfaction des groupes vulnérables eux-mêmes, et d'une manière qui réponde à leurs besoins et préoccupations différenciées. Ces preuves peuvent comprendre, entre autres documents :

- Documents de projet concernant la relation avec les groupes vulnérables (procès-verbaux, etc.), y compris les comptes rendus des discussions avec les représentants légitimes des groupes vulnérables. La Banque peut, à sa propre discrétion, vérifier l'exactitude de ces informations.
- Les archives du Projet concernant les mesures spécifiques et différenciées pour les informer sur les progrès et les changements sur une base régulière et celles prises pour éviter, réduire au minimum et atténuer les risques et les répercussions négatives sur les groupes vulnérables, en réponse aux commentaires reçus lors de la consultation avec ces groupes, et l'efficacité de la mise en œuvre de mesures d'amélioration d'inclusion et les avantages économiques.

MECANISMES DE RECOURS ET DE RÈGLEMENT DES GRIEFS DU PROJET (MRT)

EXIGENCE SUR LES MRTS

Dans SO 1, la Banque exige que l'emprunteur/client établisse un *mécanisme local de redressement des griefs "crédible, indépendant et efficace et le pour recevoir, faciliter et assurer le suivi de la résolution des griefs de la population touchée et les préoccupations concernant la performance environnementale et sociale du projet. Le mécanisme local de règlement des griefs doit être suffisamment indépendant, habilité et accessible aux intervenants en tout temps au cours du cycle du projet et toutes les réponses aux griefs doivent être enregistrées et incorporés dans les formats et de rapports de supervision du projet.*

Certaines opérations de la Banque peuvent inévitablement comporter risquent d'avoir une incidence sur la population locale de bien-être. L'objectif d'un projet MRT Est donc de permettre aux personnes craignant ou souffrant des impacts négatifs pour pouvoir être entendu et assisté.

Les principaux avantages de l'établissement et du maintien d'une bonne MRT lié à un projet financé par la Banque sont :

- Le maintien de bonnes conditions de développement dans le domaine, propice au développement harmonieux et durable.
- La minimisation le risque de violence ou autrement des comportements destructeurs, et leurs coûts sociaux et économiques connexes.
- La protection des groupes locaux les plus vulnérables des et des individus.
- L'atténuation du risque de litige ou de l'aggravation des conflits, tels que les plaintes portées à l'attention du mécanisme indépendant d'inspection de la Banque.

Objectifs et portée de la MRTMRT

Le MRT de projet est un processus systématique de réception, d'évaluation et de facilitation de la résolution certaines préoccupations liées au projet, des plaintes sur la performance sociale et environnementale d'un projet et des griefs au sujet de l'emprunteur/du client par les populations touchées.

Les personnes potentiellement ou effectivement touchées par un projet financé par la Banque ont besoin d'un moyen fiable de résoudre les préoccupations liées aux projets, et le projet a besoin d'un moyen efficace pour aborder les préoccupations des populations touchées. Le MRT fournit une façon structurée à l'emprunteur / au personnel de gestion de projet du client et, dans certaines circonstances, par le personnel de la Banque de de gérer d'entendre et de résoudre les préoccupations des personnes concernées. .

Élaborer et mettre en œuvre un MRT

L'élaboration d'un MRT

Le processus de conception du MRT devrait être intégré dans l'approche globale dans la préparation du projet tel que prescrit par le SSI de la Banque. Il devrait également être inclus dans les mesures concrètes du Plan de gestion Environnemental et Social (PGES) pour les projets de la catégorie 1 et, au cas par cas, pour les projets de la catégorie 2 qui présentent les tensions sociales potentielles spécifiques, en particulier les risques de mauvaise gestion de l'indemnisation/programmes de réinstallation, ou la présence de

groupes particulièrement vulnérables dans la zone d'influence du projet.

La première étape consiste à déterminer l'objectif principal du MRT qui sert généralement à résoudre des griefs d'une manière qui réponde à la fois à la nécessité de gestion de projet et aux besoins de la communauté, mais avec d'importantes variations locales.

La portée des griefs qui peuvent être légitimement mis de l'avant par les communautés et/ou les personnes touchées doit être définie à l'avance. Ce champ d'application couvre généralement la plupart, sinon la totalité, des questions soulevées dans une évaluation environnementale et sociale classique: les ressources naturelles, la pollution, les biens culturels, l'acquisition de terres, les revenus des populations déplacées / réinstallées, le bien-être des groupes vulnérables, etc.

Pour déterminer les objectifs spécifiques de la MRT, il convient de se poser les questions suivantes :

- Le MRT est-il orienté principalement autour de préoccupations de la communauté ou autour de préoccupations communes du projet et la collectivité?
- Le MRT est-il orienté vers l'identification des causes profondes des conflits et d'y répondre par un changement systémique, ou est-il centré exclusivement sur la résolution des plaintes individuelles?
- Le MRT est-il orienté vers d'enquête et de recours internes, ou vers un ensemble plus complet d'options pour la résolution et la disposition de la justice?
- Comment le mécanisme de grief soit structuré de façon à ne pas renforcer les iniquités de pouvoir?²

La deuxième étape consiste à concevoir le MRT Par :

- Préparer un canevas préliminaire.
- Sélectionner les moyens de recevoir, d'enregistrer, d'évaluer et de répondre aux griefs.
- Sélectionnez les méthodes de résolution de griefs.
- Concevoir un moyen de suivre et de contrôler les griefs.
- Développer le mécanisme de règlement des griefs concernant l'infrastructure.
- Examiner et affiner la conception.

La conception préliminaire devrait être idéalement effectuée dans le cadre de l'ESIA/PGES pour les projets de catégorie 1 ou 2. Pour les projets d'envergure ou controversés, l'aide d'une équipe de consultants indépendants spécialisés pour aider à concevoir le MRT est souhaitable, si les ressources nécessaires sont disponibles. L'équipe de consultants spécialisés doit travailler en étroite collaboration avec l'équipe de l'emprunteur et avec des leaders de la communauté, sur la base des principes suivants :

- Implication des personnes de divers niveaux et fonctions de l'entreprise (opérations, affaires environnementales, relais communautaires, affaires juridiques, entrepreneurs). La dotation de l'équipe de conception en personnel pour uniquement les fonctions concernant les ressources humaines ou les relations communautaires n'est pas une bonne décision.
- Un nombre équilibré de représentants de la Communauté, représentant tout l'éventail de parties prenantes et de la population qui assisteront le mécanisme de grief, tout en gardant l'équipe dans des proportions acceptables.
- Se fonder sur un mandat clair et un plan de travail qui soulignent les objectifs assignés l'équipe, les rôles et les responsabilités, le niveau de pouvoir décisionnel, les rapports hiérarchiques, les tâches, l'échéancier et les produits.
- Utiliser plusieurs canaux (p. ex., face à face, conversation téléphonique, courrier, texte ou e-mail, message sur un site web dédié), sensibles aux traditions culturelles et aux méthodes traditionnelles qui peuvent influencer ou entraver l'expression de griefs.
- Création d'un point de contact central qui recevra les plaintes et les consignera dans un registre central.

² Adapté du conseiller en conformité et Ombudsman (2008) - Guide de conception et d'exécution des mécanismes de griefs des projets de développement - Note consultative, Washington DC

- Existence et au fonctionnement des offices désignés de résolution des plaintes du personnel.
- Accuser réception d'un grief et informer le plaignant des délais raisonnables de réponse.

Le processus par lequel une plainte sera acceptée ou rejetée doit être soigneusement conçu, et devrait maximiser l'interactivité et la sensibilité culturelle. L'acceptation ou le rejet d'une plainte devrait passer par une phase de discussion entre le demandeur et le MRT. Le personnel doit interagir sur les raisons et les motifs de la plainte, après quoi le demandeur doit être informé de manière claire et transparente si oui ou non la plainte est recevable et à traiter. La bonne pratique est que l'acceptation/le rejet de la plainte soit fondée sur des critères objectifs qui sont affichés par le MRT, y compris une copie écrite affichée dans la zone d'accès publique du MRT dans un langage approprié.

Le traitement de la plainte, si elle est acceptée doit passer par différentes phases :

- Dépôt de la plainte et de l'enregistrement avec un code d'identification, communiqué immédiatement au demandeur.
- Évaluation de la plainte (y compris la gravité du risque/impact).
- La formulation de la réponse.

La sélection de l'approche de résolution des griefs est importante. Il existe quatre approches générales que l'on peut choisir :

- L'unité de gestion du projet propose une solution.
- La Communauté et l'unité de gestion du projet décident ensemble.
- L'unité de gestion du projet et la communauté font appel à une tierce partie pour décider.
- L'unité de gestion du projet et la collectivité utilisent les pratiques traditionnelles ou coutumières afin de parvenir à une solution.

Les approches pour "décider ensemble " sont généralement les plus accessibles, car elles utilisent les moyens des collectivités et de l'unité de gestion du projet afin de résoudre les différences et ont en général le potentiel de résoudre la majorité sinon tous les griefs. Les approches de décision commune devraient être la pièce maîtresse de tout mécanisme de résolution de grief.

La mise en œuvre d'un MRT

Au cours de la mise en œuvre du projet, cinq étapes peuvent être nécessaires :

- Établir les ressources humaines et logistiques.
- Présenter le MRT au personnel de projet et les former.
- Communiquer avec les communautés locales pour renforcer la sensibilisation.
- Former et appuyer les participants.
- Élaborer un programme de surveillance.

La création du MRT doit inclure le recrutement du personnel clé, la création d'un budget pluriannuel, la sécurisation du financement et l'achat de l'équipement nécessaire. La taille d'un GRM doit être proportionnelle à l'ampleur attendue et la probabilité des impacts sur les communautés, et les efforts déployés par le personnel du projet, en utilisant des garanties, devrait aller en minimisant la nécessité pour le GRM. Un MRT typique est composé d'une petite équipe de personnes hautement qualifiées comme des avocats, des spécialistes de la communication et des spécialistes des sciences sociales. Le personnel du MRT devrait fonctionner comme une équipe. Les contrôles internes/externes, notamment les contrôles financiers, doivent être précis et réguliers.

Une campagne de communication interne au sein du personnel clé des projets devrait préciser que la

fonction du MRT n'est pas de mettre le blâme sur les individus ou d'identifier leurs erreurs et les erreurs des autres mais plutôt d'identifier le risque d'impacts négatifs imprévus de façon à les éviter ou, au pire, de les compenser si l'intervention ou l'alerte vient trop tard.

Une communication efficace doit aussi être établie avec la communauté elle-même pour expliquer que le client ou l'emprunteur a établi un MRT, préciser les objectifs et les rôles du MRT, comment intervention du MRT peut ou doit être déclenchée. Cet effort devrait suivre certains principes clés :

- Elaboration de support simples, visuellement stimulant de marketing;
- Fourniture des documents dans un format et une langue compréhensibles;
- Utilisation, des réunions informelles face-à-face dans les collectivités locales.

Les formations et sensibilisations pour l'utilisation du MRT doivent être conçues et exécutées rapidement durant le cycle du projet. Des ressources suffisantes doivent être consacrées à ces activités.

Enfin un élément important de la mise en œuvre est de la surveillance est la présentation de rapports, y compris l'évaluation du succès et la détermination du besoin d'amélioration.

Pertinence pour le mécanisme d'examen indépendant de la banque

Au sein même de la banque, le mécanisme indépendant de recours (MIR) est lui-même accessible à n'importe quel groupe (un minimum de 2 personnes vivant dans la zone d'influence du projet) réellement ou potentiellement affectés par un projet financé par la Banque. Le MIR rend compte au Conseil d'administration de la Banque et est donc indépendant de la direction de la Banque.

Jusqu'à présent, le MIR a reçu environ six demandes d'intervention. Calqué sur l'expérience du panel d'inspection de la Banque mondiale créé en 1993, qui a permis de traiter 80 demandes depuis, le MIR est susceptible d'intensifier ses activités dans les années à venir.

Le MIR a été mis en place par la Banque pour assurer une plus grande transparence. C'est également un mécanisme coûteux à déclencher. La mise en place de services locaux de MRT peut aider à atténuer la nécessité pour les demandeurs de recourir à au MIR, tandis que la résolution de problèmes peut être plus rapide et plus efficace localement. Le contexte culturel dans lequel le MRT s'appuie au niveau local peut également contribuer à désamorcer les plaintes et à trouver des solutions appropriées et proportionnelles.

LES ECOULEMENTS ENVIRONNEMENTAUX

But

L'objectif de cette note sur les écoulements environnementaux est :

- D'aider les opérations financées par la Banque à maintenir des régimes de débit de soutien en aval qui assurent souvent de multiples fonctions économiques et sociales et des services de ressources en eau dans un bassin hydrographique, y compris le maintien des services écosystémiques.
- D'assurer que les écoulements environnementaux soient conçus pour les projets relatifs aux ressources en eau souterraine et superficielle et des bassins versants pour conserver les écosystèmes du bassin fluvial dans un état « désiré » tout en assurant un équilibre social et besoins liés à l'eau écologique.
- D'exploiter les possibilités d'améliorer la santé humaine et la nutrition liés à l'approvisionnement en eau potable et en denrées alimentaires, le contrôle d'importantes maladies tropicales liées à l'eau et sur les activités culturelles qui sont des éléments importants pour le bien-être mental.

Les objectifs ci-dessus sont atteints en procédant par une évaluation des écoulements environnementaux (EE) dans les cas où les programmes ou projets sont jugés à risque de modifier les régimes d'écoulement de manière significative. Ces projets sont ceux qui principalement exigent l'abstraction ou le stockage de l'eau et la régulation du débit par l'infrastructure (p. ex. projets hydroélectriques et d'irrigation), mais elles peuvent inclure des changements d'utilisation des terres en amont à cause de l'exploitation forestière, l'agriculture, et l'urbanisation qui peuvent également influencer considérablement sur l'eau et les sédiments s'écoulant dans un bassin hydrographique.

Définition des écoulements environnementaux

Il n'y a pas de définition standard pour les écoulements environnementaux; toutefois, une bonne description générale est fournie par la version préliminaire du rapport de l'UICN pour le troisième Forum mondial de l'eau à Kyoto, qui stipule que :

*« L'écoulement environnemental est la fourniture d'eau ou la régulation des débits utilisés »
les fleuves et les systèmes d'eaux souterraines afin de maintenir les écosystèmes d'aval et leurs avantages,
là où le fleuve ou le système d'eaux souterraines est soumis à la concurrence pour l'utilisation de l'eau. »*

Les écoulements environnementaux sont donc plus que des débits minimaux définis sur la base des conditions hydrologiques. Ils sont plutôt des écoulements qui sont conçus de manière optimale pour permettre l'utilisation polyvalente de l'eau, y compris le maintien des fonctions écologiques de l'eau et de l'intégrité des systèmes de cours d'eau et des zones humides. Ces fonctions, ou "services écosystémiques", incluent la fourniture d'eau potable, la conservation de la biodiversité, des sources alimentaires aquatiques et riveraines (p. ex. la décrue) basées sur l'agriculture, la protection contre les inondations, la navigation et diverses autres activités récréatives, culturelles ou religieuses. Les impacts des écoulements environnementaux peuvent aussi s'étendre au-delà des fleuves aux eaux souterraines, aux estuaires et même aux zones côtières.

De plus en plus les conditions de sécheresse dans de nombreuses régions combinées à une mauvaise gestion des écoulements environnementaux peuvent avoir une incidence sur la santé humaine en limitant à la fois la quantité et la qualité de l'eau potable. Aussi l'agriculture irriguée et les cultures dans la plaine inondable peuvent avoir besoin de faire face à une part de plus en plus inférieure de l'eau. Les régimes de débit du réservoir mal gérés peuvent également avoir des conséquences directes sur la santé, y compris les risques de noyade (p. ex. en raison de la hausse rapide des niveaux d'eau) ou de changements dans

l'abondance et la distribution des vecteurs de maladies. En outre, il peut y avoir d'importants effets indirects sur la santé tels que la malnutrition, la contamination de l'eau potable, les blessures, le stress, la violence intercommunautaire et la perte de bien-être. (Voir le tableau ci-dessous sur les liens entre l'EE et les OMD).

Tableau 1 Liens entre les écoulements environnementaux et les OMD

Les liens entre l'environnement Les flux Et les OMD	
Objectif du Millénaire pour le développement	Exemple de l'environnement Liens de débit
1. Éliminer l'extrême pauvreté et la faim	Sécuriser les écoulements environnementaux permet d'assurer une population saine de poissons.
2. Assurer l'éducation primaire pour tous	Les maladies liées à l'eau telles que la diarrhée, les infections coûtent environ 4423 millions de jours d'école chaque année, et diminuent le potentiel d'apprentissage.
3. Promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes	Les femmes et les filles sont souvent les seuls responsables de la collecte de l'eau, cela devient plus difficile lorsque l'eau se dégrade.
4. Réduire la mortalité infantile	Les maladies liées à l'eau tuent environ 3 millions de personnes par année dans les pays en développement; la majorité sont des femmes des enfants de moins de cinq ans.
5. Améliorer la santé maternelle	La fourniture d'une eau salubre réduit l'incidence des maladies qui minent la santé maternelle et contribuent à la mortalité maternelle.
6. Lutter contre les grandes maladies	De nombreux amphibiens ont élaboré une variété de composés qu'ils libèrent lorsque stressés ou blessés. Beaucoup d'entre eux ont ou peuvent avoir d'importantes utilisations médicales pour les humains. Les amphibiens sont parmi les organismes les plus menacés sur terre; la plupart d'entre eux ont des liens étroits avec de l'eau et sont menacée par dégradation de l'eau douce.
7. Assurer la durabilité de l'environnement	Les tendances actuelles de dégradation des eaux douces doivent être inversées afin de préserver la santé et la productivité de ces écosystèmes. Selon le rapport de l'EEM, les écosystèmes d'eau douce sont les plus mal lotis. Environ 50 % des systèmes d'eaux intérieures ont été perdus au cours du XXIème siècle.
8. Mettre en place un partenariat mondial pour le développement	La généralisation de pratiques de mondialisation déloyales exporte des effets secondaires nocifs. Par exemple, le commerce étendu des soi-disant «eaux virtuelles» des zones ayant des contraintes d'eau et qui manquent souvent de système de gouvernance efficace, vers des régions d'abondance de l'eau, aggravent le stress hydrique global.

Source : Forslund, A., et al. Sécurisation de l'eau pour les écosystèmes et le bien-être humain : l'importance des écoulements environnementaux. Swedish Water House Report 24. SIWI, 2009.

Évaluation des écoulements environnementaux

L'évaluation des écoulements environnementaux peut être utilisée dans le contexte de la gestion intégrée des ressources en eau afin que les décisions concernant l'attribution de l'eau soient durables et productifs en aval. En outre, si elle est effectuée à un stade suffisamment précoce pendant la conception du projet, il est généralement possible de concevoir et de mettre en œuvre des initiatives pour protéger les écoulements environnementaux et ressources communautaires sans affecter la faisabilité économique et technique d'un projet.

Les mesures pour atteindre cet objectif sont les suivants :

- L'incorporation de l'EE au sein du processus de conception et de faisabilité du projet, soit dans le cadre de l'évaluation environnementale et sociale (EES) ou comme une étude autonome distincte. La méthodologie de l'EE adoptée devrait être définie et convenue selon les circonstances spécifiques du projet, en choisissant parmi la gamme des méthodes disponibles (voir ci-dessous), selon les niveaux de

protection de l'environnement et/ou de risque social, la disponibilité des données et de l'expertise et des contraintes de temps et de budget. Ce processus de sélection devrait être entrepris, soit dans le cadre de, ou en parallèle avec le processus de détermination de la portée, de l'évaluation environnementale et sociale, et devrait donc faire l'objet d'un processus ouvert et transparent d'engagement des intervenants et des discussions.

- La méthode d'EE choisie doit nécessairement incorporer une évaluation intégrée des effets environnementaux, sociaux et économiques et les avantages, et devrait traiter de tous les éléments du cycle de l'eau, y compris les systèmes d'eaux souterraines, les fleuves, les lacs, les estuaires et les régions côtières. Une évaluation du potentiel des effets du changement climatique devraient également être faite.
- Enfin, le projet doit inclure les écoulements en temps réel en cours (et, le cas échéant, de la qualité de l'eau et/ou écologique) des mécanismes de surveillance et d'application pour garantir que les allocations définies à la suite des accords et de l'EE soient mises en œuvre. Ce serait également idéalement d'inclure les décharges expérimentales durant les premières années d'exploitation, de vérifier les hypothèses et les incertitudes inhérentes au processus d'EE en ce qui concerne la réponse du fleuve à écoulements environnementaux.

De plus amples détails sur la mise en œuvre de l'EE sont fournis dans la dernière section de cette note d'orientation.

Les méthodes disponibles

Le concept d'écoulement environnemental est connu et largement compris, depuis de nombreuses années dans les pays développés comme les États-Unis, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, l'Afrique du Sud et dans certaines parties de l'Europe. Par conséquent, les écoulements environnementaux ont été incorporés et protégés au sein de la législation et de la politique des ressources en eau dans ces pays, et un vaste ensemble de données d'expérience et des connaissances a été constitué concernant l'application de différentes méthodes et approches pour évaluer ces écoulements. En outre, un certain nombre d'organismes de développement international, de groupes de recherche et d'ONG ont été à l'avant-garde de ce transfert de connaissances vers les pays en développement au cours des dernières années, grâce à l'élaboration et l'application des méthodologies de l'EE, des programmes de formation et des ressources d'information etc. Il s'agit d'organisations telles que la Banque mondiale, l'UNESCO, le PNUE, l'UICN, le WWF, le Stockholm International Water Institute, l'International Water Management Institute et l'Association International pour l'hydroélectricité.

À la suite de cette longue et riche expérience, il existe toute une gamme de méthodologies pour l'EE qui offrent un choix varié de techniques pour s'adapter aux contraintes de temps, de budgets et de calendrier.

Tableau 2 Caractéristiques environnementales Évaluation du débit (EE) méthodologies (Hirji et Davis, 2009)³

Temps estimé et les besoins en ressources des méthodes EE sélectionné

³ Bien qu'il existe diverses méthodes pour entreprendre les évaluations des écoulements environnementaux, elles se répartissent en quatre groupes distincts, à savoir les méthodes d'index hydrologique, méthodes de cotation hydraulique, méthodes de simulation de l'habitat, et méthodologies holistique. Un grand nombre des premiers flux environnementaux méthodes ont été conçues pour protéger une espèce unique ou à répondre à une seule question. Toutefois, gestion des flux pour une seule espèce (et même parfois pour un seul les fonctions de l'écosystème tels que la connectivité à faible débit) peut ne pas entraîner dans les écosystèmes aquatiques et peut robuste même échouer pour préserver l'espèce cible en raison de leur dépendance à l'égard d'un large éventail de fonctions de l'écosystème (p. ex. les réseaux trophiques, habitat). Par conséquent, méthodologies holistique, qui intègrent généralement tous les éléments du régime d'écoulement, sont à la fine pointe de la méthodologie de l'EPT. En appliquant ces méthodes comprend une vaste gamme d'utilisateurs d'eau et inclut parfois des considérations de la dépendance sociale et économique des communautés sur les flux environnementaux. Approche holistique des méthodes ont été mises au point en Afrique du Sud et l'Australie, mais sont de plus en plus tenté dans d'autres parties du monde. La vaste gamme de méthodes offre un choix de technique pour s'adapter à différents horaires, des budgets et de fins

Méthode	Type	Exigences en matière de données/heure	Durée de l'évaluation	Confiance relative dans les résultats	Niveau d'expérience
La méthode Tennant	Index Hydrologique	Faible à modéré	2 semaines	Faible	États-unis : étendu
Périmètre mouillé	Estimation hydraulique	Modéré	2-4 mois	Faible	États-unis : étendu
Groupe d'experts	Approche holistique	Faible à modéré	1-2 mois	Moyenne	L'Afrique du Sud, l'Australie : étendu
Approche holistique	Approche holistique	Modéré à élevé	6 à 18 mois	Moyenne-élevée	L'Australie, l'Afrique du Sud : étendu
Méthode d'augmentation de l'écoulement	simulation de l'habitat	Très élevé	2-5 ans	Haute	États-unis, Royaume-Uni : Vaste
La méthode DRIFT	Approche holistique	Élevée à très élevée	1-3 ans	Haute	L'Afrique du Sud, le Lesotho, la Namibie, Tanzanie : Limité

Source: Davis et Hirji 2003.

La mise en œuvre de l'EE

Le processus de l'EES offre l'occasion de procéder à un ASF au cours de la préparation du projet et de concevoir des mesures d'atténuation/mesures de compensation pour l'inclusion dans un PGES.

Au cours de la préparation du projet :

L'examen préalable (classification) de la préparation des projets fournit la première occasion de fond pour déterminer la nécessité d'entreprendre une Evaluation des Ecoulements Environnementaux (EEE). Il sert également à déclencher la politique de sauvegarde sur l'EES et les autres politiques de sauvegarde environnementale et sociale. Certains emplacements et leurs sensibilités méritent d'être examinés durant la sélection (classification) pour inclusion dans une EEE:

- A l'intérieur ou près d'écosystèmes importants, écologiquement sensibles et/ou , tels que les forêts, les terres humides, les estuaires et les services écologiques connexes.
- Zones abritant des espèces menacées ou en voie de disparition et leurs habitats.
- Les zones proches des aires protégées, des parcs et d'autres domaines utilisés à des fins récréatives en milieu urbain.
- La végétation riveraine de stabilisation et l'habitat naturel des berges de la rivière, abritant des ressources importantes pour les populations locales.
- Les cours d'eau(s) utilisés pour la consommation humaine, navigation et les fonctions récréatives et culturelles.
- Les eaux contenant de précieuses ressources économiques, tels que les pêches, les minéraux, les plantes médicinales et/ou d'autres ressources naturelles.
- Les zones d'agriculture de décrue.
- Les terres abritant des peuples autochtones et leurs environs.
- Les sources de réalimentation pour les nappes aquifères et les eaux souterraines.
- Les zones très exposées aux catastrophes naturelles, comme les tremblements de terre, glissements de terrain, inondations, etc.

Cette étape comprend la détermination et l'analyse des impacts sociaux et environnementaux potentiels des projets (y compris l'implantation et de solutions structurelles) afin que l'EES se concentre uniquement sur ceux susceptibles d'être importants. Pour qu'un projet soit correctement préparé, une visite du site et des consultations préliminaires avec les autorités de réglementation doivent être faites. Cela permet des discussions initiales sur le régime de débit existant et les effets potentiels de différents débits et méthodes de l'EE à être déployés, et aide à déterminer les mesures d'atténuation. Il fournit également à l'emprunteur et au grand public l'occasion d'échanger des informations et d'exprimer leurs points de vue et leurs préoccupations au sujet du projet proposé. Le séquençage de l'utilisation de différentes méthodes lors de la préparation du projet peut être souhaitable de commencer avec des méthodes simples qui sont moins intensives en termes de données et les exigences de temps et d'intensifier progressivement selon la nécessité d'une précision et du niveau de l'accord conclu entre les utilisateurs d'eau. Des termes de référence doivent être préparés pour la conduite de l'évaluation environnementale et sociale y compris les exigences pour l'EE et les spécialistes nécessaires pour la méthode/technique sélectionnée. Une attention particulière devrait être accordée à la sécurisation d'une répartition équitable et l'accès à l'eau et les services fournis par le système aquatique, et à aborder les changements climatiques et la capacité des écosystèmes à s'adapter à de tels changements.

La troisième étape consiste à réaliser l'EE dans le cadre de l'évaluation environnementale et sociale. Cela nécessite une étroite consultation entre l'équipe chargée de l'évaluation, la consultation du public et la préparation d'un PGES et les équipes chargées de la conception technique. Ces consultations peuvent parfois comporter un processus itératif de "négociation" avec les ingénieurs afin de se mettre d'accord sur des compromis entre les objectifs de production d'énergie et ceux écologiques. Les consultations publiques devraient également tenter de capturer les connaissances sur les caractéristiques et utilisations du fleuve, en particulier lorsque les données sont limitées (par exemple, les connaissances des populations locales). Dans le cadre du PGES, les mesures de compensation et d'atténuation devraient être élaborées en réponse aux impacts en aval liés à la réduction des débits du cours d'eau et les impacts qui en résultent. Pour s'assurer que les mesures d'atténuation sont mises en œuvre efficacement et en temps voulu, des clauses dans les documents contractuels doivent préciser les pratiques environnementales et sociales qui pourraient être adoptées durant la construction et l'exploitation.

Les effets liés aux flux qui ne sont pas facilement exprimés en termes monétaires doivent être inclus dans le processus d'évaluation. Si ce n'est pas inclus, les effets sur le développement découlant de changements dans le régime d'écoulement - comme la perte d'une espèce de poisson, les répercussions relatives à la santé ou à la baisse de la qualité de vie des personnes riveraines –seraient sous-évalués, conduisant ainsi à des coûts disproportionnés supportés par les groupes sociaux qui ne sont pas totalement intégrés dans l'économie de marché, ou pleinement représentés dans le processus de prise de décision.

Au cours de la mise en œuvre du projet :

La mise en œuvre du projet exige un suivi périodique et une surveillance pour s'assurer que les impacts anticipés sont maintenus dans les niveaux prédits, que effets inattendus sont convenablement atténués et que les avantages de l'évaluation environnementale sont conservés œuvre. Pour arriver à ce résultat en ce qui concerne les écoulements environnementaux, des dispositions de gestion devraient être prises pour :

- Fournir de l'information pour l'examen périodique (et éventuelle modification) des mesures de gestion dans l'PGES, afin d'aider à optimiser la protection de l'environnement à tous les stades de la mise en œuvre.
- Évaluer le rendement et la surveillance de la conformité aux exigences réglementaires et de débit convenu et des conditions stipulées dans les contrats de construction et de permis d'exploitation.
- Montrer à toutes les parties (y compris la société civile) que les activités du projet se conforment aux exigences de l'évaluation environnementale et sociale et que les mesures d'atténuation sont mises en œuvre de façon efficace.

- Effectuer régulièrement des visites sur le site avec le service du personnel de l'agence d'exécution et des ressources en eau et de l'environnement pour superviser la gestion de l'environnement et pour aider à résoudre des problèmes.
- Intégrer des mécanismes pour conserver une certaine souplesse afin de tenir compte des dispositions pour la protection de l'environnement aux besoins de débit comme les changements de disponibilité de l'eau.

Les débits environnementaux ne sont qu'une partie d'un ensemble de questions sensibles liées à l'environnement. Les mesures d'atténuation complémentaire, en mettant l'accent sur les caractéristiques physiques, qui pourraient être envisagées comprennent des échelles à poissons; crues contrôlées à partir des réservoirs (y compris pour le contrôle des vecteurs de maladies); chimie de l'eau et capteurs de température au niveau de la sortie des différentes structures; équipement pour déterminer le volume de tous les prises simultanément si nécessaire; structures qui minimisent les conditions prévues qualité de l'eau tels que l'eau anoxique ou super-saturée; et un centre pour le passage des sédiments à travers les réservoirs et au-delà des murs ou déversoirs du barrage.

Étant donné la faiblesse de notre connaissance des liens entre débit et dépendance écologique, l'utilisation d'un programme de surveillance est particulièrement importante. Le programme de surveillance devrait être conçu pour fournir une rétroaction essentielle sur la question de savoir si :

- Le débit convenu est libéré.
- L'état souhaité du fleuve est atteint.
- Les objectifs des différents volets du régime d'écoulement sont respectés.
- L'allocation d'écoulements environnementaux doit être modifiée à la lumière des réponses observées.

La mise en œuvre d'un régime d'écoulement convenu devrait permettre une gestion adaptative basée sur le programme de surveillance. Le programme de surveillance devrait être conçu de manière à permettre que les effets souhaités des écoulements environnementaux sur le biotope puissent être différenciés et séparés des effets d'autres interventions - par exemple, l'amélioration de la qualité de l'eau provenant des usines de traitement des eaux usées - et les variations induites par le climat dans les débits du fleuve. Dans la pratique, c'est extrêmement difficile à faire, et l'interprétation de tout programme de surveillance doit toujours compter sur l'expérience des hydrologues et écologistes impliqués et des enseignements tirés de la pratique.

Soutien du secteur des ressources en eau

Enfin, le cas échéant le concept d'écoulements environnementaux et de leur évaluation devrait être incorporée dans les premières mesures stratégiques d'appui au secteur ou à un emprunteur potentiel, y compris toute politique des ressources en eau et une aide à la planification et/ou de programmes de prêts qui comportent de grandes infrastructures d'adduction d'eau ou d'importants changements d'utilisation des terres dans un bassin hydrographique.

Le cas échéant, des mesures à prendre pour atteindre ce but peuvent inclure les éléments suivants :

- La définition formelle et la reconnaissance des écoulements environnementaux dans la législation sur la protection des ressources en eau. Ce serait également idéal d'introduire rétroactivement les écoulements environnementaux pour des barrages et des infrastructures existants dans le but de réorganiser et d'améliorer la performance environnementale des structures anciennes (p. ex. dans le cadre d'un programme de réadaptation).
- La définition des objectifs de qualité de l'environnement et la fourniture d'écoulements environnementaux dans les plans de gestion des bassins hydrographiques et des stratégies (en tenant compte de la disposition décrite précédemment) des méthodologies de l'évaluation des écoulements environnementaux, y compris l'attention dans la mesure du possible à la récupération des systèmes fluviaux perturbés.

- Des exigences claires à la fois pour l'engagement des intervenants publics et institutionnels dans la planification des bassins hydrographiques et les processus de l'EE, avec les méthodes participatives adaptées à la capacité des intervenants.
- Appui à la mise en place de réseaux de surveillance hydrologique et écologique dans des bassins hydrographiques importants ou sensibles afin de fournir les informations de base pour entreprendre les EEE au niveau du projet (voir précédemment).
- Soutien à la prise de conscience d'une compréhension commune à l'échelle des collectivités de l'eau et de l'environnement sur les concepts, les méthodes et les bonnes pratiques relatives aux écoulements environnementaux, y compris le potentiel socio-économique et sanitaire ainsi que des avantages sur le plan écologique des allocations d'eau en aval.
- L'incorporation des EEE dans l'évaluation stratégique des programmes de prêt qui entraînent le développement de grandes infrastructures d'adduction d'eau (p. ex. la conservation et/ou installations d'abstraction) ou le grand changement d'affectation des terres dans un bassin hydrographique.

Références clés

Les références citées ci-dessous ont en particulier tiré de l'information et de la documentation pertinentes pour l'élaboration de cette note d'orientation.

- *Hirji R. ET DAVIS R. Les écoulements environnementaux dans le domaine des politiques, plans et projets de ressources en eau : conclusions et recommandations. Banque mondiale, 2009.* Ce document a été la principale source de référence pour l'élaboration de la note d'orientation, et comprend une analyse détaillée des dix-sept études de cas, choisies de partout dans le monde, afin d'identifier les leçons sur les écoulements environnementaux dans les politiques et plans de gestion des ressources en eau des bassin-versant des projets d'infrastructure, et la réhabilitation des infrastructures existantes.
- *Davis, R. et Hirji R., (eds). Ressources en eau et de l'environnement Note technique. C.3 écoulements environnementaux: les débits de crue. Banque mondiale, 2003.*
- *Louise Korsgaard. Les écoulements environnementaux dans la gestion intégrée des ressources en eau : lier les débits, services et valeurs. Thèse de doctorat décembre 2006, Institut de l'environnement et des ressources Université Technique du Danemark.*
- *Dyson, M., Bergkamp, G. et Scanlon, J., (eds). Débit - l'essentiel des écoulements environnementaux, 2e édition. Gland, Suisse: L'UICN. Réimpression, Gland, Suisse : UICN, 2008.*
- *Forslund, A., et al. Sécurisation de l'eau pour les écosystèmes et le bien-être humain : l'importance de des écoulements environnementaux. Swedish Water House Report 24. SIWI, 2009.*
- *Hirji R. ET DAVIS R. Les écoulements environnementaux dans le domaine des politiques, plans et projets des ressources en eau : conclusions et recommandations. Banque mondiale, 2009.*
- *Hirji R. et Lintner S.F. Evaluations environnementales des débits de conservation des écosystèmes aquatiques : expérience de la Banque mondiale. Banque mondiale, 2010.* (présentation PowerPoint pour les institutions financières multilatérales Groupe de travail sur l'environnement Réunion de Luxembourg), 1990.

IMPACTS REGIONAUX ET TRANSFRONTIÈRES

L'évaluation environnementale et sociale des impacts transfrontières

Les opérations de la Banque concernent un large éventail de programmes et de projets qui peuvent générer des conséquences écologiques et sociales qui s'étendent au-delà des frontières nationales, soit parce que les projets ont lieu dans plus d'un pays ou parce que les impacts touchent des zones ou régions à l'extérieur des frontières du pays dans lequel est situé le projet. Ces projets peuvent être des projets électriques multi-pays ou projets de gestion foncière projets linéaires comme les routes, les chemins de fer ou des lignes de transmission, ou de grands projets d'infrastructure situés à proximité des frontières nationales.

La mise en œuvre des sauvegardes opérationnelles (SO) de la Banque dans le cas des projets transfrontières exige une attention particulière sur les dispositifs institutionnels nécessaires pour s'assurer que les travaux de l'évaluation environnementale et sociale (EES) l'EES soient coordonnés et harmonisés entre les pays touchés et/ou que les autorités et les parties prenantes dans les pays touchés disposent en temps opportun de l'information. Le travail exige également l'EES des efforts supplémentaires dans l'EES pour s'assurer que la détermination de la portée, l'évaluation d'impact et le développement de mesures de gestion répondent aux défis supplémentaires des impacts transfrontières. En particulier, les emprunteurs ou les clients devraient être particulièrement conscients du fait que ce type de projet est susceptible d'induire les impacts indirects et cumulatifs, appelant parfois à des études et des réponses spéciales.

TYPES DE PROJETS transfrontaliers

Il existe types de projets transfrontières qui exigent une réponse institutionnels technique légèrement différente.

Un projet qui a lieu dans un pays, mais dont les effets dépassent les frontières nationales.

Une centrale alimentée au charbon située près de la frontière avec un autre pays peut provoquer une pollution de l'air qui peut négativement affecter de la qualité de l'air et la santé des communautés locales du pays voisin. Un projet hydroélectrique pourrait changer les courbes de débit en aval qui ont un impact négatif sur les conditions environnementales en aval et les utilisateurs d'eau dans un autre pays. Les impacts de l'extraction de l'eau à partir d'aquifères transfrontières, les grands changements d'utilisation des terres dans les zones d'importants aquifères, les bassins hydrographiques et les bassins d'eau peuvent également traverser les frontières nationales.

Les impacts potentiels des projets ayant des conséquences transfrontières présentent plusieurs défis. Tout d'abord, les pays qui initient le projet doivent informer et consulter les pays voisins. Deuxièmement, il doit y avoir un moyen de coopération dans la réalisation de travaux de l'EES. Troisièmement, il devrait y avoir une attention particulière au risque d'effets cumulatifs résultant de l'interaction avec d'autres projets qui ont lieu dans " en aval " ou pays voisins.

Dans certains cas, il peut y avoir des accords internationaux existants et des mécanismes institutionnels pour faciliter la communication, la coordination et la concertation entre le projet et le pays hôte ou les pays susceptibles d'être touchés. Toutefois, dans la plupart des cas, ce dispositif n'est pas en place. L'emprunteur ou le client, avec l'appui si nécessaire de la Banque, devraient prendre les mesures suivantes:

- Avertir les autorités du pays voisin que le projet est prévu et qu'il peut y avoir des conséquences négatives sur les plans environnemental et social.
- Établir un canal de communication fiable entre autorités compétentes afin de s'assurer que l'information sur la détermination de la portée et de l'évaluation environnementale et sociale est partagée.
- Le cas échéant, coordonner et inviter la participation d'intervenants et d'experts techniques dans les pays voisins au cours de l'exercice des travaux de l'EES.
- Établir un protocole ou des protocoles d'entente qui permettent à l'initiateur du projet ayant des impacts d'avoir plein accès aux pays touchés durant la construction et l'exploitation.
- Assurer que les travaux d'EES couvrent de manière adéquate les répercussions transfrontalières et toutes les sources d'impacts cumulatifs potentiels.
- Dans certains cas, établir et/ou juridiquement et techniquement habilitier un organisme intergouvernemental chargé de superviser l'évaluation des risques élevés ou transfrontière des impacts cumulatifs.
- S'assurer que le PGES couvre les responsabilités institutionnelles pour la mise en œuvre entre l'hôte et les pays touchés.
- Parvenir à un accord avec les pays touchés sur les rôles et responsabilités concernant les aspects de la mise en œuvre du PGES et de suivi des impacts résultant dans pays hôte du projet.

Programmes ou projets régionaux qui sont conçus pour fonctionner dans plusieurs pays.

Les projets de production et de distribution d'énergie peuvent souvent couvrir plus d'un pays. Les projets de gestion des ressources agricoles et naturelles sont souvent mise en œuvre par un certain nombre de pays voisins qui partagent la même ressource. Les grands projets de gestion des ressources d'eau exigent souvent des activités conjointes entre les pays riverains ou les pays qui partagent un bassin hydrographique majeur.

Le défi dans ces cas est d'effectuer le travail de l'ESA pour correspondre au programme ou la zone d'influence du projet à travers un certain nombre de frontières nationales. Cela nécessite à la fois des mesures institutionnelles et techniques.

Comme le programme ou projet doit être mis en œuvre par plusieurs pays, il est probable qu'un organisme multinational de mise en œuvre soit établi afin d'administrer - parfois appelé véhicule à usage spécial (SPV). Par exemple, dans le cas d'un projet multinational de distribution d'énergie, un organe type pool énergétique peut être établi. La Banque et les gouvernements concernés doivent s'assurer qu'une certaine forme d'unité de gestion et de protection environnementale et sociale est établie au sein du SPV pour superviser les travaux d'EES, la mise en œuvre du PGES et pour s'assurer que le programme de surveillance est adéquate.

Les questions clés sont les suivantes :

- Sécuriser la capacité appropriée au sein de l'organisme d'exécution pour gérer les travaux l'EES.
- Déléguer des composantes des EES aux autorités nationales et aux organismes compétents en particulier pendant le fonctionnement.
- L'évaluation de différents cadres de politique sociale et environnementale et de capacités techniques dans les pays participants.
- La documentation des divergences dans les politiques ou règlements, tels que les niveaux d'indemnisation pour les réinstallations involontaires et des normes environnementales spécifiques.
- Assurer une approche cohérente, coordonnée et harmonisée de l'exécution, la surveillance et la déclaration des travaux de l'EES par les différents organismes nationaux.
- S'assurer que les composantes techniques de l'EES qui doivent se concentrer sur les zones d'étude qui chevauchent les frontières soient menées de manière efficace.

Projets linéaires qui dépassent les frontières nationales.

Les projets linéaires comme les routes, les chemins de fer ou les pipelines qui traversent les frontières nationales sont un autre exemple de projets transfrontières. Il est fréquent pour ces projets qu'ils soient préparés et mis en œuvre dans les sections propres à chaque pays. Pour faciliter ce processus, un comité directeur est susceptible d'être établi pour assurer une coordination efficace entre les pays participants.

Le défi dans ces cas est de s'assurer de la cohérence et de l'harmonisation entre les travaux de l'EES menés par chaque pays sur sa propre section du projet. En outre, il est important de s'assurer qu'une certaine coordination a lieu dans le but d'atténuer les impacts potentiels qui peuvent traverser les frontières ou entraîner des effets cumulatifs ainsi que d'évaluer les cadres de réglementation et de renforcement des capacités institutionnelles afin de parvenir à un accord sur la garantie d'une mise en œuvre adéquate des activités communes du PGES.

Un exemple d'incidences qui nécessitent la manipulation sur un niveau transfrontalier est les effets défavorables sur les habitudes migratoires de la faune, ainsi que les effets sur les corridors biologiques et les zones protégées qui traversent les frontières. Un autre exemple est que les points de contrôle aux postes frontaliers provoquent des retards et l'émergence conséquente des établissements informels de restauration pour les conducteurs de camions. Ils peuvent également attirer les travailleurs du sexe avec la diffusion conséquente de maladies infectieuses, y compris les MST, de chaque côté de la frontière.

La Banque et les emprunteurs au niveau national doivent traiter des points suivants :

- Déterminer la nécessité d'une évaluation environnementale et sociale stratégiques ou des impacts cumulatifs si le risque environnemental et social est susceptible d'être significatif.
- Assurer une approche d'EES cohérente et harmonisée pour les différentes sections nationales du projet.
- Traiter toute différence de capacité technique et de gestion dans les différents pays participants.
- Assurer que le mandat des agences d'exécution dans les différents pays aborde les répercussions transfrontalières ainsi que celles inhérentes au contexte national.
- Lorsque c'est possible, il est recommandé que joint des termes de référence communs ou et/ou des travaux communs d'EES l'EES soit l'option privilégiée.

ANALYSE DES IMPACTS SOCIAUX ET ENVIRONNEMENTAUX TRANSFRONTIÈRES DANS LE PROCESSUS D'EES

Au début du cycle de projet, processus de l'EES devrait identifier et remédier à tout effet potentiellement importants impacts sociaux et environnementaux transfrontières associées au projet.

La détermination de la portée

C'est la première opportunité pour déterminer si le projet soulève d'importants risques transfrontaliers ou régionaux. S'il n'y a aucun risque significatif, la Banque et l'emprunteur ou les emprunteurs devraient déterminer la nécessité d'aviser le ou les pays concernés, l'établissement d'arrangements institutionnels multi-pays et d'assurer que les impacts transfrontières potentiels ou les impacts cumulatifs soient inclus dans les termes de référence. Lorsque chaque pays est tenu de faire ses propres études d'EES, il faudrait envisager de former un comité directeur multinational ou son équivalent.

Évaluation des impacts

L'EES devrait identifier et évaluer des impacts transfrontaliers ou régionaux significatifs et proposer et concevoir des mesures afin de prévenir et d'atténuer ceux-ci. Étant donné la possibilité de différentes procédures et normes d'EES, l'EES devrait déterminer leur importance relativement à l'application des SO de la banque et des actions nécessaires pour assurer la conformité. Des études spéciales devraient être incluses dans le mandat d'examen des conditions de base dans les pays et régions touchés en se concentrant sur les capacités institutionnelles.

En outre, l'EES exigera un examen des accords internationaux et régionaux applicables pour s'assurer que l'opération ne viole pas les accords multilatéraux sur l'environnement (AME) qui sont pertinentes pour les impacts du projet et qui ont été ratifiés par le pays emprunteur. Les AME peuvent prendre de nombreuses formes, comme les traités, déclarations, conventions et protocoles internationaux. Ils ont surtout une signification importante lorsque les liens avec l'écosystème et l'utilisation des ressources rendent la coopération internationale nécessaire. Les conventions pertinentes : la Convention sur les zones humides d'importance internationale particulièrement comme celle sur les habitats de la sauvagine; la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, la Convention sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination; la Convention sur la pollution atmosphérique à long terme.

Consultation

Lorsque les opérations sont identifiées comme ayant des impacts importants, les organismes gouvernementaux appropriés, en consultation avec l'emprunteur doivent informer les autres États souverains sur le fonctionnement de façon officielle et documentée par une note qui résume les activités de l'opération et ses impacts et risques associés, les préoccupations et les possibilités d'appliquer des mesures d'atténuation pour réduire les impacts et les risques de répercussions dans l'état ou les états affectés. En outre, la Banque va aider l'emprunteur à fournir de plus amples renseignements, si l'État affecté le juge nécessaire, et à prévoir suffisamment de temps pour les États touchés à répondre aux informations et fournir des commentaires.

Le règlement des différends

Il est particulièrement important dans ce contexte d'examiner les mécanismes institutionnels et les processus de règlement des différends pour traiter les plaintes ou les différences dans l'évaluation d'impacts entre le pays hôte et d'autres pays touchés. De tels arrangements devraient être incorporés dans le corpus institutionnel convenu ou dans le processus permettant de gérer et de coordonner le projet ou peuvent être configurés indépendamment s'il n'y a pas de tels arrangements institutionnels. Il peut être nécessaire de faire participer des experts techniques indépendants.

Patrimoine culturel physique

EXIGENCE DES SAUVEGARDES OPERATIONNELLES SUR LE PATRIMOINE CULTUREL PHYSIQUE

SO1, stipule que l'emprunteur ou le client a la responsabilité de s'assurer que l'implantation, la conception, la construction et l'exploitation de projets devraient éviter d'importants dommages au patrimoine culturel (à la fois physique et immatériel). Le patrimoine culturel susceptible d'être touché par le projet doit être identifié et qualifié, et des experts chevronnés doivent évaluer les impacts potentiels du projet sur ce patrimoine culturel.

Quand un projet peut avoir une incidence directe sur le patrimoine culturel, ou entraver l'accès à ce patrimoine, l'emprunteur ou le client consulte les communautés qui l'utilisent ou l'ont utilisé dans le cadre de leur mémoire vivante et devrait intégrer les connaissances autochtones pour identifier son importance. Lorsque le projet est susceptible d'avoir des impacts négatifs sur le patrimoine culturel, l'emprunteur ou le client doit identifier les mesures appropriées pour éviter ou atténuer ces incidences.

Le projet ne devra détruire le patrimoine culturel physique tant que les conditions suivantes ne sont remplies :

- Lorsqu'il n'y a pas de solutions de remplacement techniquement ou financièrement réalisables.
- Les avantages globaux du projet l'emportent nettement sur la perte du patrimoine culturel.
- Toute intervention est effectuée conformément aux dispositions nationales pertinentes et/ou aux réglementations locales, les plans de gestion des aires protégées et les obligations nationales en vertu de lois internationales.
- Toute perturbation ou destruction ne peut être faite tant qu'une consultation appropriée avec les collectivités locales ne soit effectuée, en tenant pleinement compte des traditions, des croyances et des normes culturelles.
- Toute destruction emploie les meilleures techniques disponibles et internationalement acceptées.

Définition du patrimoine culturel physique

Le patrimoine culturel physique est considéré comme une ressource unique et souvent non-renouvelable qui possède une valeur culturelle, scientifique, spirituelle, et/ou religieuse et inclut les objets matériels ou immatériels, les sites, structures, groupes de structures, éléments naturels ou des paysages ayant une valeur archéologique, paléontologique, historique, architecturale, religieuse, esthétique, ou culturelle. Exemples de patrimoine culturel physique :

- Les sites archéologiques.
- Les structures historiques.
- Des quartiers historiques.
- Les paysages culturels ou historiques.
- Les artefacts archéologiques.

Il est important de noter que les dommages au patrimoine culturel physique peuvent résulter d'activités autres que de l'excavation ou la rénovation de bâtiments. Certains aspects du projet peuvent également avoir un impact sur le patrimoine culturel physique de façon moins directe, par exemple, par une augmentation de l'érosion d'un site côtier, ou la construction d'une route dans une zone jusque-là

inaccessible. Les impacts sur l'environnement naturel qui peuvent affecter la durabilité de patrimoine culturel physique peuvent nécessiter une attention spéciale.

Évaluation

Dans de nombreux cas, il n'est pas possible d'identifier le patrimoine culturel physique, tels que les artefacts archéologiques, jusqu'à ce que la construction d'un projet commence. Par conséquent, le processus d'évaluation peut avoir besoin de se concentrer principalement sur l'établissement des risques de l'existence de patrimoine culturel physique sur le site du projet et sur les procédures à suivre si des ressources du patrimoine culturel sont découvertes.

Il est de bonne pratique d'identifier d'éventuelles questions de patrimoine physique au début du processus d'identification des risques environnementaux et sociaux et des impacts grâce à la présélection des projets ou pendant les études de faisabilité. Cela est particulièrement vrai pour les grands projets d'extraction des ressources ou l'infrastructure comme les mines, les barrages hydroélectriques, les systèmes régionaux d'irrigation, les autoroutes, ou tout projet qui suppose des travaux de terrassement, ou des modifications à grande échelle des régimes hydrologiques. Ces études devraient impliquer la comparaison des caractéristiques du projet général avec les conditions de base du patrimoine culturel physique dans la zone du projet proposé.

Pour les projets dans des zones de patrimoine physique connu ou potentiel, l'évaluation devrait généralement inclure les éléments suivants : (i) une description détaillée du projet proposé, y compris ses options alternatives ; (ii) les conditions de base du patrimoine physique dans la zone d'influence du projet; (iii) une analyse des solutions alternatives du projet en relation avec les conditions de base pour déterminer les impacts potentiels; et (iv) les mesures d'atténuation d'impact proposées, qui peuvent inclure l'élimination ou à la réduction des impacts par les changements apportés à la conception du projet et/ou l'introduction de méthodes spéciales de construction et des procédures opérationnelles et des mesures d'atténuation compensatoires.

Lorsque les questions du patrimoine culturel physique sont identifiées, un ou des experts compétents en matière de patrimoine seront normalement nécessaires au sein de l'équipe d'évaluation. Alors qu'un type particulier de spécialiste du patrimoine (p. ex., un expert sur l'âge du Fer en Afrique) peut être nécessaire pour régler certains problèmes, un expert avec une large perspective (p. ex., un géographe culturel) serait normalement plus approprié.

Dans la plupart des cas, des études d'évaluation du patrimoine culturel physique devront être formellement permises par l'autorité nationale du patrimoine. En outre, parce que les lois sur le patrimoine national manquent souvent de décrets d'application détaillés, les mesures nécessaires de protection du patrimoine ont besoin d'être formulées comme une entente propre au projet, négocié et signé par un représentant du projet et l'autorité du patrimoine.

Souvent le patrimoine culturel physique n'est pas toujours documenté ou protégé par la loi, la consultation donc est un important moyen de l'identifier, documenter sa présence et, d'évaluation des incidences potentielles et d'exploration des options d'atténuation. Les groupes suivants peuvent être pertinents pour la consultation :

- Les utilisateurs traditionnels, historiques et les propriétaires de patrimoine culturel physique.
- Les communautés traditionnelles qui incarnent des modes de vie traditionnels.
- Les ministères de l'archéologie, à la culture, à l'échelle nationale ou les établissements du patrimoine.
- Les musées nationaux et locaux, instituts culturels, et les universités.
- La société civile concernée par le patrimoine culturel ou de préservation du patrimoine historique, des domaines d'intérêt scientifique ou de l'environnement.

La divulgation publique totale ou partielle des données du patrimoine physique, y compris la méthodologie, les conclusions et les analyses de l'évaluation, l'équipe du patrimoine fait partie intégrante de l'évaluation.

MANAGEMENT

Les mesures d'évitement et d'atténuation nécessaires identifiées à travers le processus d'évaluation devraient être incorporées dans le PGES du projet et exécuté en coordination avec d'autres éléments de gestion de projet requis. Contrairement à la plupart des autres ressources de l'environnement, l'impact direct sur le patrimoine est généralement localisé à la zone d'activité de construction du projet, ce qui rend la zone d'influence géographique plus limitée que pour d'autres ressources telles que l'habitat essentiel, une voie d'eau naturelle, ou une espèce en voie de disparition d'un projet. Ainsi, il est souvent possible d'éviter les impacts sur le patrimoine par des changements de conception de projets mineurs.

L'emprunteur ou le client doit engager un spécialiste qualifié pour entreprendre une "enquête de terrain" immédiatement avant le nettoyage du terrain et toute perturbations pour valider les résultats de l'évaluation de l'impact, et identifier les domaines à l'échelle locale qui sont les plus susceptibles de contenir des ressources du patrimoine culturel physique. Potentiellement, ces enquêtes de terrain peuvent localiser le patrimoine culturel qui n'a pas été identifié auparavant, à un moment où l'évitement ou atténuation pourraient être déployés avec un impact minimal sur le calendrier du projet.

Les procédures pour les découvertes fortuites

Pour les projets de perturbation du sol, en fonction de l'emplacement du projet, il peut être approprié de développer une «procédure de trouvaille fortuite» qui traite et protège le patrimoine culturel par les trouvailles faites lors de la construction d'un projet et / ou à durant les phases d'opération. Une procédure de trouvaille fortuite est une procédure spécifique au projet qui décrit ce qui se passera si des ressources patrimoniales inconnues, en particulier les ressources archéologiques, sont rencontrées lors de la construction ou de l'exploitation du projet. La procédure comprend la tenue des dossiers et des procédures de vérification d'experts, la chaîne d'instructions de sécurité pour les découvertes mobiles, des séances de sensibilisation du patrimoine culturel pour la main-d'œuvre de la construction, et des critères clairs pour les potentiels arrêts de travail temporaires qui pourraient être nécessaires à la résolution rapide des questions liées aux découvertes. Il est important que cette procédure présente les rôles et les responsabilités et les temps de réponse nécessaires à la fois au personnel du projet, et à toute autorité du patrimoine concerné, ainsi que les procédures de consultation convenues.

En cas de doute sur la question de savoir si quelque chose est un élément du patrimoine culturel, l'emprunteur ou le client devrait utiliser les connaissances et les conseils des collectivités locales et/ou des experts internationaux compétents, les autorités gouvernementales, et les membres des communautés locales. Selon les circonstances, il peut être approprié pour l'emprunteur d'engager des spécialistes qualifiés " sur appel d'offre " qui fourniront des conseils en temps opportun sur le niveau de convenable ou la gestion des trouvailles occasionnelles à mesure qu'elles surviennent. Les connaissances des communautés locales est particulièrement importante pour l'identification du patrimoine culturel qui sont dans l'environnement naturel et qui n'évident pas reconnaissable de l'extérieur.

Préservation sur place

Parce que le patrimoine culturel est non renouvelable, sa protection est mieux accomplie par " préservation-sur-place ". Cette méthode est généralement préférée au déplacement,. Les bonnes pratiques internationales recommandent que le patrimoine culturel soit le moins dérangé dans toute la mesure du possible. Si l'excavation ne peut pas être évité par le projet, les compétences professionnelles

en matière de patrimoine culturel, locales et/ou internationales devraient procéder à des fouilles ou d'autres activités conformément à des pratiques internationalement reconnues, avec l'objectif de documenter le patrimoine culturel avec autant de détails que nécessaire en ce concerne l'évaluation de sa valeur potentielle.

Au cas où l'emprunteur ou le client a rencontré le patrimoine culturel physique qui est reproductible et pas critique, l'emprunteur ou le client cherche d'abord à réduire ou éliminer les effets négatifs et à mettre en œuvre des mesures de remise en état qui visent à maintenir la valeur et la fonctionnalité. Si la minimisation des répercussions et/ou la restauration in situ ne sont pas possibles, alors l'emprunteur ou le client peut envisager la restauration sur un site différent. Pour la minimisation et la restauration, l'emprunteur ou le client peut engager de l'expertise internationale, nationale et locale. La relocalisation de patrimoine culturel physique peut également impliquer le gouvernement du pays hôte et d'autres institutions (p. ex. les musées). Une considération particulière doit être accordée à l'identification de l'expertise locale, aux recommandations des collectivités touchées à l'égard de patrimoine culturel reconnu ainsi que les opinions des praticiens, des aînés, des prêtres, des médiums et des guérisseurs traditionnels.

L'enlèvement du patrimoine non critique

Lorsque la réduction de l'impact et la restauration ne sont pas réalisables, l'emprunteur ou le client doit fournir une justification de cette décision en se fondant sur un examen par un expert compétent des circonstances, et c'est alors seulement que l'indemnisation doit être considérée comme une façon de gérer le problème de l'impact sur le patrimoine culturel physique. L'indemnisation est versée uniquement aux collectivités touchées comme une aide au maintien du patrimoine culturel physique pour des pratiques culturelles actuelles. Il ne devrait pas être accordée pour le retrait de matériel archéologique datant d'avant les collectivités actuelles touchées ou pour d'autres patrimoines culturels qui n'est pas dans la mémoire vivante de la communauté.

Patrimoine non reproductible

Le patrimoine culturel non reproductible est mieux protégé par la préservation sur place, car l'élimination du patrimoine culturel aura pour résultat des dommages irréparables ou la destruction de l'héritage. Voici des exemples de patrimoine non-reproductible : le patrimoine culturel d'une ville antique ou un temple, ou un site unique pour la période qu'il représente. En conséquence, les projets doivent être conçus de manière à éviter tout dommage au patrimoine culturel par le biais de relocalisation des activités liées aux projets, comme la construction. Lorsque l'évitement n'est pas faisable, aucune solution de rechange à l'élimination n'existe, et si les avantages tirés du projet l'emportent sur la perte du patrimoine culturel, l'emprunteur ou le client doit déposer et conserver le patrimoine culturel conformément à la meilleure technique disponible et prendre des dispositions pour qu'il soit logé dans l'emplacement approprié (p. ex., un musée). La meilleure technique disponible proposée par l'emprunteur ou le client ou son spécialiste compétent fera l'objet d'un examen par les pairs et par des experts externes internationaux afin de s'assurer qu'aucune, meilleure technique n'est disponibles. L'utilisation de la meilleure technique disponible est nécessaire parce que la suppression du patrimoine culturel signifiera effectivement sa destruction. Le patrimoine culturel doit être pleinement documenté *in situ*, avant de commencer son enlèvement ou sa destruction.

Les projets dans des zones légalement protégées (comme sites du patrimoine mondial et les zones protégées au niveau national) vont des projets de tourisme qui soutiennent les objectifs de protection du patrimoine culturel, aux projets miniers qui perturbent de grandes zones doivent être mise en œuvre avec une grande attention. Ces projets doivent fournir des garanties supplémentaires au-delà des lois nationales applicables. Tous les règlements et les plans applicables à la zone protégée devront être respectés lors la conception et l'exécution des projets.

LES PLANS D'ACTION POUR LA REINSTALLATION

Les exigences de la SO sur la réinstallation involontaire

La réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les personnes touchées par les projets ne sont pas en mesure de refuser les activités qui aboutissent à leur déplacement physique ou économique. Cela se produit dans les cas d'expropriations licites ou de restrictions temporaires ou permanentes sur l'utilisation des terres, et à des règlements négociés dans lesquels l'acheteur peut recourir à l'expropriation ou imposer des restrictions légales sur l'utilisation des terres si les négociations avec le vendeur venaient à échouer.

La politique de la Banque sur la réinstallation involontaire SO2 énonce les exigences de la Banque pour le déplacement involontaire et la réinstallation des personnes à la suite des projets financés par la Banque. La Banque exige que, lorsque des populations doivent être déplacées, ils soient traités de façon juste, équitable et d'une manière socialement et culturellement acceptable. Elle exige également qu'ils reçoivent une rémunération et une aide à la réinstallation afin que leur niveau de vie, leur capacité de gagner un revenu, les niveaux de production et l'ensemble de moyens d'existence soient améliorées, et qu'ils puissent partager les avantages du projet qui induit leur réinstallation.

Par-dessus tout, les emprunteurs ou les clients sont encouragés à éviter les activités de projet qui aboutissent à la réinstallation involontaire de personnes. Cela exige une analyse approfondie de toutes les solutions de rechange possibles par l'emprunteur ou le client; c'est-à-dire une évaluation des solutions de rechange qui comptabilisent les multiples coûts sociaux, économiques, physiques, environnementaux et culturels associés à la réinstallation involontaire, et que ces coûts soient intégrés dans la prise de décision sur le choix de l'emplacement du projet, de routage, de conception, etc. Dans le cas où la réinstallation involontaire et les impacts du projet sont être particulièrement graves, l'emprunteur ou le client doit sérieusement envisager une réduction des activités et / ou un remplacement du projet afin d'atténuer les effets.

Quand il s'avère impossible pour les projets d'éviter ou de réduire au minimum les impacts, les autres objectifs clés de SO2 sont comme suit :

- S'assurer que les personnes déplacées sont consultées de manière significative et tenir compte des possibilités de participer à la planification et à la mise en œuvre du programme de réinstallation involontaire.
- S'assurer que les personnes déplacées reçoivent une importante aide à la réinstallation dans le cadre du projet, de sorte que leur niveau de vie, la capacité de gagner un revenu convenable, les niveaux de production et l'ensemble de leurs moyens d'existence sont améliorés au-delà des niveaux antérieurs au-projet.
- Élaborer des mesures appropriées qui permettent d'atténuer les effets négatifs de la réinstallation involontaire, qui facilitent activement le développement social et l'établissement d'une économie et une société durables.
- Mettre en place un mécanisme de suivi de la performance des opérations de réinstallation involontaire et corriger les problèmes à mesure qu'ils surgissent, de manière à se prémunir contre une mauvaise préparation ou mise en œuvre des plans de réinsertion.

La politique réinstallation involontaire banque décrit, en détail, comment les projets financés par la Banque doivent planifier et mettre en œuvre les opérations de réinstallation involontaire. Les exigences spécifiques que les projets impliquant la réinstallation involontaire doivent respecter sont ensuite décrites plus en détail dans SO2. SO2 donne des conseils importants concernant chaque exigence qu'il décrit, et

devrait donc être consulté en même temps que ces orientations supplémentaires fournies dans cette note . Étant donné la nature globale de SO 2, le reste de cette note d'orientation se concentre principalement sur la façon d'élaborer un plan d'action de réinstallation (PAR), qui est se couvre de manière moins détaillée dans SO 2.

Préparation de plans d'action de réinstallation (PAR)

Le RAP est un document de planification globale qui spécifie les procédures qu'un processus de réinstallation involontaire doit suivre, et les actions qui doivent être prises pour indemniser les personnes et les collectivités touchées. La nécessité de développer un RAP doit être établie au cours du processus d'évaluation environnementale et sociale- spécifiquement à la phase de présélection des projets du cycle de projet au stade ou la stratégie à adopter et l'échéancier de la réinstallation involontaire doit être déterminé.

Afin de déterminer si oui ou non la réinstallation involontaire sera requise, les questions suivantes doivent être posées :

- Y a-t-il des personnes ou des communautés résidant dans la zone d'influence du projet?
- Y a-t-il des personnes ou des communautés à l'aide de la terre dans la zone d'influence du projet à des fins de culture?
- Y a-t-il des personnes ou des communautés qui utilisent la terre dans la zone d'influence du projet pour les affaires ou pour d'autres fins économiques?
- y'at-il des terrains privés ou d'actifs appartenant à des particuliers dans le cadre du projet de la zone d'influence?
- Y a-t-il des ressources naturelles à l'intérieur de la zone d'influence du projet qui sont utilisées par les personnes/collectivités - comme les forêts (pour les matériaux de construction et du bois de feu), terres pastorales (pour le pâturage du bétail), etc.?
- Y'a t-il des installations communales situées à l'intérieur de la zone d'influence du projet - comme les écoles, les hôpitaux etc.?
- Ya-t-il des sites de valeur culturelle située dans la zone d'influence du projet - comme les édifices religieux, les cimetières, lieux sacrés etc.?

Si la réponse est " oui " à une des questions ci-dessus, alors la réinstallation involontaire peut être nécessaire et un RAP doit être élaboré.

L'emprunteur ou le client est tenu de préparer un Plan d'action pour la réinstallation complet (RAP complet) pour tout projet impliquant un "nombre important" de personnes ou ayant des effets néfastes sur les groupes vulnérables, y compris les peuples autochtones. Un "nombre important" est défini comme étant 200 personnes ou plus qui subiront les effets de la réinstallation involontaire. En plus de cette indication numérique, les planificateurs de projet et la Banque détermine également "l'importance" d'un projet en évaluant la gravité des effets néfastes sur les groupes vulnérables, en particulier sur les femmes et les peuples autochtones. Tout projet qui a des effets négatifs sur les groupes vulnérables doit être considéré comme important, et doit donc exiger un RAP complet.

L'emprunteur ou le client est tenu de préparer une présentation abrégée du Plan d'action abrégé pour la réinstallation (RAP sommaire ou abrégé) pour tout projet pour lequel le nombre de personnes déplacées est "petit" (moins de 200 personnes), et l'acquisition des terres et des déplacements potentiels et les moyens de subsistance sont considérés comme des impacts dont les effets sont moins importants.

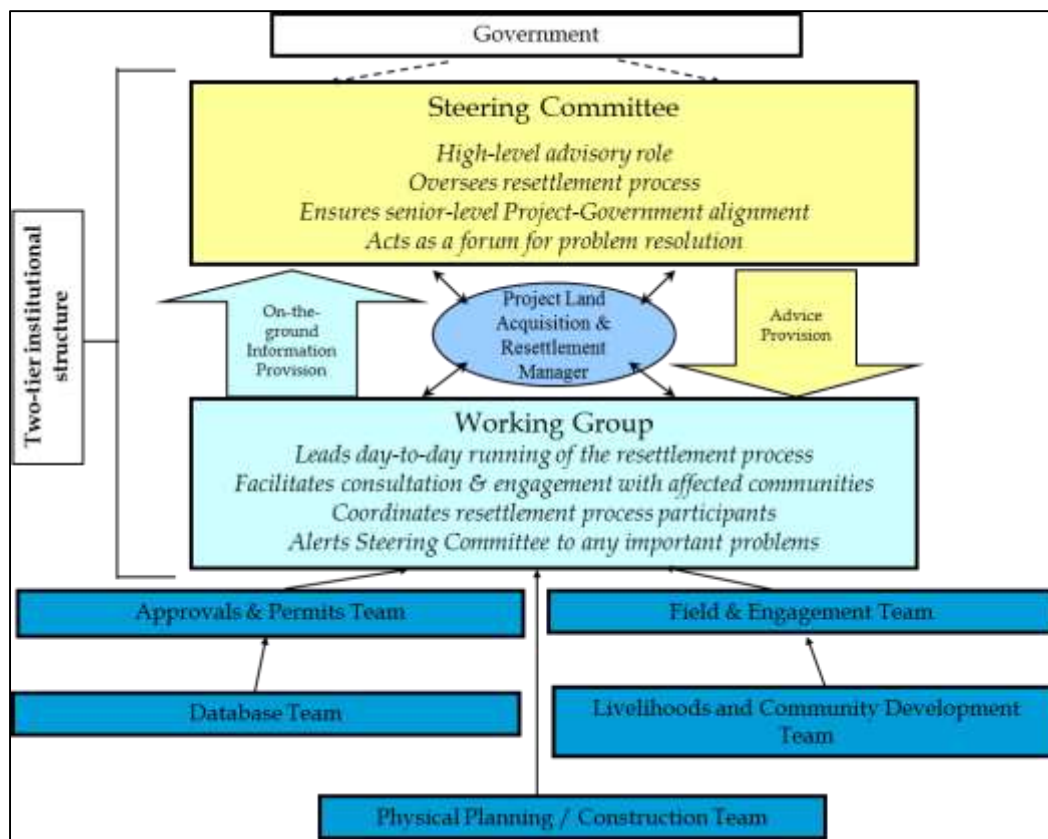
Dans la section suivante, les sections clés d'un PAR sont décrits, et les directives complémentaires fournies sont fournies sur la façon de développer chacune de ces sections. Il est important de noter que l'élaboration d'un PAR est un processus complexe et de longue haleine qui exige d'importants à dégager par l'emprunteur / ou le client.

Contenu d'un PAR

- **Description du projet, de la zone de projet et de la zone d'influence:**
 - La première section d'un PAR doit fournir une description générale du projet et de sa zone d'influence, et devraient inclure des cartes et figures appropriées pour la localisation de la zone du projet.
- **Impacts potentiels:**
 - La deuxième section du RAP doit décrire les composantes du projet ou des activités qui pourraient donner lieu à une réinstallation involontaire, la zone d'impact de ces activités et les solutions envisagées pour éviter ou minimiser la réinstallation involontaire.
 - La nécessité d'éviter ou de minimiser les impacts de la réinstallation involontaire par des modifications à la conception des projets nécessite beaucoup de temps de planification, des activités de recherche et de consultation et doit être exécutée à un stade précoce. Trop souvent, les décisions relatives à la conception du projet sont finalisées avant toute considération d'éventuels impacts sur la réinstallation involontaire. Cela tend à avoir de graves répercussions en aval, tant en termes de répercussions sociales, économiques, physiques, des impacts environnementaux et culturels sur les personnes touchées, mais aussi le risque d'augmenter de façon significative les risques financiers, et le risque de réputation pour le projet lui-même. Par conséquent, en cherchant à comprendre les impacts de réinstallation involontaire à un stade très précoce, et à travailler pour éviter ou minimiser ces autant que possible, est fondamental.
 - Le souci « d'éviter ou minimiser » devraient être clairement et intégralement démontré dans le document du RAP complet.
- **La responsabilité organisationnelle / Cadre institutionnel :**
 - Les arrangements institutionnels au sein du RAP complet pour l'agence d'exécution, et la mise à disposition de ressources adéquates à cette agence, devraient être examinées dès que possible, et ce cadre institutionnel, de concert avec tous les associés la coordination inter institutions, devraient être décrits dans le RAP complet.
 - La capacité de l'Agence d'exécution à mettre en œuvre le FRAP doit également être évaluée, et les mesures de renforcement des capacités (associés à un calendrier et à budget) qui seront prises pour renforcer cette agence d'exécution devraient être énoncées.
 - Quoiqu'un qu'un cadre institutionnel puisse prendre différentes formes, il existe certaines caractéristiques qui sont essentielles à son efficacité. Plus important encore, il est recommandé que deux niveaux de gestion soient établis. Ces niveaux de gestion sont souvent appelés :
 - **Le comité de pilotage:** organe stratégique de surveillance au niveau le plus élevé.
 - **Le Groupe de travail:** organe de mise en œuvre de niveau inférieur mais plus pratique.
 - Ce système de gestion à deux paliers est préférable pour des raisons de gouvernance. Les organes sont séparés l'un de l'autre, mais sont aussi interdépendantes. Cette forme de gouvernance est propice au contrôle réciproque, et en conséquence a tendance à entraîner une qualité de prestation plus élevée et plus attentive sur des questions et d'autres préoccupations, à mesure qu'elles surviennent.

La figure ci-dessous offre une représentation graphique des éléments fondamentaux d'un cadre institutionnel.

Figure 1 FRAP Cadre institutionnel



- Il est essentiel que tous les intervenants soient, à des degrés divers, intégrés dans le cadre institutionnel, y compris les personnes touchées, les communautés d'accueil, les représentants du gouvernement, les représentants du projet etc.
- Une ONG appropriée (avec une connaissance détaillée des collectivités touchées et avec la capacité de fournir un soutien à ces communautés devraient idéalement être membre du comité directeur et du Groupe de travail.
- Engagement d'une ONG pertinente dans le processus de réinstallation involontaire peut aider à faciliter la participation des communautés touchées, leur permettant d'exprimer leurs points de vue avec facilité et confiance.

La participation communautaire

- En matière de consultation, les SO 1 et 2 fournissent des informations détaillées des exigences pour, et les directives complémentaires relatives à la participation, la consultation et le large soutien communautaire (BCS) en particulier, des opérations de réinstallation involontaire, mais également dans le cadre des projets financés par la Banque plus généralement.
- La section du RAP complet sur la participation communautaire on doit décrire comment les exigences en matière de participation contenues dans la SO 2 ont été remplies, et, plus précisément, comment l'exigence pour le BCS a été satisfaite dans le contexte du projet.
- Une déclaration écrite explicite doit être fournie dans le cas du RAP complet qui consigne les accords conclus dans le cadre des négociations avec les personnes touchées, comme une garantie que des consultations ont été menées d'une manière significative et que le BCS a été obtenu pour la réinstallation involontaire .
- Le PAR doit démontrer que toutes les parties touchées, y compris les personnes déplacées, les communautés d'accueil, des représentants du gouvernement, des ONG et d'autres intervenants ont été consultés de manière régulière, et à des endroits appropriés dans le processus de réinstallation.
- Le PAR doit également élaborer l'approche spécifiques adoptée pour la consultation des groupes vulnérables, y compris les peuples autochtones et ceux qui sont touchés par le la vulnérabilité liée au genre.
- Afin de démontrer que la consultation a été adéquate en termes de participation des intervenants, de la régularité et de la portée de la discussion, les comptes rendus de réunion, groupes de discussion minutes d'entretien et les fiches de présence doivent être conservés et annexés au RAP. En outre, un résumé précisant les dates et les lieux où se sont déroulées les consultations doit être fourni, accompagné d'un résumé de ce qui a été discuté à chaque consultation, et la manière dont les résultats de ces consultations ont été intégrés au processus de planification de réinstallation.
- Le PAR doit démontrer que les choix des personnes déplacées ont été correctement pris en considération dans le processus de planification de la réinstallation; plus précisément leurs choix relatifs aux formes d'indemnisation, à l'amélioration des moyens de subsistance et l'aide à la réinstallation, à la relocalisation de familles individuelles ou dans le cadre de communautés hôtes préexistantes, aux options d'accès du site aux biens culturels (p. ex., lieux de culte, cimetières, etc.), et pour le calendrier de réinstallation proposé.
- Enfin, la section sur la participation communautaire du PAR doit démontrer que les exigences relatives aux recours en cas de grief ont été remplies, par la fourniture d'une description détaillée de la procédure de règlement des griefs et du mécanisme de recours qui a été élaboré et mis en œuvre, et comment se font le contrôle et l'amélioration.

Intégration avec les communautés d'accueil

- La connaissance de la manière dont les communautés déplacées peuvent être intégrées au sein des communautés hôtes est fondamentale pour l'efficacité de la planification de toute réinstallation. Les conflits entre les hôtes et les personnes déplacées peuvent se développer du fait croissant la demande croissante de d'accès à la terre, à l'eau, aux ressources forestières, aux services, etc., quand les personnes déplacées sont dotées de services et de conditions de logement meilleures à ceux des hôtes.
- Le PAR doit démontrer qu'une évaluation de la capacité de la communauté hôte a été faite, et que les impacts potentiellement négatifs sur les communautés hôtes et les questions connexes liées aux facteurs sociaux, économiques et culturels de l'intégration ont été abordées par le projet.
- Le PAR doit présenter les résultats des consultations avec les communautés d'accueil, à savoir comment les impacts négatifs sur les communautés d'accueil seront atténués et financés, et les mécanismes de résolution de conflit en place pour résoudre les problèmes d'intégration à mesure qu'ils surviennent.

Le PAR doit également fournir des renseignements sur les mesures prises pour renforcer les services publics (par exemple, éducation, eau, santé et production) dans les communautés d'accueil, afin de les rendre comparables aux services fournis à ceux fournis aux populations déplacées.

Les études socio-économiques

- Le projet doit réaliser une étude socio-économique détaillée afin de comprendre les conditions de base existantes avant la mise en œuvre de la procédure de réinstallation involontaire.
- L'enquête de base doit inclure un recensement de population qui couvre 100 % de ceux qui sont confrontés à des effets liés au déplacement (y compris les utilisateurs de la ressource saisonnière qui peuvent pas être présent dans la zone d'influence du projet pendant la période de l'enquête), et rassembler des informations sur :
 - Les infrastructures et services publics existants;
 - Les systèmes de production et fonciers (y compris la propriété foncière et la propriété commune non-titrée basée ou d'autres systèmes locaux d'attribution);
 - L'organisation des ménages,
 - Les moyens de subsistance (y compris les ressources naturelles sur lesquelles les personnes touchées peuvent dépendre comme faisant partie de leurs moyens de subsistance);
 - Le niveau de vie; et
 - Les informations désagrégées sur le genre et l'âge par rapport à la situation économique, sociale et culturelle de la population touchée.
- L'enquête de base doit également inclure un inventaire détaillé qui couvre la totalité des personnes qui subissent les effets du déplacement et doit également chercher à évaluer l'ampleur des pertes attendues, tant en termes de pertes totales et partielles pour les groupes ainsi que pour les individus actifs.
- Enfin, l'enquête de base devrait identifier et fournir des informations détaillées sur les couches les plus défavorisées que ce soit des individus ou des groupes vulnérables, pour lesquels des dispositions particulières sont nécessaires.
- Il est essentiel que le RAP complet présente à la fois les feuilles de collecte de données utilisées pour recueillir des données de recensement et d'inventaire des actifs, ainsi qu'une description des conditions de base agrégées dans la zone touchée, en utilisant des statistiques significatives et des informations qualitatives pour démontrer ces derniers. Cette section du PAR doit également s'appuyer sur une base de données détaillée qui enregistre, pour chaque personne déplacée / ou chaque ménage, les données recueillies au moyen du recensement et du processus d'inventaire des actifs. Cette base de données est essentielle pour la fixation de l'indemnisation, les dispositions pour l'amélioration des moyens d'existence, et pour le suivi et l'évaluation du processus de réinstallation.
- Enfin, cette section du PAR doit décrire en détail l'approche du projet par rapport à la date limite de prise en compte, comment les procédures du gouvernement hôte ont été respectées à cet égard, et comment l'information relative à la date limite a été documentée et diffusée dans toute la zone du projet avant de prendre toute action sur le défrichage de la terre ou de restreindre l'accès de la communauté locale à la terre. Les méthodes de diffusion de la date limite peuvent inclure des annonces dans les journaux locaux, des déclarations sur la radio locale et / ou plus la diffusion à l'aide de haut-parleurs, la distribution de dépliants, la convocation de réunions communautaires, etc.

Cadre juridique, y compris des mécanismes de résolution de conflits et d'appel

- Le RAP doit contenir une description détaillée des règles juridiques et des procédures administratives relatives à la réinstallation dans le contexte national, y compris une description des voies de recours ouvertes aux personnes déplacées dans le processus judiciaire, le temps normal pour de telles procédures et les mécanismes alternatifs de règlement des différends disponibles et qui peuvent être pertinentes pour le projet.
- Cette section du PAR doit aussi exposer toutes les mesures juridiques nécessaires pour assurer la mise en œuvre efficace des activités de réinstallation, y compris du processus de reconnaissance des revendications de droits légaux sur la terre - y compris les réclamations qui découlent de l'utilisation des lois coutumières et traditionnelles.
- En outre, cette section du RAP doit décrire en détail les normes internationales que l'opération de

réinstallation cherche à respecter, comment elles cadrent avec ou diffèrent des exigences législatives nationales, et la façon dont les lacunes entre les deux doivent être abordées dans le contexte du projet.

Eligibilité

- Cette section de la FRAP Doit fournir une description détaillée des critères d'éligibilité utilisés dans le contexte du projet; à savoir les critères d'éligibilité qui définissent toutes les personnes touchées et décrit leur d'éligibilité (ou leur absence) pour la compensation et d'autres aide à la réinstallation.
- Trois groupes de personnes déplacées ont droit à une compensation ou une aide à la réinstallation pour la perte de terres ou d'autres éléments d'actif confisqués au profit du projet :
 - Ceux qui ont certains droits formels à la terre ou d'autres actifs reconnus en vertu des lois du pays concerné.
 - Ceux qui n'ont peut-être pas certains droits formels à la terre ou d'autres actifs au moment du recensement / inventaire des actifs mais peuvent prouver qu'ils ont une demande qui peut être reconnue en vertu du droit coutumier du pays.
 - Ceux qui n'ont pas de droit reconnu ou juridique de réclamer les terres qu'ils occupent dans la zone d'influence du projet, et qui n'entrent dans aucune des catégories décrites ci-dessus, mais qui ont droit à une aide à la réinstallation au lieu d'une compensation pour les terres pour améliorer leur niveau de vie antérieur (l'indemnisation pour perte d'activités de subsistance, pour les ressources de propriété commune, pour l'amélioration de certaines structures et des cultures) (etc.), à condition qu'eux-mêmes ou les témoins peuvent démontrer qu'ils ont occupé la zone d'influence du projet pendant un temps raisonnable (au moins six mois) avant une date butoir établie par l'emprunteur ou le client et acceptable pour la Banque.
- Il est important de noter que ces trois critères d'éligibilité sont très larges et sont susceptibles d'être beaucoup plus inclusives que les critères d'éligibilité conçus dans la législation relative à l'acquisition de terres et la réinstallation. Par conséquent, il est important que l'emprunteur ou le client consulte et discute très tôt avec les autorités nationales sur cette question, pour préciser que pour l'indemnisation et la restauration des moyens de subsistance les dispositions fournies par le projet vont au-delà de celles requises dans la législation locale. Bien que les puissent souscrire à cela, il peut également y avoir de la résistance, à la lumière du "précédent" que cette approche peut créer dans le contexte local. Par conséquent, la façon de « compléter » les montants d'indemnisation qui vont au-delà des dispositions législatives intérieures doit être soigneusement examinée, et il faudra trouver une approche qui soit acceptable pour toutes les parties. Cette approche devrait être documentée dans le PAR, dans la section sur l'éligibilité.

Évaluation de l'indemnisation des pertes,

- Cette section du PAR devrait décrire en détail la méthodologie à utiliser dans l'évaluation des pertes pour déterminer leur coût de remplacement complet.
- Cette section du PAR doit également décrire les types d'indemnisation proposés et les niveaux d'indemnisation en vertu des lois locales et les mesures supplémentaires nécessaires pour atteindre le plein coût de remplacement pour les biens perdus.
- Il est essentiel qu'un évaluateur professionnel certifié soit employé pour déterminer la valeur des actifs perdus, le coût total de remplacement, et que de telles évaluations soient fondées sur une étude d'évaluation détaillée du marché local qui est menée et justifiée de manière appropriée dans le PAR.
- Cette section du PAR doit ensuite décrire plus en détail les paquets d'indemnisation et d'autres mesures de réinsertion qui seront fournies afin d'assurer que les conditions de vie, la capacité à assurer un revenu, les niveaux de production et dans l'ensemble les moyens d'existence pour toutes les catégories de groupe éligibles sont améliorées au-delà des niveaux antérieurs au- projet.
- Plus précisément, le PAR devraient démontrer et justifier de façon cohérente et détaillée la manière dont les principaux aspects de l'indemnisation et de réinstallation énoncées dans la SO2 sont traitées et satisfaites en termes de niveaux de compensation. Cette justification doit comporter les éléments

suivants :

- L'unité ayant droit à une indemnisation (p. ex. famille, ménage, et individuelle) et comment la décision a été faite.
- Les stratégies de réinstallation des terres et un accent sur les compensations en nature au lieu de la rémunération en espèces lorsque c'est possible.
- Les programmes d'amélioration des moyens de subsistance, et comment les pertes économiques sont gérées adressée à la fois à court terme et à long terme, et comment la réinstallation sera gérée comme une initiative de développement (y compris l'amélioration des moyens de subsistance basés sur des terres ou des ressources naturelles dans le cas de repeuplement rural, et l'amélioration des moyens de subsistance basés sur les salaires ou les entreprises dans le cas de la réinstallation urbaine).
- Comment la sécurité de l'occupation pour les personnes physiquement déplacées sera assurée.
- Comment la question des pertes de ressources de propriété commune et d'infrastructure publique et les pertes de service seront abordées, et l'importance des dispositions prises pour les contributions en nature les dispositions à cet égard.
- Les types de soutien provisoire qui sera fourni et une justification pour cette activité en termes de temps nécessaire pour rétablir les conditions de vie, la capacité de génération de revenus, les niveaux de production et dans l'ensemble des moyens de subsistance.
- Comment les pertes culturelles et les problèmes psychologiques seront abordés; plus précisément en termes de pertes de diversité culturelle, religieuse et les sites archéologiques et la destruction des structures sociales et des réseaux communautaires.
- Les options pour les paquets de réinstallation et comment les personnes déplacées ont eu l'occasion de se prononcer sur leurs préférences.
- Une attention et un soutien particuliers fournis aux groupes vulnérables, notamment les peuples autochtones et ceux qui sont touchés par les vulnérabilités relatives au genre.. À cet égard, et le cas échéant, un protocole spécifique doit être inséré dans le PAR spécifiant des garanties pour la qualité et la quantité des terres devant être attribuées aux femmes, en particulier aux veuves et divorcées, afin de leur assurer des moyens de génération de revenus et la sécurité alimentaire.
- La nécessité de fournir aux personnes déplacées des opportunités de tirer des avantages du développement du projet, y compris l'accès à l'électricité, les routes, les sources d'approvisionnement en eau à usage domestique ou d'irrigation, etc.
- Les procédures d'attribution de parcelles de terre à des personnes déplacées.
- Les horaires du programme d'indemnisation; plus précisément avant le déboisement de l'emprise ou à partir du début de la mise en œuvre du projet sur le terrain.
- Les procédures de paiement des indemnisations et comment elles seront documentées et suivies.
- Cette section du PAR devrait ensuite résumer les indemnisations développées, sous la forme d'une matrice qui identifie les droits, en l'occurrence :
 - Toutes les catégories de personnes touchées;
 - Tous les types de pertes associés à chaque catégorie; et
 - Toutes les options pour les types d'indemnisation et de réinstallation à laquelle chaque catégorie a droit.
- Avant de finaliser le PAR, les matrices des droits devraient être communiquées à la communauté affectée. Le cas échéant, des modifications devraient être apportées aux matrices des droits pour refléter les vues et les préoccupations de la communauté touchée, exprimées au cours du processus de consultation et de divulgation sur la matrice des droits.

Identification des sites alternatifs et la sélection, la préparation des sites de réinstallation Site(s), et la réinstallation

- Cette section du PAR devrait décrire en détail les arrangements institutionnels et techniques pour identifier et préparer les sites de réinstallation qui présentent une combinaison de potentiel productif, avantages géographiques, et d'autres facteurs qui sont au moins comparables à celles qui ont été

perdues.

- Cette section du PAR devraient également expliquer en détail les procédures de réinstallation physique, y compris des calendriers pour la préparation du site et le transfert, et les formes de soutien qui sera fourni par le projet pour faciliter le processus de réinstallation physique (p. ex. fourniture de camions, des boîtes pour l'emballage, etc.).
- Enfin, cette section devrait décrire en détail les mesures mises en œuvre pour empêcher l'afflux de personnes non éligibles dans les sites sélectionnés, ensemble avec les dispositions légales mises en place pour la régularisation de l'occupation et le transfert de titres pour les personnes déplacées.

Le logement, l'infrastructure, et les services sociaux

- Cette section devrait fournir les plans détaillés des offres ou de financement du logement, de l'infrastructure (routes, approvisionnement en eau, etc.) et des services sociaux (écoles, services de santé), les plans pour assurer des services comparables aux populations du pays hôte et des plans de site supplémentaires éventuellement nécessaires au développement.

Protection environnementale

- Cette section doit fournir une évaluation des incidences environnementales du projet de réinstallation et des mesures visant à atténuer et à gérer ces impacts.

Calendrier de mise en œuvre

- Cette section devrait fournir un calendrier de mise en œuvre couvrant toutes les activités de réinstallation, de la préparation à la mise en œuvre, y compris les dates limites pour la réalisation des avantages escomptés aux personnes déplacées et aux communautés d'accueil, et les dates cibles pour la mettre fin aux diverses formes d'assistance.
- Le calendrier de mise en œuvre doit être compatible avec le calendrier général du projet, et devrait prendre en compte les dates clés dans le calendrier local social, religieux, et économique, afin d'éviter les interruptions de l'année scolaire, les saisons de plantation ou de moisson, etc.

Coûts et budget

- Cette section doit fournir des tableaux détaillés indiquant la répartition des estimations de coûts pour toutes les activités de réinstallation, y compris les allocations pour l'inflation et à d'autres éventualités, un calendrier pour les dépenses, les sources des fonds, et les arrangements pour la circulation en temps voulu des fonds.
- Les coûts réels des opérations de réinstallation involontaire sont généralement sous-estimés, ce qui tend à conduire à des retards dans les calendriers de projet, à des omission de rubriques d'allocation de fonds aux personnes touchées en temps opportun et d'une gamme d'autres problèmes. En conséquence, les plans de budgétisation efficaces sont fondamentaux pour le succès de la planification et de la mise en œuvre du processus de réinstallation involontaire.

La surveillance et l'évaluation

- Cette dernière section du RAP inclue les mécanismes de surveillance des activités de réinstallation par l'organisme d'exécution, complétée par les moniteurs indépendants si nécessaire.
- Cette section doit aussi établir le calendrier des activités de surveillance (y compris les examens trimestriels, les examens approfondis des progrès à mi-parcours etc.) et devraient être conforme à la planification du projet.
- Cette section doit également décrire comment les informations détaillées seront obtenues pour la

surveillance, quels sont les indicateurs de performance du suivi, et comment les résultats de suivi seront consignés et documentés.

- En outre, cette section doit assurer qu'une évaluation ex-post indépendante - sous la forme d'un rapport d'achèvement ou de vérification de la mise en œuvre du PAR - seront effectués par l'emprunteur ou le client et la Banque.
- Enfin, cette section du PAR doit clairement indiquer qu'à l'achèvement du projet, l'emprunteur ou le client procèdera à une évaluation de la réussite du PAR, et inclura les renseignements pertinents dans le Rapport d'achèvement du projet (PCR). Il convient de préciser que ce PCR sera évalué par la banque elle-même, et que l'engagement de produire un PCR devrait être pris dans le RAP. Si l'une ou l'autre de ces évaluations révèle que les objectifs clés du PAR n'ont pas été atteints, des mesures de suivi doivent être élaborés pour remédier à la situation.

Contenu du PAR abrégé

Le PAR abrégé est essentiellement un document plus court et une version plus condensée d'un PAR, et par conséquent les directives fournies ci-dessus s'appliquent également à l'élaboration d'un PAR abrégé. Un Par abrégé doit inclure au minimum les éléments suivants :

- **Les études socio-économiques** : le résultat du recensement et l'inventaire des actifs, un aperçu de l'ampleur de l'opération de réinstallation, et une description de la situation socio-économique des personnes déplacées et leurs conditions de base.
- **La participation communautaire**: une description de la façon dont les personnes déplacées et les populations hôtes sont consultés et informé à propos des alternatives au projet acceptables, et sur les impacts potentiels du projet.
- **La valeur des pertes, et l'indemnisation** : une description des options offertes d'indemnisation et l'aide à la réinstallation devant être fournie aux personnes touchées.
- **La responsabilité organisationnelle / Cadre institutionnel** : une description des responsabilités institutionnelles pour la mise en œuvre du PAR abrégé.
- **Le calendrier de mise en œuvre, les coûts et le budget** : une description de l'échéancier du processus de mise en œuvre et les coûts associés et budget.

Divulgence des rapports PAR et PAR abrégé

Une fois que le PAR ou le PAR abrégé est finalisé, les planificateurs de projet doivent fonctionner de manière transparente afin de s'assurer que les personnes touchées donner leur accord vérifiable pour le document et que tout déplacement nécessaire est ainsi effectué dans le cadre de règlements négociés avec les populations concernées, plutôt que par l'utilisation de la force.

Le rapport doit être présenté en tant que document officiel aux autorités nationales, locales et/ou les organismes municipaux et à la Banque, et doit inclure un résumé précisant la taille des populations touchées, les mesures et activités de réinstallation proposées, le calendrier de mise en œuvre et les questions en suspens, ainsi que les ressources financières dédiées à la mise en œuvre des activités liées à la réinstallation.

Le PAR doit être finalisé comme un document complémentaire du rapport d'évaluation environnementale et sociale, tandis que le PAR abrégé doit être finalisé comme un document complémentaire au Plan de Gestion Environnementale et Sociale.

Les documents PAR et/ou Par abrégé doivent être affichés au niveau du centre d'information publique de la Banque et le site web de la Banque à des fins de consultation libre et de commentaires, conformément

aux procédures d'évaluation environnementale et sociale de la Banque. Le PAR doit être divulgué au moins 120 jours avant la date de présentation du projet au conseil d'administration. Le PAR abrégé est quant à lui diffusé au moins 30 jours avant la date de présentation du projet au conseil d'administration.

Evaluation de la biodiversité et des services écosystémiques

Sauvegarde Opérationnelle sur la biodiversité

La SO 1 stipule que dans le cadre de l'évaluation environnementale et sociale, l'emprunteur ou le client est responsable de l'évaluation des impacts potentiels du projet sur la biodiversité et les services écosystémiques, et de mettre en œuvre les mesures appropriées d'atténuation et les autres mesures de gestion. Les dispositions sont davantage précisées dans la SO 3 : Sauvegarde Opérationnelle sur la Biodiversité, les ressources renouvelables et des services écosystémiques SO3.

SO 3 reconnaît que la biodiversité de l'Afrique est extrêmement riche et variée, qu'elle est sous la menace d'une variété de facteurs de dégradation, notamment les changements climatiques, la désertification, et les pressions exercées par la croissance de la population humaine et l'accélération du développement économique et de l'exploitation des ressources naturelles. SO 3 reconnaît aussi que les moyens de subsistance basés sur la biodiversité, les ressources naturelles et les services d'écosystèmes soutiennent directement une grande partie de la population humaine de l'Afrique et son bien-être. SO 3 exige donc que les emprunteurs ou les clients identifient et mettent en œuvre des mesures de conservation et d'utilisation durable des habitats naturels et de leur biodiversité, et observent, mettent en œuvre et répondent aux exigences de la conservation et de la gestion durable des services écosystémiques prioritaires. Les services écosystémiques sont traités sous une rubrique distincte (voir " l'évaluation des services écosystémiques " ci-dessous) en reconnaissance du fait qu'ils sont définis comme les avantages que les populations, y compris les entreprises et les activités de développement plus généralement, tirent des écosystèmes. L'évaluation des services écosystémiques utilise une série d'étapes semblables mais distinctes de l'évaluation qui s'inspirent largement de la collecte de données et la consultation des collectivités potentiellement touchées. Les objectifs⁴ de la SO 3 sont les suivants :

- Conserver la diversité biologique et l'intégrité de l'écosystème écosystème en évitant ou, si ce n'est pas possible, en réduisant et en minimisant les incidences négatives possibles sur la biodiversité et les écosystèmes associés.
- S'efforcer de rétablir ou restaurer la biodiversité, y compris, le cas échéant, la mise en œuvre de compensation de la biodiversité pour atteindre l'objectif " aucune perte nette mais un gain net" de la biodiversité dans les cas où certains impacts sont inévitables.
- Protéger les éléments naturels, et les habitats essentiels de toute modification.
- Maintenir la disponibilité et la productivité des services écosystémiques prioritaires pour maintenir les avantages pour les communautés touchées et soutenir les objectifs de développement du projet et le rendement global.

SO 3 établit également des exigences relatives à la dissémination d'organismes génétiquement modifiés (OGM) dans l'environnement.

⁴ Les objectifs de la SO3 reflètent ceux de la Convention sur la diversité biologique à savoir conserver la diversité biologique et promouvoir la gestion et l'utilisation durables des ressources naturelles. La SO3s s'aligne également sur la Convention de Ramsar sur les zones humides, la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, la Convention sur le commerce international des espèces de la flore et des animaux sauvages, la Convention du patrimoine mondial, la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et l'évaluation des écosystèmes du millénaire.

Définitions de la biodiversité et des services écosystémiques

La biodiversité est définie comme " la variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, *entre autres*, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes".⁵⁶

Les services écosystémiques sont les avantages que les gens retirent des écosystèmes. Les services écosystémiques peuvent être organisés en quatre types:

- i) *Les Services d'approvisionnement*, qui sont les produits que les populations obtiennent des écosystèmes (nourriture, d'eau douce, de bois et de fibres, de combustible).
- ii) *Les services de régulation*, qui sont les avantages que les populations obtiennent de la régulation des processus écosystémiques (la régulation climatique, la régularisation des crues, le contrôle des maladies, la purification de l'eau).
- iii) *Les Services culturels*, qui sont les avantages immatériels que les populations obtiennent des écosystèmes (esthétique, spiritualité, éducation, loisirs).
- iv) *Les Services de soutien*, qui sont les processus naturels qui soutiennent d'autres services (le cycle des éléments nutritifs, la formation des sols, la production primaire).

OBJECTIF DE CETTE NOTE D'ORIENTATION

Cette Note définit les étapes dans une ESIA durant lesquelles des méthodes particulières sont nécessaires pour évaluer les impacts sur la biodiversité et les services écosystémiques, et pour déterminer les mesures d'atténuation ou d'autres mesures de gestion pour la conservation de la biodiversité. Elle discute des options pour effectuer une évaluation, et met en évidence les domaines où pour la Banque et ses emprunteurs et les clients rencontrent des difficultés dans la recherche des voies et moyens d'éviter les impacts sur la biodiversité et de mettre en œuvre des mesures de protection et d'atténuation efficaces. La Banque exige que l'emprunteur ou le client consulte les institutions spécialisées et les experts reconnus lorsque cela est nécessaire pour déterminer les impacts d'un projet de biodiversité. Au-delà de l'expertise biologique couvrant divers aspects de la diversité biologique, d'autres spécialistes des disciplines telles que le patrimoine culturel, la socioéconomie, l'aménagement du paysage, ou l'hydrologie, peuvent être nécessaires pour assurer un examen approprié des impacts sur la biodiversité et des services écosystémiques.

L'évaluation des impacts négatifs sur la diversité biologique être faite en se référant à la hiérarchie d'atténuation (voir la Note d'orientation sur l'EES) afin de s'assurer que l'évitement, la réduction à la source et des mesures de restauration sont été appliquées de façon séquentielle afin de protéger la biodiversité et atteindre "situation de gain net et non pas de perte", avant que les options pour concevoir et mettre en œuvre les compensations de la biodiversité ne soient considérées.

L'information présentée dans la Note d'orientation est organisée sous les rubriques suivantes : (i) les habitats; (ii) l'évaluation de la biodiversité; (iii) les opérations de compensation; (iv) l'évaluation des services des écosystèmes; et (v) les dispositions sur les OGM.

Les habitats

⁵ Dans cette Note, Le terme " espèce " est utilisé comme un raccourci pour les espèces, sous-espèces, variétés et espèces potentielles qui sont nouvelles pour la science, mais doivent encore être décrites formellement.

⁶ Source : La Convention sur la diversité biologique

La SO 3 définit les types suivants d'habitat : *naturels*, *modifié* et *critique*, où les habitats essentiels peuvent être soit des habitats modifiés ou des habitats naturels qui ont été déterminés comme ayant une grande valeur en termes de diversité biologique. Par conséquent, la détermination d'un habitat essentiel n'est pas basée sur l'ampleur de l'intervention humaine dans l'habitat. Plutôt, il est déterminé par référence à des critères tels que si l'habitat abrite des espèces qui ont été définies comme ayant une valeur élevée (p. ex. En voie de disparition ou menacées d'extinction, endémiques ou d'espèces dont le nombre est limité), et/ou si l'habitat est un exemple d'un groupe d'importance mondiale, nationale ou régionale et très menacé ou un écosystème unique, ou l'habitat est important pour les espèces migratrices ou grégaires. En outre, l'emprunteur ou le client doit déterminer les valeurs éléments de la biodiversité dans tous les types habitat, indépendamment de l'état récent ou de la probabilité future de conversion ou la dégradation. Cette information devrait servir à éclairer l'élaboration de mesures d'atténuation en fonction de la hiérarchie des mesures d'atténuation, avec l'objectif d'atteindre "une situation sans perte nette, mais de gain net". L'importance d'un habitat par rapport aux services écosystémiques doit également être considérée (voir " L'évaluation des services écosystémiques⁷ " ci-dessous). Ces définitions générales des habitats comme unités géographiques (qui peut être terrestres, aquatiques ou marines, et peuvent également inclure des corridors migratoires) sont différentes des définitions écologiques actuelles, et sont extrêmement importantes pour déterminer la nature et l'étendue des mesures d'atténuation qui seront mises en œuvre par l'emprunteur ou le client dans le cadre du projet.

Les habitats dans la zone d'influence du projet (voir " *Études de référence de la Biodiversité* " ci-dessous et la Note d'orientation sur l'EES) doivent être décrits dans la section sur les conditions de base de la biodiversité dans l'EES, et chacun de ses habitats doit être identifié comme naturel ou modifié. Il n'y a pas de méthode claire et définitive pour établir si un habitat est naturel ou modifié : la définition doit être fondée sur une solide analyse à l'aide de la meilleure information disponible, selon une description des méthodes et un ensemble de critères clairs. Tout en gardant à l'esprit que le contexte écologique de chaque projet est différent, les résultats de l'analyse devront faire la distinction entre :

- *Les habitats naturels*, à savoir les zones composées d'assemblages viables de plantes et / ou des animaux qui sont principalement d'origine naturelle; l'activité humaine peut avoir été, ou qui se passe, ou qui aura lieu, mais seulement à un degré tel que les fonctions écologiques fondamentales de l'habitat n'ont pas été modifiées.
- *Les habitats modifiés*, sont des zones qui peuvent contenir une grande proportion d'espèces végétales ou animales non indigènes (comme les terres agricoles, ou une plantation d'espèces d'arbres exotiques); aussi les zones où les fonctions écologiques ont été considérablement modifiées, parfois en conjonction avec des changements dans la composition des espèces, par exemple les zones humides récupérées et les zones côtières, les cours d'eau artificiels.

Les habitats essentiels sont définis comme des zones de grande valeur en termes de diversité biologique, selon une série de critères qui sont examinés ci-dessous. D'autres éléments de biodiversité de haute valeur peuvent également être importants pour déterminer si une désignation comme habitat essentiel est approprié, y compris entre autres: l'habitat qui abrite des espèces en voie de disparition et les espèces menacées; les concentrations d'espèces vulnérables où il existe une possibilité que la désignation soit changée en espèces menacées d'extinction ou gravement menacées d'extinction; les zones non perturbées (tel que la forêt primaire) qui soutiennent des niveaux élevés de diversité spécifique; les paysages et les processus écologiques nécessaires pour préserver l'intégrité de l'habitat essentiel; et les zones contenant des concentrations d'espèces nouvellement découvertes ou peu connues qui ont donc une certaine valeur scientifique. Un de ces types de domaines qui sont intrinsèquement susceptibles de se qualifier comme habitats essentiels sont ceux qui ont été reconnus sur le plan national ou international pour leur haute valeur en termes de diversité biologique, y compris les zones protégées et autres zones reconnues par les organismes internationaux et ONG internationalement reconnues. Les paysages à grande échelle ou les paysages marins peuvent se qualifier comme l'habitat essentiel, et donc l'emprunteur ou le client ne doit pas se concentrer strictement sur le site du projet ou à une interprétation trop étroite de la zone

⁷ Ces désignations d'espèces sont définies selon la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées <http://www.iucnredlist.org/>

d'influence du projet.⁸

Selon le type de projet et son emplacement et la zone d'influence, une variété de méthodes détaillées peut être utilisée pour entreprendre une évaluation de l'habitat critique. Ces méthodes doivent être définies et élaborées avec l'assistance de spécialistes qualifiés de la biodiversité. Dans l'ensemble, l'évaluation de l'habitat essentiel sera réalisée en trois étapes :

- *Consultation des intervenants /analyse documentaire initiale* : Cet exercice nécessite de comprendre l'étendue et la nature de la biodiversité dans le paysage, en tenant compte des points de vue exprimés par les intervenants et l'utilisation de sources d'informations disponibles via des consultations et la littérature basée sur une revue documentaire. Cette revue est plus utile si elle est entreprise dans le cadre des activités de cadrage de l'évaluation environnementale et sociale.
- *Collecte de données sur le terrain et la vérification de l'information* : Dans cette étape les données de terrain seront recueillies et les données obtenues de toutes les sources (y compris la consultation des parties prenantes / analyse documentaire initiale) seront validées et intégrées, avec les contributions des spécialistes couvrant les données pertinentes les domaines thématiques pour la diversité biologique. Si possible, elle devrait être effectuée dans le cadre plus large de la collecte des données de base et des études d'évaluation environnementale et sociale, et peut avoir besoin d'une période prolongée afin de recueillir des données de toutes les saisons, ou de capturer ou périodique les événements peu fréquents (p. ex. les migrations).
- *Analyse de l'habitat critique* : Elle utilisera l'information générée dans les phases précédentes pour déterminer si le projet se situe dans un habitat critique , ou si elle peut affecter les habitats critiques qui ne sont pas à proximité de l'emplacement du projet et de sa zone d'influence, y compris les projets connexes (p. ex. si l'effet sur l'habitat essentiel est par le biais d'impacts découlant des installations connexes, ou des activités associées à la construction du projet comme source d'approvisionnement de matières premières). L'évaluation utilisera l'information recueillie sur l'habitat critique et appliquer des critères ou des seuils (voir ci-dessous) pour déterminer si le projet risque d'avoir un impact sur les habitats critiques, en se basant sur des valeurs de biodiversité élevées identifiées. Lorsque, pour des raisons justifiées, il y a toujours un manque de données (ou des données de qualité suffisante) pour donner l'assurance d'une solide évaluation de l'habitat critique, l'emprunteur ou le client doit faire appel aux opinions des experts et de leur jugement professionnel pour déterminer l'état d'un habitat en ce qui a trait aux critères et aux seuils (particulièrement important dans les cas où ces derniers sont plus qualitatifs, comme décrit ci-dessous).

Les critères et les seuils que l'emprunteur ou le client devrait envisager dans l'évaluation de l'habitat essentiel comprennent :

- Critères quantitatifs, tels que :
 - L'habitat requis pour maintenir au moins 10 % de la population globale d'une espèce gravement menacée ou en voie de disparition, et où que cette espèce soit connue pour se produire sur une base cyclique/régulière.
 - Habitat connu pour soutenir plus de 95 pour cent de la population globale d'une espèce migratrice ou grégaire, sur une base régulière/cyclique.
 - Aire de répartition restreinte, par exemple définie pour un vertébré terrestre en tant qu'espèce survenant dans un intervalle de moins de 50,000 km², et pour des espèces marines une superficie de moins de 100,000 km².
- Les critères qualitatifs, qui dans le cas d'écosystèmes uniques et/ou fortement menacés exigeraient qu'un habitat soit déterminée sur la base des considérations suivantes :
 - risque de diminuer en superficie ou en qualité.

⁸ Y compris l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) Catégories de gestion des aires protégées de Ia, Ib, II (et potentiellement Catégories III-VI, selon la biodiversité présente); des sites du patrimoine mondial naturel de l'UNESCO ; la plupart des principaux la biodiversité Domaines KBAs) qui comprend (entre autres sites Ramsar, des zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO), régions importantes pour les plantes (OPI) et Alliance for Zero Extinction sites (sites AZE); et les zones définies comme étant de haute priorité et d'importance de la biodiversité ou d'être irremplaçable des études de planification de conservation systématiques suivantes acheter des institutions nationales ou internationales et/ou d'autres organismes qualifiés et adéquat, comme les ONG reconnues à l'échelle internationale.

- Avoir une superficie relativement petite.
- Contenant des assemblages d'espèces uniques, y compris les assemblages ou les concentrations des espèces qui se produisent dans des conditions écologiques spatialement, temporellement ou qualitativement) limitées.

Évaluation des impacts sur la biodiversité

Études de base de la biodiversité

Une évaluation précise et robuste des impacts d'un projet sur la biodiversité, et l'élaboration de mesures d'atténuation, nécessiteront des renseignements précis et de données. L'emprunteur ou le client doit synthétiser les connaissances disponibles sur la biodiversité dans la zone d'influence du projet, et éventuellement une zone plus large. Comme décrit ci-dessus pour l'évaluation de l'habitat critique, la collecte de l'information sur la biodiversité pour informer l'EES⁹ doit commencer au cours de la phase de dépistage de l'EES, en recueillant les points de vue des intervenants pertinents et à l'aide de sources d'informations disponibles via des consultations et la littérature basée sur des recherches documentaires. L'emprunteur ou le client devrait collaborer avec des spécialistes nationaux et locaux (et, le cas échéant internationaux) de la diversité biologique à synthétiser les connaissances disponibles de la zone d'étude de la biodiversité qui a été identifiée. Cela aidera à définir la portée de l'évaluation de la diversité biologique et d'identifier les impacts potentiellement importants (voir " Portée des impacts sur la biodiversité" ci-dessous), et d'identifier les lacunes dans les connaissances qui nécessiteront une collecte de données de base grâce à des relevés sur le terrain. Une coordination étroite avec d'autres disciplines techniques impliquées dans l'EES sera nécessaire, le choix dépendant du type et de la portée du projet et le contexte de la biodiversité : p. ex. socio-économistes sont impliqués dans tous les cas : l'hydrologie et la limnologie pour l'énergie hydroélectrique, l'eau et les autres projets de mise en valeur des ressources de l'air; qualité de l'air, pour les projets dans lesquels des effluents /émissions importantes sont prévues.

Le temps et les ressources investis dans la conception du cadre de référence de la biodiversité et des études de base permettra d'assurer une utilisation efficace des ressources et d'autres efforts tels que la conduite d'études axées sur les caractéristiques écologiques les plus pertinents et les impacts potentiels, et permettra aussi d'éviter d'amasser de l'information très peu pertinente pour la préparation d'une bonne évaluation de la biodiversité. Les méthodes d'enquête de terrain sont élaborées avec la contribution d'experts en biodiversité, avec les méthodes envisagées, y compris *entre autres*:

- L'observation directe .
- Le recensement.
- L'identification des traces, des nids, des excréments, des vocalisations et d'autres signes.
- La pêche au filet et d'autres formes de piégeage.
- Pièges photographiques.
- La consultation avec les collectivités, surtout celles fortement dépendance de la biodiversité pour leurs moyens de subsistance ou les services d'écosystème qu'ils utilisent, afin de s'assurer que l'importance accordée à la biodiversité et aux services écosystémiques par les collectivités soit pleinement reconnue dans les évaluations de la biodiversité et les services écosystémiques, et soit également utilisée par d'autres spécialistes (p. ex., pour évaluer les incidences sur les moyens de subsistance).

Les relevés sur le terrain doivent inclure des méthodes pour recueillir de l'information sur des sujets spécifiques importants pour l'EES, par exemple, les espèces exotiques envahissantes et des habitats ou des espèces que la consultation a identifié comme étant potentiellement d'importantes sources de services écosystémiques pour les collectivités.

⁹ La zone d'étude de la biodiversité peut s'étendre au-delà de la zone d'influence du projet. La zone d'étude peut inclure des sites qui servent de commandes ou de références pour les impacts des projets de surveillance, de sites d'enquête afin de déterminer si la distribution d'une espèce de grande valeur qui peuvent être affectés négativement par le projet dans la zone d'influence, ou de sites au-delà de la zone d'influence qui fournissent un contexte régional plus large sur la répartition de l'habitat et l'État.

L'identification précoce des impacts importants sur la diversité biologique, et des informations sur son type, l'ampleur et la distribution, fournira également une contribution opportune à la sélection du site et la conception préliminaire le projet de l'emprunteur ou du client, facilitant ainsi les intrants sur la biodiversité et les services écosystémiques dans l'analyse complète des alternatives dans l'EES, et de toute période subséquente d'itérations de conception.

L'évaluation de la biodiversité

Il est très important pour l'évaluation de la diversité biologique d'attribuer des valeurs aux éléments de la biodiversité (y compris les éléments de l'écosystème), à la fois pour informer une rigoureuse analyse des impacts mais aussi pour veiller à ce que les efforts d'atténuation se concentrent principalement sur les éléments dont l'importance est plus grande, avec une justification appropriée pour les espèces emblématiques ou les espèces «clés» à travers laquelle les impacts moindres sur les espèces de faible valeur seront également atténués. Les habitats et espèces devraient être affectés aux catégories de 'grande valeur' sur la base de la vulnérabilité et du caractère irremplaçable (voir ci-dessous). Dans beaucoup des domaines d'activités de la Banque la faible qualité des données qui sont disponibles, même lorsqu'elles sont complétées par des informations recueillies par l'emprunteur ou le client pour informer l'EES¹⁰, ne facilite pas une évaluation systématique. Dans de tels cas, l'interprétation à l'aide d'hypothèses clairement définies peut s'avérer nécessaire, comme décrit ci-dessous.

Pour les habitats, dans les situations où il n'y a aucune évaluation systématique des habitats menacés au niveau mondial ou national (le cas actuellement dans de nombreuses régions de l'Afrique), évaluation des valeurs de l'habitat doit être fondée sur la consultation d'experts et sur l'interprétation de la littérature scientifique. L'évaluation doit tenir compte du caractère irremplaçable (mesurée par la surface totale couverte par un type particulier de la végétation à l'échelle mondiale) et vulnérabilité (mesurée *entre autres* par la proportion de la distribution totale d'un type d'habitat qui est situées à l'intérieur des aires protégées). Dans les cas où l'information disponible est insuffisante pour appliquer le critère de vulnérabilité pour une ou plusieurs communautés de végétation, une évaluation provisoire de la valeur de conservation devrait être faite pour chaque type d'habitat, et les principes de la vulnérabilité et du caractère irremplaçable, avec une justification donnée dans chaque cas en ayant recours au jugement d'experts. En relation avec les pratiques standards d'EES, une catégorie "négligeables" doit également être incluse pour classer les habitats avec peu ou pas de valeur de conservation (p. ex. les zones bâties).

Encadré 1 Exemple de catégories de valeur pour l'habitat

Négligeables : les habitats non reconnus d'importance à l'échelle mondiale, régionale ou nationale protégée ou répertoriées. Les habitats qui ont une valeur négligeable pour la biodiversité.

Faible : les habitats non importants à l'échelle mondiale, régionale ou nationale qui ne sont pas protégée ou répertoriées. Les habitats qui sont très répandue et commune à l'échelle régionale ou des habitats généralement modifiés ou dégradées par les activités anthropiques ou des terres à faible importance de conservation dans l'opinion d'experts.

Moyen : les habitats rares, petits ou localement dispersés; les habitats qui incluent les espèces rares à l'échelle nationale; les habitats des espèces qui ont des adaptations spécifiques pour ce type d'habitat; les habitats avec une biodiversité riche et importante. Ils incluent les habitats zone de valeur basse utilisés par les espèces de valeur moyenne comme aires de reproduction ou d'alimentation importantes (ou les voies de migration).

Haut : habitats qui soutiennent un ensemble d'espèces importantes ou uniques; habitats déjà menacés dans la région; habitats de protée globale limitée. Egalement les habitats utilisés par les espèces de grande valeur en tant que zones de reproduction ou d'alimentation importantes (ou les voies de migration).

Les espèces végétales et animales doivent être évaluées en termes de vulnérabilité (p. ex. niveau de risque d'extinction) et en raison de leur caractère irremplaçable (p. ex. si l'espèce a une aire de répartition

¹⁰ Autres mesures d'atténuation spécifiques peuvent également être nécessaires pour traiter des impacts spécifiques sur les espèces de valeur inférieure.

restreinte). L'évaluation du risque d'extinction devrait être fondée sur la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées, l'opinion d'expert sur le niveau de danger dans la région et, si elle existe, toute classification officielle du statut de la biodiversité à l'échelle nationale ou régionale, et si elle a une aire de répartition restreinte les catégories de valeur peuvent être définies comme indiqué dans l'Encadré 2.

Encadré 2 Exemple de catégorie de valeur pour les espèces

Négligeables : Aucune valeur spécifique ou importance attachée à l'espèce

Faible : les espèces non protégées, répertoriées comme répandues ou abondantes et ne répondent pas aux critères de valeur élevée ou moyenne.

Moyen : espèce inscrite sur la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées comme vulnérable (VU), quasi menacé (NT), ou Données Insuffisantes (DI) (UICN 2011). Ne répondant pas aux critères d'espèces de valeur grande.

Haut : espèces inscrites sur la Liste rouge de l'UICN des espèces menacées comme en situation critique en danger d'extinction (CR) ou espèces en voie de disparition (FR) (UICN 2011), espèce ayant une aire de répartition restreinte en particulier (c'est-à-dire les plantes endémiques à un site ou avéré globalement à moins de 10 sites, faune terrestre ayant une aire de répartition (ou aire de reproduction mondiale pour les espèces d'oiseaux) de moins de 50 000 km², la faune marine ayant une aire de distribution de moins de 100 000 km²

L'évaluation des attributs de la biodiversité devrait être effectuée dans le cadre des études de base, analyses et des rapports, et la valeur de chaque type d'habitat et espèces (espèces élevées et moyennes généralement, plutôt que d'une liste exhaustive) fidèlement rapportée (avec sa logique) dans la description des conditions de base contenue dans l'EES.

La détermination de l'importance des impacts sur la biodiversité

Le tableau 1 résume chacun des principaux types d'effets directs et indirects sur la biodiversité susceptible de se produire dans tous les domaines d'activité de la Banque. Les effets additionnels (ou effets synergétiques) découlant de l'impact de plusieurs impacts individuels devraient également être pris en considération, de même que les effets cumulatifs découlant d'autres projets s'ils sont apparents à ce stade.

Cette liste ne devrait pas être considérée comme étant une liste exhaustive, mais comme une base sur laquelle les impacts sur la biodiversité devraient être nécessairement évalués dans tous les cas de figure. L'emprunteur ou le client doit identifier les impacts qui pourraient se produire à la suite de l'implantation, la construction, l'exploitation et, en fin de compte, de la désaffectation du projet, en consultation avec des spécialistes de la diversité biologique et d'autres experts en tant que de besoin et en tenant compte également des points de vue des collectivités autochtones. Pour tous les types d'impacts qui ne sont pas considérés comme pertinents pour le projet, une justification claire devrait être donnée. L'importance des autres impacts qui sont pertinents doit alors être évaluée, suivant la logique décrite dans la section "Détermination de l'importance des impacts sur la biodiversité" ci-dessous.

Détermination de l'importance des impacts sur la biodiversité

En utilisant le cadre méthodologique pour la détermination de l'importance décrit dans le document "Note d'orientation sur l'EES", La matrice d'importance doit être élaborée pour les habitats et les espèces, en utilisant des critères appropriés pour la valeur (voir les encadrés 1 et 2 ci-dessus) et l'ampleur. L'évaluation de l'importance des impacts doit ensuite être réalisée grâce à la prise en considération de la valeur assignée et l'ampleur prédit de chaque type d'impact direct et indirect (p. ex., ceux qui sont énumérés dans le tableau 1), pour chaque habitat pour lequel ils sont pertinents (voir l'Encadré 3 Critères d'importance)

Encadré 3 Exemple de critères pour l'ampleur des impacts sur les habitats

Impact négligeable : Est dans la plage normale de variation.

Petit : affecte une petite superficie de l'habitat, mais sans la perte de viabilité / fonction de l'habitat.

Moyen : affecte une proportion suffisante de l'habitat de sorte que la viabilité / fonction de la partie de l'habitat ou la totalité de l'habitat est réduite, mais ne menacent pas la viabilité à long terme de l'habitat ou des espèces qui en dépendent.

Grand : affecte l'ensemble de l'habitat ou une proportion importante de l'habitat, où la viabilité / fonction de la totalité de l'habitat est réduite et la viabilité à long terme de l'habitat et les espèces qui en dépendent sont menacées.

Pour les espèces, une approche plus ciblée est nécessaire dans de nombreux cas, par l'évaluation de groupes taxonomiques plus élevés (p. ex., mammifères, oiseaux), avec le cas échéant les espèces les plus menacées et/ou les plus importantes espèces évaluées individuellement (p. ex. espèces emblématiques telles que l'éléphant, le lion et le chimpanzé pourraient relever de cette catégorie "important"). Des exemples de critères pour les ordres de grandeur sont fournis dans l'encadré 4.

Tableau 1 Principaux types de direct Et Répercussions indirectes Sur la Biodiversité

DIRECT	Impact	Caractéristiques
	La perte directe d'habitat.	La perte directe d'habitat par suite de dégradation de végétation, du sol ou du substrat, le nettoyage pour la construction et l'exploitation, et l'habitat perdu pour des raisons telles que l'inondation d'un projet de ressources en eau. Inclut la mortalité directe d'animaux lors d'événements tels que le déminage des terres, l'inondation, ou les foyers d'incendie.
	Les impacts hydrologiques.	Réduction ou changement de débit dans les rivières et les cours d'eau menant à des changements dans l'écologie d'eau douce et le potentiel de déclin des populations de l'espèce poussant sur les habitats d'eau douce. Réduction ou perte de saison sèche des sources potable pour les espèces terrestres. Une augmentation potentielle de la charge de sédiments et d'autres polluants affectant les espèces sensibles et les habitats d'eau douce. L'érosion et le dépôt de sédiments, l'altération et la dégradation des habitats d'eau douce résultant en baisse potentielle des espèces aquatiques associées à ces habitats (par exemple, la dégradation des frayères).
	Impact des polluants atmosphériques et la poussière.	Les polluants de l'air et la poussière causant des problèmes respiratoires pour une gamme de taxons et résultant en une mortalité ou une viabilité réduite et de la fécondité si la pollution de l'air et la poussière sont élevées. La pollution de l'air à des niveaux élevés réduit potentiellement la respiration et la photosynthèse chez les plantes. La poussière causant l'étouffement de plantes à des niveaux élevés, la prévention de la photosynthèse et la réduction de la croissance. Les habitats vulnérables touchés par l'acidification due à des niveaux élevés de pollution de l'air sont absorbés dans l'environnement local.
	Bruit, vibration, émission de lumière et d'autres perturbations humaines.	Le bruit et les vibrations affectant les espèces animales qui peuvent éviter les endroits bruyants (plusieurs espèces animales sont connues pour être affectées par le bruit). La lumière artificielle allumée provoque des changements en matière de reproduction et le comportement migratoire des espèces animales pendant la saison de reproduction (amphibiens sont connus pour être touchés par ce). Certaines espèces, en particulier les gros mammifères et certains oiseaux, peuvent être directement perturbées par la présence humaine. La présence du personnel de projet ou des véhicules conduit les grands mammifères et oiseaux à éviter les zones avec des gens ou de bruit ou de lumières excessifs, etc., réduisant ainsi la qualité et l'étendue de l'habitat disponible pour eux.
	Les taux de mortalité et de blessures lors de collisions et le piégeage dans les machines.	Taux de mortalité ou de blessure élevée pour la faune des interactions avec la construction ou l'exploitation des véhicules et du matériel.
	Impact	Caractéristiques
	La fragmentation de l'habitat et les effets de bordure.	Les composantes de projet, notamment les routes et autres infrastructures linéaires, provoquent la fragmentation de l'habitat. Des effets de bordure de : (1) Modifications apportées aux paramètres de l'environnement abiotique, y compris une augmentation de la variabilité de la température, une intensité lumineuse accrue, l'augmentation de vent et d'humidité réduit la teneur en humidité du sol; (2) les effets sur les communautés forestières spécialisées pour le milieu humide, l'intérieur sombre d'une forêt (il peut y avoir des hausses dans les taux de mortalité des arbres et des dommages); et (3) des changements dans les processus écologiques y compris l'augmentation de la fréquence ou l'intensité des incendies dus à l'accumulation des matières mortes (notamment la litière de feuilles) et l'augmentation des températures et de l'aridité. En outre, l'évolution de l'environnement peut également faciliter l'établissement de plantes envahissantes. L'effet de barrière potentielle de routes et autres infrastructures : limitation de la gamme des espèces qui sont incapables de traverser la barrière ou ayant des difficultés à franchir l'obstacle. Les effets génétiques délétères potentiels résultant de l'augmentation de l'isolement. Une augmentation des effets stochastiques sur la réduction des populations ou de la connectivité et de l'efficacité de l'habitat.
	Induit et de migration d'accès.	L'accès accru des humains à des domaines auparavant soumis à moins de perturbation (voire aucune) entraînera la perte d'habitat résultant de la conversion des zones naturelles en terres cultivées et autres conséquences y compris la dégradation et la fragmentation des habitats, l'augmentation de l'érosion, et la sédimentation et de la pollution de l'eau. L'accès facilitera également la chasse de viande de brousse commerciale dans des zones peu perturbées, réduisant les zones disponibles pour la collecte et la chasse de subsistance traditionnelle. L'établissement du personnel du projet et des familles migrantes, des demandeurs d'emploi et des prestataires de services augmente la pression sur les ressources énergétiques locales (c'est-à-dire le bois ou le charbon) et les aliments (p. ex. la viande de brousse) pour la consommation directe ou à la
	INDIRECT	

		commercialisation. L'offre monétaire accrue des salaires du personnel, et aussi les pressions résultant de l'émigration, causent l'inflation locale et contribue à accroître la commercialisation des ressources locales.
	La chasse, la viande de brousse et le commerce des espèces sauvages.	L'amélioration de l'accès à des zones auparavant isolées permettant la chasse commerciale de viande de brousse sur une plus grande échelle. Plus d'argent en circulation dans l'économie locale et régionale, et potentiellement un meilleur accès aux marchés, la stimulation de la demande et l'augmentation de la pression sur les espèces de la faune chassées pour leur viande, causant un déclin de la population de ces espèces. En outre, redirection du commerce de viande de brousse à partir de marchés locaux pour le plus lucratif marché régional/national et le potentiel de développement du commerce à l'échelle nationale et internationale des animaux vivants et des pièces provenant des espèces sauvages.
	Les espèces envahissantes et les agents pathogènes.	L'introduction d'espèces exotiques envahissantes qui concurrencent les espèces indigènes entraînant des modifications dans la composition des espèces et la dégradation de l'habitat, ce qui va toucher les espèces prises en charge par ces habitats. L'introduction de prédateurs pourrait entraîner le déclin en espèces animales indigènes. Plus de proximité / plus d'interactions entre les humains et les animaux (en particulier les primates et d'autres mammifères, d'oiseaux et d'autres), augmentant ainsi la probabilité de la transmission des agents pathogènes pour les populations fauniques. Risque d'introduction de maladies animales et végétales et les pathogènes.

Encadré 4 Exemple de critères pour l'ampleur des impacts sur les espèces

Impact négligeable : Est dans la plage normale de variation.

Faible : affecte une petite proportion d'une population, mais n'affecte pas substantiellement d'autres espèces dépendantes d'elle, ou de la population de l'espèce elle-même.

Moyen : affecte une proportion suffisante de la population d'une espèce qu'il peut se traduire par une modification substantielle de l'abondance et/ou une réduction de l'aire de distribution sur une ou plusieurs générations, mais ne menace pas la viabilité à long terme de cette population ou de toute autre population qui en dépend. La taille et l'effet cumulatif est également important de telle sorte qu'un effet de magnitude moyenne multiplié sur une vaste zone serait considérée comme un impact de grande ampleur.

Grand : affecte une population entière ou des espèces dans une ampleur suffisante pour causer une baisse substantielle de l'abondance et / ou un changement dans la distribution au-delà duquel le recrutement naturel (reproduction, de l'immigration en provenance des zones non touchées) peut ne pas retourner de cette population ou espèce, ou toute population ou espèces qui en dépendent, à son ancien niveau avant plusieurs générations, ou lorsqu'il n'y a pas de possibilité de rétablissement.

L'évaluation peut, si approprié et accepté par la Banque, justifier un focus principalement sur les espèces et habitats de grande valeur, avec la valeur inférieure des habitats et des espèces considérées de façon moins détaillée. En outre, et le cas échéant, l'évaluation des impacts sur les espèces végétales peut être incluse dans la discussion de l'habitat auquel elles sont associées. Pour les projets de plus grande ampleur spatiale comme l'infrastructure linéaire, les variations de l'importance d'un impact sur différentes parties de la zone d'étude de la biodiversité devraient être identifiées lorsqu'il y a des informations qui indiquent que de telles différences existent.

Après avoir évalué les options pour l'atténuation et le choix le plus approprié, les impacts résiduels¹¹ devraient être évalués, en se fondant sur l'hypothèse que les mesures d'atténuation a été mis en œuvre conformément aux engagements pris par le projet et énoncés dans le PGES: voir "la Note sur le PGES) et la gamme de plans de gestion à élaborer sur des questions spécifiques pour traduire les engagements en série d'actions réalisables. Le cas échéant, les plans de gestion devraient aussi définir des mesures de conservation supplémentaires¹². L'impact direct de la perte d'habitat résultant de l'acquisition de terres doit être quantifié dans la mesure du possible; d'autres impacts résiduels dans la majorité des cas seront décrits de façon qualitative, de sorte que la surveillance continue permet de documenter et d'analyser l'efficacité des mesures d'atténuation, selon un calendrier de supervision convenu, et fournir des informations pour modifier ou corriger les mesures d'atténuation au besoin. Il est très important que les impacts résiduels soient évalués avec autant de précision que possible, là où l'habitat essentiel (et aussi l'habitat naturel, dans certains cas) est inévitablement perdu ou touchées de façon importante par le projet, ces informations seront utilisées dans l'élaboration de mesures de compensation (voir "la section Compensations" ci-dessous).

Offsets

Les exigences de la Banque pour les emprunteurs ou les clients à minimiser et essayer d'éviter les répercussions sur les habitats critiques et naturels sont énoncées dans SO 3. Toutefois, les projets peuvent être autorisés dans les habitats critiques ou naturels, avec mise en œuvre de mesures appropriées de compensations de la biodiversité, si l'emprunteur ou le client peut démontrer que:

- Tous les autres éléments de la hiérarchie d'atténuation ont été mises en œuvre dans la mesure du possible avant un programme de compensation (offset) élaboré.
- Les activités liées au projet n'ont pas d'effets négatifs sur les critères pour lesquels l'habitat essentiel a

¹¹ Effets qui subsistent après les mesures d'atténuation a été appliquée.

¹² Autres actions de conservation sont des activités qui seront entreprises dans le cadre du projet, qui ont pour but de profiter de la biodiversité mais qui ne sont pas directement à l'atténuation pour les impacts du projet. Ils peuvent comprendre des activités mises en œuvre à l'appui de compenser.

été désigné.

- L'emprunteur ou le client peut démontrer que le projet n'aura pas d'effets négatifs sur les espèces menacées ou en voie de disparition.
- Un programme de surveillance de la biodiversité a été créé, avec des résultats alimentant la gestion adaptative des impacts sur la diversité biologique, et dans le programme de compensation.

Dans des circonstances où le développement de mesures de compensation de la biodiversité est permis par la banque, cela devrait être fait en conformité avec les principes de l'entreprise et de Business et Biodiversité Offsets Programme (BBOP)¹³ et en se référant aux conseils pour la conception de programme de compensation de la biodiversité qui devrait être utilisé par les emprunteurs ou les clients afin d'éclairer la conception de compensations pour perte de biodiversité (qui est disponible à partir de sources telles que BBOP). Les étapes d'un programme de compensation sont habituellement :

- L'évaluation de l'impact résiduel.
- L'évaluation des sites potentiels de compensation.
- La mobilisation au sein du gouvernement.
- La détermination de la portée des sites proposés du programme de compensation et des interventions.
- L'engagement des partenaires, des donateurs et des agents d'exécution.
- Le développement du programme de compensation.
- La phase de mise en œuvre du programme de compensation, qui se déroulera au cours d'une longue période, peut-être de nombreuses années.

L'objectif primordial de la compensation est d'atteindre "une situation sans de perte nette, mais de gain net" de la biodiversité au sein de l'aire d'influence du projet, plus appropriée et pertinente pour les habitats et les espèces pour lesquelles la compensation est mise en œuvre, tels que les gains générés par les compensations soient plus grands que les pertes résiduelles des impacts du projet.

Au cas où l'objectif principal du projet n'est pas la conservation de la biodiversité, l'emprunteur ou le client doit élaborer un Plan d'action pour la Biodiversité (PAB) présentant les principes et les mesures compensatoires du projet, les échéances, les responsabilités et les ressources nécessaires. Les mesures de conservation supplémentaires doivent également être incluses dans le PAB. Les emprunteurs ou les clients doivent toujours adopter une approche à l'échelle du projet, afin de compenser la planification et la mise en œuvre, en tenant compte du type et de l'ampleur des impacts sur la biodiversité pour l'ensemble du projet avec l'objectif explicite d'atteindre une situation de "pas de perte nette, mais gain net" pour la biodiversité.

Les plans de compensation de la biodiversité doivent être développés en adéquation avec les plans existants du gouvernement et d'autres organismes compétents tels que les organisations non gouvernementales nationales et internationales, de conservation et devraient être conçues de manière à appuyer la stratégie nationale de la biodiversité. Le projet devrait également travailler avec les communautés locales dans la zone d'influence du projet pour développer les projets de compensation de la biodiversité qui encouragent l'utilisation durable des ressources naturelles, la pleine utilisation des connaissances autochtones et locales dans la gestion des terres et mettre en place les ententes de collaboration avec des organisations communautaires ainsi qu'avec les institutions gouvernementales. L'établissement de partenariats avec des institutions et des collectivités contribuera à assurer la viabilité à long terme des compensations (qui seront conçues pour continuer après que le projet ait cessé de fonctionner), puisque même si le client ou l'emprunteur dispose d'un contrôle suffisant sur les terres pour influencer les décisions de conservation, la gestion durable des terres est, dans la plupart des cas, nécessaire après le projet a cessé de fonctionner. Au niveau local, les structures de gouvernance doivent être conçues selon le contexte spécifique de chaque site de compensation, et un financement durable à long terme des arrangements devraient être élaborés et qui : (i) ne sont pas dépendants du budget

¹³ Voir <http://bbop.forest-trends.org/>

opérationnel annuel du projet; et (ii) sont suffisants pour assurer l'atteinte des objectifs de conservation à long terme.

L'évaluation des services écosystémiques

Les services écosystémiques sont organisés en quatre catégories : les services d'approvisionnement, la régulation des services, les services culturels et les services d'appui, et SO 3 exige qu'ils soient évalués, et la hiérarchie des mesures d'atténuation appliquée pour atténuer les impacts sur les services prioritaires (voir ci-dessous). Cette évaluation doit être effectuée en tant que partie intégrante de l'EES, et les services des écosystèmes sont importants pour l'EES pour plusieurs raisons:

- Faciliter une intégration systématique des questions environnementales et socio-économiques au sein de l'analyse d'impact.
- Tenir compte des impacts sur une gamme d'échelles spatiales et temporelles.
- Permettre une analyse explicite d'un certain nombre de services de régulation et leur connexion aux impacts sociaux qui sont par ailleurs difficiles à identifier et à évaluer (p. ex. la protection des rives, la lutte antiparasitaire et services de pollinisation, et le contrôle de l'érosion).
- Fournir un cadre pour l'examen des dépendances de projet sur les services de l'écosystème qui peuvent affecter l'efficacité et/ou la viabilité du projet.

L'exigence d'évaluer les services écosystémiques est spécifié dans SO 3, mais les services écosystémiques sont transversaux et sont contenus dans toutes les cinq directives de sauvegarde opérationnelle. SO 3 exige que des mesures d'atténuation mettent l'accent sur les " services écosystémiques prioritaires" (voir description de la hiérarchisation des priorités ci-dessous), qui doivent couvrir à la fois les impacts du projet et ses dépendances, en tenant compte des exigences relatives à l'efficacité des ressources dans SO 4 : sauvegarde opérationnelle sur la Prévention et le contrôle de pollution, , les gaz à effet de serre, les matières dangereuses et l'efficacité des ressources. Les considérations essentielles dans le respect de l'exigence d'évaluer les services des écosystèmes sont : que les communautés touchées participent (par le biais de la consultation et des enquêtes) dans la détermination de la priorité des services écosystémiques; et que la réalisation d'une évaluation fiable a besoin d'une approche extrêmement claire, transparente, et progressive.

Approche en matière d'évaluation des services rendus par les écosystèmes

***Détermination des services des écosystèmes (dépistage):** quels sont les services des écosystèmes qui sont potentiellement présentes dans la zone d'influence du projet?*

Cet exercice est presque toujours de nature documentaire, et est utilisé pour planifier le travail sur le terrain dans le cadre de la collecte de données de référence, et pour l'engagement des intervenants dans la planification. Il permettra d'identifier (souvent provisoirement à ce stade) : (a) des unités de paysage/types d'utilisation des terres dans la zone d'étude ; et (b) les services écosystémiques susceptibles d'être fournis par chacun des habitats dans la zone d'influence du projet. Les résultats de l'identification du service de l'écosystème peut être clairement et systématiquement présentés en format tabulaire qui doit énumérer chaque service écosystème potentiellement présents et identifier si : (a) il est connu pour être présent; (b) sa présence ne peut à ce stade être déterminé (et donc il devrait être retenu à la présélection pour la collecte de données supplémentaires et l'examen au cours de la prochaine étape (scoping); ou (c) il n'est pas susceptible d'être présent. Un exemple de de dépistage des services écosystémiques est illustré dans *le tableau 2* ci-dessous.

Tableau 2 Exemple de tableau de dépistage des services écosystémiques (Services d'approvisionnement)

Service écosystémique	Description, des exemples	CompSOante du paysage naturel			
		Forêt	Fleuve	Prairies	Etc.
Provisioning Services					
La nourriture : les poissons et les fruits de mer (sauvages et/ou de l'aquaculture)	Poisson pêché à des fins de subsistance ou les aliments vendus dans le commerce; les poissons, les mollusques et crustacés et/ou les plantes qui sont cultivés et élevés dans des étangs, des boîtiers et des autres formes de retenues d'eau douce ou d'eau salée pour la récolte.		✓		
La nourriture : les plantes sauvages, noix, champignons, fruits,	Les fruits, les noix, les plantes sauvages, etc. recueillies dans les zones naturelles aux fins de consommation ou de vente	✓		✓	
La nourriture : la viande sauvage	Les animaux chassés pour principalement pour la nourriture (la chasse récréative couverts par les services culturels)	✓			
La nourriture : les cultures	Annuels et des cultures permanentes à des fins de subsistance et la vente commerciale	?			
L'élevage	Les éleveurs sédentaires et les nomades			✓	
La biomasse combustible	Le bois, les déjections animales et des plantes recueillies pour le charbon de bois, de carburant	✓		?	
Bois d'œuvre et produits du bois	Bois recueillis pour une utilisation locale ou pour vente comme le bois, la pâte de bois, papier	✓			
Non- les fibres de bois et de résines	Par exemple, canne, Palm, paille, du coton, du chanvre, de la ficelle et du câble, caoutchouc naturel			✓	
L'eau douce	L'eau douce pour la baignade, la consommation d'alcool, l'irrigation, blanchisserie, usages domestiques et industriels		✓		

Les substances biochimiques, les médecines naturelles, produits pharmaceutiques	Les médecines naturelles, les biocides, les additifs alimentaires, les produits pharmaceutiques et d'autres matières biologiques pour usage domestique ou commercial.	?			
Ressources ornementales	Par exemple, des peaux, sculptés ou produits animaux décoratifs, d'animaux vivants				
Ressources génétiques	Gènes et l'information génétique utilisée pour l'élevage des animaux, l'amélioration des espèces végétales, et la biotechnologie				

Dépistage des services écosystémiques (scoping): Quels sont les services écosystémiques présents et qui sont susceptibles d'être potentiellement impactés ou dépendant du projet?

Cette étape s'appuie sur le dépistage en incorporant de nouvelles données recueillies pour décrire des exemples précis des services écosystémiques, et déterminer si les communautés et/ou les bénéficient du projet ou dépendent du service. Pour les services où une dépendance est identifiée, il est "intégré" dans l'évaluation. Encore une fois, les résultats peuvent être systématiquement et clairement présentés dans un tableau : voir le tableau 3).

Tableau 3 Exemple de services de l'écosystème La détermination de la portée Le tableau (Services d'approvisionnement)

Service	Description et exemples	Les bénéficiaires potentiels (incl. Projet Le cas échéant)	Sources d'impact	L'étendue de ou imprécises?	Raisonnement
Provisioning Services					
L'élevage	De nombreux ménages dans les villages le long de la rivière propre quelques vaches pour l'utilisation de subsistance et comme source de revenu supplémentaire grâce à la vente de produits laitiers. Le bétail boit l'eau de la rivière et pâture dans les zones saisonnièrement inondées le long des rives de la rivière.	Les collectivités locales	L'élevage pourrait être affecté par des changements dans l'écoulement de l'eau (ayant une incidence sur les pâturages) ou la qualité de l'eau par suite des activités de dragage ou d'événements exceptionnels.	L'étendue de la	Les bénéficiaires locaux. Importance TBC Potentiellement touchées par le projet.
Biocarburant (bois de chauffage et charbon de bois)	Les collectivités locales utilisent le combustible du bois et du charbon de bois à des fins domestiques et économiques. Les forêts le long de la majeure partie de la route du rail sont fragmentés et / ou dégradées.	Les collectivités locales	Le ramassage de bois combustible peut être touché par l'enlèvement de la végétation, la restriction de l'accès, et de l'immigration (augmentation de la demande).	Intégré	Les bénéficiaires locaux. Potentiellement touchées par le projet.
Le drainage naturel et le contrôle des inondations	Les régimes de drainage naturel de l'eau aident à maintenir les débits et à minimiser les dommages causés par les phénomènes d'inondation durant les débits de pointe. Les villages, les cultures et l'infrastructure ferroviaire risquent d'être touchées par les inondations.	Les collectivités locales Villages en aval? Projet	L'enlèvement de la végétation pourrait déstabiliser les berges; la traversée de cours d'eau par l'infrastructure (p. ex. les routes, les chemins de fer) pourrait avoir un impact sur le débit de la rivière.	Intégré	Dépendance au projet Les bénéficiaires locaux Impacts potentiels

Hiérarchisation des services des écosystèmes: quelle est l'importance et les services potentiellement affectés remplaçabilité pour les bénéficiaires ?

La hiérarchisation vise à identifier les services pour lesquels les répercussions du projet seraient plus susceptibles d'avoir des retombées négatives sur les collectivités ou l'efficacité des projets. Elle utilise des données de base et les conclusions de l'engagement des intervenants à prioriser ces services en termes d'importance et remplaçabilité (voir ci-dessous).

- *L'importance des services des écosystèmes* aux bénéficiaires, est évaluée en fonction des critères suivants et a attribué une note « Faible » - Essentiel :
 - L'intensité d'utilisation (par exemple, quotidien, hebdomadaire ou saisonnière);
 - Champ d'utilisation (ex. ménage versus niveau du village, subsistance et/ou une utilisation commerciale);
 - Le degré de dépendance (par ex. la proportion de l'apport en protéines de poisson sauvage, la contribution de la pêche à l'emploi dans la communauté); et
 - Importance exprimée par les bénéficiaires (y compris l'importance culturelle).

Les valeurs données par les intervenants ont la préséance sur d'autres critères quand la notation n'est pas claire, et si l'écosystème service est d'importance inégale à deux ou plusieurs groupes d'intervenants, des notations distinctes doivent être attribuées pour chaque groupe de manière à ce que les répercussions sur ces groupes puissent être évaluées individuellement.

- *La remplaçabilité du service d'un écosystème* est évalué selon les critères suivants et attribuer une note de « faible à élevé » :
 - Existence de solutions spatiales, y compris les alternatives naturelles (p. ex. un type différent de nourriture sauvage) et succédanés fabriqués par l'homme (p. ex. disponibilité des médicaments fabriqués par l'homme comme une alternative aux plantes médicinales);
 - L'accessibilité, le coût et la viabilité de solutions de rechange possibles (en tenant compte d'autres utilisateurs existants, et l'état actuel et les menaces à la ressource(s) fournissant des alternatives naturelles au service); et
 - Les préférences culturelles pour, et l'acceptabilité des solutions de rechange.

En utilisant ces critères dans une version de la matrice de l'importance décrite dans SO 1, et développé pour l'évaluation de la biodiversité dans " Détermination de l'importance des impacts sur la biodiversité" ci-dessus, chaque service peut être affecté à une note Basse, Moyenne, Haute ou Critiquement prioritaire, avec les services écosystémiques prioritaires étant généralement jugés fournir des services correspondant à une note élevée ou critique. Une autre considération est qu'en identifiant les services écosystémiques prioritaires, les utilisateurs locaux doivent être classés par ordre de priorité.

La justification détaillée pour la détermination de la priorité des services écosystémiques doit être clairement énoncée dans l'évaluation des services écosystémiques.

L'évaluation et l'atténuation d'Impact: *quelle est l'importance des impacts potentiels sur les services prioritaires? Quelles mesures d'atténuation et des mesures de gestion sont nécessaires pour maintenir la valeur et la fonctionnalité de ces services?*

Dans la plupart des cas, les résultats de l'évaluation des services écosystémiques contribuera au développement et à l'optimisation des mesures d'atténuation qui ont déjà été identifiées pour faire face aux impacts sous d'autres rubriques (p. ex. ressources en eau, de la biodiversité, des sols, etc.). Les mesures d'atténuation spécifiquement et exclusivement destinées aux services écosystémiques seront rares. Dans les deux cas, les mesures devraient être développées au sein de Plan de Gestion Environnemental et Social (PGES).

Un guide a déjà été développé par des institutions telles que le World Resources Institute¹⁴, mais les emprunteurs et les clients doivent être conscients que les méthodes dans ce domaine relativement nouveau de l'EES continuent à se développer. Les défis attachés à l'évaluation efficace des services de l'écosystème au sein de l'EES comprennent entre autres : Un bon usage d'une approche spatiale (c'est-à-dire les SIG et la télédétection) pour identifier l'emplacement et l'étendue des services écosystémiques et des bénéficiaires; au début, la pleine intégration des services rendus par les écosystèmes dans la consultation des intervenants; intégration des services écosystémiques dans les chapitres de l'EES (c'est-à-dire pas un chapitre autonome sur les services écosystémiques); et examen des compromis avec la biodiversité (p. ex. la viande de brousse et le commerce des espèces sauvages, et d'autres utilisations non durables des services écosystémiques).

Sauvegarde Opérationnelle sur les OGM

SO 3 de la Banque précise que "les OGM doivent uniquement être relâchés intentionnellement dans l'environnement ou introduits si les réglementations nationales le permettent. Dans de telles circonstances, une évaluation appropriée des risques doit être effectuée, y compris une analyse de l'avantage concurrentiel des OGM sur les espèces indigènes, et le potentiel d'introduction de gènes "étrangers" dans le pool génique par contamination croisée ou transfert génétique imprévu. " Dans les cas où il n'y a aucune possibilité que le projet de l'emprunteur ou du client est susceptible d'introduire des OGM, les méthodes d'évaluation des risques devraient être utilisées (voir ci-dessous pour une description).

Conseils pour l'évaluation des risques

Les conseils donnés ici sont fondés sur les conseils associés au Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques (en vertu de la Convention sur la diversité biologique) couvrant l'évaluation des risques effectuée afin d'identifier et d'évaluer les effets défavorables potentiels des organismes vivants modifiés (LMO)¹⁵ sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans le milieu récepteur potentiel probable, en tenant compte également des risques pour la santé humaine.

Principes généraux

L'évaluation des risques doit être effectuée selon des méthodes scientifiques éprouvées et dans la transparence et doit tenir compte des avis techniques et directives des organisations internationales compétentes.

Le manque de connaissances scientifiques ou de consensus scientifique ne devrait pas nécessairement être interprété comme indiquant un niveau de risque particulier, l'absence de risque, ou un risque acceptable.

Les risques associés aux organismes vivants modifiés ou aux produits qui en sont dérivés, à savoir le matériel transformé qui sont des OVM/LMO d'origine, contenant des combinaisons nouvelles décelables de matériel génétique répliquable obtenu par le recours à la biotechnologie moderne, devraient être considérés au regard des risques posés par les organismes récepteurs ou parents non modifiés dans le milieu récepteur potentiel probable.

¹⁴ <http://www.wri.org/publication/ecSOsystem-services-review-for-impact-assessment>

¹⁵ Le terme d'OVM/LMO est utilisé par le protocole de Carthagène. Organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne sont pour l'essentiel équivalents aux OGM. La différence entre un OVM et un OGM est qu'un AMT s'entend de toute entité biologique capable de transférer ou de répliquer du matériel génétique, y compris les organismes stériles, les virus et les viroïdes et renvoie généralement à des cultures agricoles. OGM comprennent à la fois des OVM et à des organismes qui ne sont pas capables de se développer, c'est-à-dire sont morts.

L'évaluation des risques doit être effectuée au cas par cas. Les informations requises peuvent varier dans la nature et le niveau de détail d'un cas à l'autre, en fonction de l'organisme vivant modifié concerné, de son utilisation prévue et du milieu récepteur potentiel probable.

Methodologie

Le processus d'évaluation des risques peut d'une part donner lieu à un besoin pour de plus amples informations sur des questions particulières, qui peuvent être définies et demandées durant le processus d'évaluation, alors que d'autre part des informations sur d'autres questions peuvent ne pas être pertinentes, dans certains cas.

Pour atteindre son objectif, l'évaluation des risques comporte, le cas échéant, les étapes suivantes :

- a) Une identification de toutes nouvelles caractéristiques génotypiques et phénotypiques associées à l'OVM qui peuvent avoir des effets défavorables sur la diversité biologique dans le milieu récepteur potentiel probable, en tenant compte également des risques pour la santé humaine.
- b) Une évaluation de la probabilité de ces effets indésirables se réaliser, en tenant compte du niveau et du genre d'exposition de l'environnement récepteur potentiel probable de l'organisme vivant modifié.
- c) Une évaluation des conséquences devrait être réalisée ces effets défavorables.
- d) Une estimation de l'ensemble des risques posés par les OVM/LMO fondée sur l'évaluation de la probabilité et des conséquences des effets indésirables identifiés en voie d'être réalisé.
- e) Une recommandation quant à savoir si les risques sont acceptables ou maîtrisables, y compris, le cas échéant, l'identification des stratégies pour gérer ces risques.
- f) Lorsqu'il y a incertitude concernant le niveau de risque, elle peut être adressée en demandant des renseignements complémentaires sur les sujets de préoccupation spécifiques ou en mettant en œuvre des stratégies appropriées de gestion des risques et/ou de la surveillance de l'organisme vivant modifié dans l'environnement récepteur.

Points à considérer

Selon le cas, l'évaluation des risques devrait prendre en compte les détails techniques et scientifiques pertinents concernant les caractéristiques des sujets suivants :

- a) **Organisme receveur ou organismes parentaux.** Les caractéristiques biologiques de l'organisme receveur ou organismes parentaux, y compris des renseignements sur le statut taxonomique, nom commun, d'origine, des centres d'origine et centres de diversité génétique, si elle est connue, et une description de l'habitat où les organismes peuvent persister ou proliférer.
- b) **Organisme ou des organismes donneurs.** Le statut taxinomique et le nom usuel, la source, et les caractéristiques biologiques pertinentes des organismes donateurs.
- c) **Vecteur.** Caractéristiques du vecteur, notamment son identité, le cas échéant, et sa source ou origine, et son éventail d'hôtes.
- d) **Les insertions et/ou des caractéristiques de modification.** Caractéristiques génétiques de l'acide nucléique inséré et la fonction qu'il spécifie et/ou caractéristiques de la modification introduite.
- e) **OVM/LMO.** Identité de OVM/LMO, et les différences entre les caractéristiques biologiques de l'organisme vivant modifié et ceux de l'organisme receveur ou organismes parentaux.
- f) **La détection et l'identification de l'OVM.** A suggéré des méthodes de détection et d'identification et de leur spécificité, la sensibilité et la fiabilité.
- g) **Informations relatives à l'utilisation prévue.** Informations relatives à l'utilisation prévue de l'OVM, y compris l'utilisation nouvelle ou modifiée par rapport à l'organisme receveur ou organismes parentaux.
- h) **Milieu récepteur.** Informations sur l'emplacement, géographiques, climatiques et les caractéristiques écologiques, y compris les informations pertinentes sur la diversité biologique et des centres d'origine de l'environnement récepteur potentiel probable.

PRÉVENTION ET CONTRÔLE DE LA POLLUTION ET EFFICACITÉ DES RESSOURCES

LES SO SUR LA PREVENTION ET LE CONTROLE DE LA POLLUTION, LES ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE LA SURVEILLANCE ET DES RAPPORTS, ET L'EFFICACITÉ DES RESSOURCES

SO 4 énonce les principales exigences pour la prévention et le contrôle de la pollution et de l'efficacité des ressources. Les exigences spécifiques incluent :

- L'emprunteur ou le client appliquent des mesures de contrôle et de prévention de la pollution compatible avec la législation nationale et les normes, les conventions internationales applicables, et des normes et bonnes pratiques internationalement reconnues - en particulier les Lignes directrices sur l'environnement, la santé et la sécurité (EHS) du Groupe de la Banque mondiale , .
- Les emprunteurs ou les clients doivent évaluer et, le cas échéant, mettre en œuvre des mesures financièrement réalistes et rentables pour améliorer l'efficacité dans la consommation du projet des ressources comme l'énergie, l'eau, des matières premières, et d'autres ressources.

LA PRÉVENTION ET LE CONTRÔLE DE LA POLLUTION

Les sources de pollution incluent les produits chimiques dangereux et non dangereux à l'état solide, liquide ou gazeux, et d'autres formes, comme les insectes, les agents pathogènes, les décharges thermiques dans l'eau de, odeurs nuisibles, bruit, vibration, radiation, l'énergie électromagnétique et la création d'éventuels impacts visuels y compris la lumière.

L'emprunteur ou le client a la responsabilité de prévenir les rejets de polluants dans l'air, dans les eaux de surface et eaux souterraines, la terre et le sol. Si la prévention totale n'est pas faisable, l'emprunteur ou le client doit prendre des mesures particulières pour réduire ou minimiser les effluents ou le volume des rejets. Cela s'applique à l'émission de polluants durant les activités prévues ainsi que lors d'événements imprévus ou de situations d'urgence qui peuvent entraîner des impacts locaux, régionaux, et transfrontières.

L'emprunteur doit évaluer et le cas échéant mettre en œuvre les options de prévention de la pollution après avoir examiné leur faisabilité technique et financière et le rapport coût-efficacité. La faisabilité technique est déterminée sur la base de la question à savoir si les mesures proposées et les actions peuvent être mises en œuvre avec des compétences commerciales, l'équipement et les matériaux viables, en prenant en considération les facteurs locaux qui prévalent, comme le climat, la géographie, la démographie, l'infrastructure, la sécurité, la gouvernance, la capacité et la fiabilité opérationnelle. La faisabilité financière est fondée sur la capacité d'appliquer des ressources financières suffisantes pour installer les mesures et de maintenir leur fonctionnement à long terme. Rapport coût-efficacité est déterminé selon le coût d'immobilisation et d'exploitation et aussi des avantages financiers de la mesure envisagée au cours de la durée de vie de la mesure.

Les considérations doivent inclure les conditions ambiantes de base (qui peuvent survenir en raison de facteurs naturels et/ou des causes anthropiques non liés au projet), la présence de communautés locales, de récepteurs écologiquement sensibles (tels que l'eau potable ou des zones protégées), la demande en eau prévue du projet et la disponibilité d'installations d'élimination des déchets.

En droite ligne avec les meilleures pratiques des BMD, la Banque exige que l'emprunteur ou le client consulter les Lignes directrices EHS du groupe de la Banque mondiale. Lignes directrices EHS contiennent les niveaux et les mesures du rendement qui sont généralement considérés comme réalisables à un coût raisonnable par la technologie disponible sur le marché. L'effluent, les émissions atmosphériques, et d'autres indicateurs numériques et les indicateurs de rendement ainsi que d'autres approches de prévention et de contrôle inclus dans l'EHS Les lignes directrices sont considérées comme des valeurs par défaut applicables aux nouveaux projets, bien que l'application de niveaux et les mesures alternatives de rendement puissent être envisagées.

Les Lignes directrices générales EHS¹⁶ contiennent des directives sur une gamme complète de questions d'environnement, la santé et la sécurité au travail, la santé et la sécurité des collectivités et de construction et de la désaffectation. Elles doivent être utilisées en parallèle avec les Lignes directrices sectorielles EHS pour l'industrie qui les complètent.

Général Lignes directrices EHS: Table des matières

1. Environmental

- 1.1 Les émissions atmosphériques et la qualité de l'air ambiant.
- 1.2 Conservation de l'énergie.
- 1.3 Traitement des eaux usées et qualité de l'eau ambiante.
- 1.4 Conservation de l'eau.
- 1.5 Gestion des matières dangereuses.
- 1.6 Gestion des déchets.
- 1.7 Le bruit
- 1.8 terres contaminées.

2. Santé et sécurité au travail

- 2.1 Généralités La conception et le fonctionnement des installations.
- 2.2 La communication et la formation.
- 2.3 Dangers physiques.
- 2.4 Dangers chimiques.
- 2.5 Dangers biologiques.
- 2.6 dangers radiologiques.
- 2.7 Équipement de protection individuelle (EPI).
- 2.8 Environnements danger spécial.
- 2.9 La surveillance.

3. La santé et la sécurité des collectivités

- 3.1 La qualité de l'eau et la disponibilité.
- 3.2 Sécurité des structures de projet L'infrastructure.
- 3.3 La vie et la sécurité incendie (L&FS).
- 3.4 La sécurité de la circulation.
- 3.5 Transport des matières dangereuses.
- 3.6 Prévention des maladies.
- 3.7 Mesures et d'interventions d'urgence.

4. La construction et de la désaffectation de puits

- 4.1 Environnement.
- 4.2 Santé et sécurité au travail.
- 4.3 Santé et sécurité communautaire.

SUIVI ET ÉTABLISSEMENT DE RAPPORTS SUR LES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE

Les principales institutions financières internationales (IFI) sont en train d'élaborer une approche harmonisée de comptabilité à niveau-projet des gaz à effet de serre (GES) à appliquer au cours de la préparation du projet - afin d'assurer l'uniformité et la comparabilité entre les opérations de l'IFI.

La méthodologie proposée est comme suit :

- Utilisation de méthodologies établies pour la comptabilisation **ex-ante** des GES dont les méthodes de calcul des émissions de gaz à effet de serre selon, *entre autres*, Protocole relatif aux gaz à effet de serre,

¹⁶http://www1.ifc.org/wps/wcm/connect/Topics_Ext_Content/IFC_External_Corporate_Site/IFC+Sustainability/Sustainability+Framework/Environmental,+Santé,Sécurité+et++Guidelines/

le mécanisme de développement propre méthodologie, Standard Carbone vérifié, Gold Standard et de quotas d'émission d'échange de l'UE, ISO 14064 (partie 1 et 2), ou d'autres normes internationales.

- Définitions, hypothèses et méthodes sont enregistrées et disponibles pour les décideurs et d'intervenants externes comme il convient.
- Les résultats de la comptabilisation des GES doivent être exprimés en tonnes d'équivalent CO₂, en utilisant le potentiel de réchauffement planétaire des gaz à effet de serre tel que défini par la CCNUCC.

Lors de l'instruction du projet, les émissions de GES d'un projet seront comptabilisées comme suit :

- Estimer le **montant brut (ou absolu) les émissions de GES** qu'un projet est censé produire sur une base annuelle pour une année représentative une fois qu'il est complet et à la capacité de fonctionnement normal.
- Le périmètre du projet pour la comptabilisation des GES doit inclure toutes les activités, d'installations ou de moyens d'infrastructure actuellement financés.
- Les émissions brutes résultant de la construction peuvent être inclus dans l'évaluation des émissions annuelles en utilisant des hypothèses raisonnables au sujet de la durée de vie du projet.
- La comptabilisation des GES comprendra la portée 1 et portée 2 émissions (tel que défini dans la comptabilisation des GES Protocol). L'IFI peuvent choisir d'inclure la portée 3 émissions attribuable à un projet, mais cela devrait être clairement indiqué dans les politiques, les procédures et les résultats.¹⁷
- Les émissions brutes doivent être estimés pour projets Greenfield et existante.

Protocole relatif aux gaz à effet de serre définit les émissions directes et indirectes comme suit :

- Direct Les émissions de GES sont les émissions provenant de sources qui sont possédés ou contrôlés par l'entité déclarante.
- Les émissions indirectes de GES sont des émissions qui sont une conséquence des activités de l'entité déclarante, mais se produisent à sources détenues ou contrôlées par une autre entité.

Protocole relatif aux gaz à effet de serre autres catégorise ces émissions directes et indirectes dans trois grandes étendues :

- Champ d'Application 1 : Toutes les émissions directes de GES.
- Champ d'Application 2 : Les émissions indirectes de GES provenant de la consommation de l'achat d'électricité, de chaleur ou de vapeur.
- Champ d'Application 3 : Autres émissions indirectes, telles que l'extraction et de la production des matériaux achetés et les carburants, activités liées au transport dans des véhicules n'est pas possédée ou contrôlée par l'entité déclarante, les activités liées à l'électricité (p. ex. T&D les pertes) ne sont pas couverts dans la portée 2, activités externalisées, élimination des déchets, etc.

Dans le but de capturer le développement et l'atténuation des projets de contribution, **nette (ou "relative") les émissions de GES** seront évaluées par rapport aux **valeurs de référence** comme suit :

- Estimer les émissions nettes de GES qu'un projet contribue devrait atteindre sur une base annuelle pour une année représentative une fois qu'il est complet et à la capacité de fonctionnement normal.
- Calculer les émissions nettes par rapport à un scénario de référence. Ce scénario de référence peut être soit un scénario " sans projet " ou un "scénario alternatif" qui reflète le plus probable d'autres moyens d'atteindre les mêmes résultats de projet ou du niveau de service.
- Comme les émissions nettes de GES peut être un sous-composant d'un projet plus vaste, la limite du net la comptabilisation des GES peut être limitée à la seule activité, installation, ou de l'infrastructure résultant des émissions nettes de GES.
- Toute comptabilité nette des GES doit inclure toutes les émissions Scope 1, Scope 2 et Scope 3 Le cas échéant. Les fuites dans le Scope 3 émissions devraient être incluses dans les secteurs où cela est identifié comme étant un problème.

¹⁷ [Http://www.ghgprotocol.org](http://www.ghgprotocol.org)

L'EFFICACITÉ DES RESSOURCES

Le terme " efficacité des ressources " fait référence à la notion d'intégration de la réduction de la pollution dans la conception d'un produit et les processus de production connexes, ou l'adoption d'un processus de production alternative. Ceci implique l'application continue d'une stratégie environnementale intégrée aux produits, processus et services afin d'accroître l'efficacité globale et de réduire les risques pour les humains et l'environnement en conservant les matières premières, l'utilisation de l'eau et l'énergie, et de réduire ou d'éliminer l'utilisation des matières premières toxiques et dangereux, et est considéré comme une bonne pratique de l'industrie internationale. Bien conçu et mis en œuvre des innovations efficaces des ressources, dont les mesures d'efficacité d'énergie et d'eau sont des exemples clés, peuvent être très rentables et ont souvent un taux de rendement interne supérieure à celui du projet auquel elles sont appliquées.

Le client doit se tenir à jour sur techniques applicables en matière d'efficacité des ressources dans le secteur de son projet et les appliquer à la conception du projet lorsqu'elles sont techniquement et financièrement réalisables et rentables. Des conseils supplémentaires sont fournis dans les Directives générales EHS et dans les directives sectorielles de l'industrie. Pour les installations existantes, il peut être approprié pour les clients de procéder par à la commission d'experts externes pour des études sur l'efficacité. Des ressources entrepris Ces études identifie souvent les mesures sans coût et à faible couts qui dépassent le coût de l'étude, ainsi que d'autres mesures extrêmement rentables.

La conservation des ressources, en particulier l'eau et de l'efficacité énergétique, sont mieux réalisées par notamment la technologie la plus appropriée et les processus dans la conception du projet. La décision d'inclure ces mesures sera en partie basée sur les coûts et les rendements de différentes options. La conservation des ressources peut également être indirectement obtenu en utilisant l'énergie renouvelable comme l'hydroélectricité, l'éolien, le solaire, certains types d'énergie géothermique et la biomasse. Les possibilités d'économie d'énergie du côté de la demande avec des avantages financiers sont répandues dans tous les secteurs de l'industrie. Lorsque les données d'analyse comparative ne sont pas disponibles, il est recommandé que le client ou l'emprunteur établissent une comparaison avec d'autres pratiques de l'industrie afin d'établir le niveau relatif d'efficacité d'énergie ou d'eau du projet.

L'APPLICATION DES NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL

Les normes internationales du travail

La SO5 de la Banque se réfère à un corpus de normes internationales du travail dérivées principalement d'un ensemble de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et les conventions de l'ONU. Les SO se concentre sur les exigences découlant de ces normes internationales relatives à:

- Politiques et procédures relatives aux ressources humaines.
- Les conditions de travail et d'emploi.
- Les organisations de travailleurs.
- Non-discrimination et l'égalité des chances.
- Le licenciement.
- Grief et mécanismes de recours.
- Le travail des enfants.
- Le travail forcé.
- les unions de travailleurs.
- Les travailleurs de la chaîne d'approvisionnement.

Au cœur de ces normes internationales est la Déclaration de 1998 de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail. Cette déclaration couvre quatre principes et droits fondamentaux au travail:

- La liberté d'association et la reconnaissance effective de la négociation collective.
- L'élimination de toutes les formes de travail forcé ou obligatoire.
- L'abolition effective du travail des enfants.
- Élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession.

Appuyant cette déclaration sont un certain nombre de conventions de l'OIT et de l'ONU, y compris :

- *La Convention 87 de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit d'organisation.*
- *Convention de l'OIT n° 98 sur le droit d'organisation et de négociation collective.*
- *Convention de l'OIT No 29 sur le travail forcé.*
- *Convention de l'OIT 105 sur l'abolition du travail forcé.*
- *La Convention 138 de l'OIT sur l'âge minimum (d'emploi).*
- *La Convention 182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants.*
- *Convention de l'OIT 100 sur l'égalité de rémunération.*
- *La Convention 111 de l'OIT concernant la discrimination (emploi et profession).*
- *Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, l'article 32.1.*
- *Convention des Nations Unies sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leurs familles.*

L'APPLICATION DES NORMES INTERNATIONALES DU TRAVAIL

Le système d'exploitation exige l'emprunteur ou le client d'appliquer les normes internationales du travail à un certain nombre d'éléments spécifiques d'une banque-opération prise en charge qu'implique l'emploi d'une main-d'œuvre.

Politique de ressources humaines du client, ou de l'emprunteur y compris l'évitement du travail des enfants et du travail forcé

Il est clair que les systèmes de gestion sont la clé de l'amélioration des normes de travail rendement dans un emprunteur ou une organisation cliente et, au niveau le plus élémentaire des systèmes de gestion comprennent des politiques et des procédures. Par conséquent, le client ou l'Emprunteur adopte une

politique de ressources humaines bien adaptée à sa taille et une main-d'œuvre qui définit son approche de la gestion des travailleurs conformément aux exigences de ce système d'exploitation. La politique des ressources humaines devrait être claire au sujet de l'évitement de la main-d'œuvre enfantine, faisant référence à la législation nationale pour des règlements spécifiques, le cas échéant, ou de travail forcé.

Cette politique doit être claire et compréhensible pour les travailleurs et rendues accessibles à chaque travailleur au moment de l'acceptation d'un emploi. L'emprunteur ou le client doit fournir tous les employés avec les documents qui contiennent des renseignements sur leurs conditions d'emploi, les conditions et les droits, y compris ceux qui sont énoncés dans la législation nationale sur l'emploi. Il est reconnu que l'emploi des termes et conditions varient selon que les employés sont permanents ou à court terme et d'autres facteurs. Ces documents devraient, le cas échéant, inclure des informations sur (mais pas limitée à) :

- Les heures de travail.
- Les salaires et les avantages sociaux.
- Les périodes de repSO.
- Le régime d'heures supplémentaires.
- Le droit aux congés de maladie et de maternité/paternité.
- Les mécanismes de règlement des griefs.

La politique des ressources humaines de l'entreprise peut être contrôlée grâce à un examen de toutes les politiques et procédures et par un examen minutes des réunions ou communications (mémos, lettres, etc.) du comité de gestion/travailleurs aux travailleurs. En outre, l'état de la politique peut être déterminé au moyen d'entretien avec la direction et les travailleurs et les entrevues avec les intervenants externes.

Si des lacunes sont décelées, des améliorations peuvent être faites par l'organisation de la responsabilité de la mise en œuvre et le suivi de toutes les politiques et procédures au niveau central, l'identification des personnes responsables et examen annuel de toutes les politiques et procédures. En outre, les politiques et les procédures doivent être affichés en évidence dans toutes les langues locales.

Conditions d'emploi des travailleurs et les conditions de travail

Il est essentiel pour la création d'un milieu de travail productif de favoriser un sentiment commun, une compréhension claire entre l'emprunteur ou le client et ses travailleurs. Tous les travailleurs devraient avoir le droit de connaître les modalités de contrat, y compris comment leur rémunération est calculée et quels avantages ils vont gagner. Ils ont le droit de comprendre les règles de l'entreprise sur les heures de travail et les heures supplémentaires.

Par conséquent l'emprunteur ou le client devrait documenter et communiquer à tous les employés et les travailleurs engagés par le client directement leurs conditions de travail et d'emploi, y compris leur droit de salaires et d'avantages sociaux, dans une langue que les travailleurs peuvent comprendre.

Les conditions d'emploi raisonnables peut être évaluées par référence à (i) des conditions établies pour un travail de même nature dans le commerce ou l'industrie concernée dans la zone ou la région où le travail est effectué; (ii) de la convention collective ou d'autres procédures reconnues comme la négociation entre d'autres organisations d'employeurs et de représentants des travailleurs dans le commerce ou l'industrie concernée; (iii) décision arbitrale; ou (iv) les conditions établies par la législation nationale. L'examen des contrats et les détails concernant la paie ainsi que des entrevues avec les travailleurs peuvent établir la conformité.

La sauvegarde opérationnelle indique aussi que lorsque le client ou d'autres tierces parties fournissent directement ou indirectement des immeubles résidentiels ou logement temporaire aux travailleurs, les installations doivent fournir tous les services de base, y compris l'eau et l'assainissement, dans certains cas, les soins médicaux doivent également être fournis. Les services doivent être fournis d'une manière compatible avec les principes de non-discrimination et l'égalité des chances.

Les "services de base" comprennent : les accords de sécurité, la température de travail approprié, la salubrité des aliments, l'eau potable, l'accès à la sécurité, l'évacuation d'urgence, les toilettes séparées, les installations de lavage et chambre à coucher séparée pour les femmes et les hommes, et l'accès aux moyens de communication avec les zones en dehors du périmètre du projet.

Permettre aux travailleurs de s'organiser

La sauvegarde opérationnelle exige que l'emprunteur ou le client doit permettre aux travailleurs de constituer, rejoindre et participer à des organisations de travailleurs, tels que les syndicats ou autres organisations de leur choix, d'exprimer leurs demandes conjointes et des griefs et protéger leurs droits en ce qui concerne les conditions de travail et d'emploi. L'emprunteur ou le client ne doivent pas chercher à influencer ou essayer de contrôler ces organisations de travailleurs.

En outre, l'emprunteur ou le client doit permettre aux travailleurs d'élire librement leurs représentants et de s'engager dans la négociation collective. Au sein de la relation d'emploi, l'emprunteur ou le client doit s'engager avec les représentants des travailleurs et des organisations de travailleurs à leur fournir les informations nécessaires pour des négociations significatives en temps opportun. L'emprunteur ou le client ne doit pas exercer de discrimination ou de représailles contre les travailleurs qui participent, ou souhaitent participer, à ces organisations et à s'engager dans la négociation collective.

L'emprunteur ou le client doit au minimum se conformer à la législation locale qui reconnaît le droit des travailleurs de former et d'adhérer à des organisations de travailleurs. Si le droit national restreint le droit de s'organiser, le client doit activement fournir aux travailleurs les moyens de négocier collectivement et de s'organiser. Si la législation nationale limite les organisations de travailleurs, la compagnie doit établir une méthode alternative pour les travailleurs pour déposer des griefs.

Dans les cas où les clients n'ont pas de politique explicite permettant la négociation collective ou si les organisations de travailleurs ne sont pas reconnues de bonne foi, le client est tenu de communiquer clairement aux travailleurs leurs droits à participer à des organisations de travailleurs et la négociation collective. Le client doit également tenir des réunions régulières avec les représentants des travailleurs et offrir une formation en communication de gestion aux ouvriers.

Non-discrimination et égalité des chances

La sauvegarde opérationnelle exige que l'emprunteur ou le client prenne pas les décisions relatives à l'emploi sur la base de caractéristiques personnelles non liées aux exigences de leur poste, y compris la race, le genre, la nationalité, l'origine ethnique, sociale et les populations d'origine, la religion ou les convictions, un handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle. L'emprunteur ou le client doit baser la relation d'emploi sur le principe de l'égalité des chances et le traitement juste et équitable, et ne doit pas exclure ou exercer une discrimination à l'égard de tous les aspects de la relation d'emploi, telles que le recrutement et l'embauche, la rémunération (salaires et avantages sociaux), les conditions de travail et d'emploi, l'accès à la formation, la promotion, la cessation d'emploi ou à la retraite, et les pratiques disciplinaires. Les principes de non-discrimination s'appliquent aux travailleurs migrants.

L'emprunteur ou le client doit également prendre des mesures spéciales pour contrer le harcèlement, l'intimidation, et/ou l'exploitation, en particulier en ce qui concerne les femmes. Le client doit également prévenir l'exclusion sociale ou les inégalités l'emploi des femmes et des travailleurs ayant des responsabilités familiales et, dans la mesure du possible, permettre à l'emploi ne doit pas entrer en conflit avec les responsabilités familiales.

Lorsque les législations nationales sont muettes sur la non-discrimination dans l'emploi, de l'emprunteur ou le client doit satisfaire aux exigences de cet SO. Dans les circonstances où la législation nationale est incompatible avec La sauvegarde opérationnelle, l'emprunteur ou le client doit s'efforcer de mener ses opérations compatibles avec ce système d'exploitation, sans contrevenir aux lois applicables.

La conformité du client aux principes de non-discrimination peut être contrôlée au moyen d'un accent sur les processus les pratiques et les résultats de recrutement, ainsi que des entrevues avec les travailleurs et leurs représentants.

La mise en œuvre des séparations

La sauvegarde opérationnelle exige que l'emprunteur ou le client mette en œuvre toute séparation nécessaire avec de la main-d'œuvre d'une manière qui atténue les répercussions négatives sur les travailleurs et selon des principes de non-discrimination. L'emprunteur ou le client doit se conformer à la législation nationale sur les indemnités de départ et des prestations.

La séparation signifie l'élimination d'un certain nombre de postes de travail ou le licenciement ou la mise à pied d'un certain nombre de travailleurs par un employeur, généralement en raison de la fermeture d'usines ou d'économies de coûts. La séparation ne couvre pas les cas isolés de cessation d'emploi pour un motif valable ou un départ volontaire. La compression des effectifs est souvent une conséquence des conditions économiques défavorables ou la suite d'une réorganisation ou d'une restructuration.

L'emprunteur ou le client peut prendre des mesures pour embaucher des travailleurs au début des discussions au sujet de la réduction des effectifs et peut explorer d'autres solutions. Il peut fournir une communication utile aux employés à propos de calendrier et des conditions. Il peut s'engager avec les organisations communautaires pour discuter de minimiser les impacts négatifs sur la communauté.

L'application des normes du travail à des employeurs tierces parties, comme sous-traitants ou fournisseurs

La sauvegarde opérationnelle exige que l'emprunteur ou le client s'assure que les entrepreneurs, sous-traitants et fournisseurs clés sont réputés et sont des entreprises légitimes qui ont des politiques appropriées et des capacités de gestion pour l'exploitation d'une manière compatible avec les exigences spécifiques de La sauvegarde opérationnelle et aux lois locales.

L'emprunteur ou le client doit donc établir le respect par ces tiers employeurs de ses politiques et des normes du travail et s'assurer qu'elles disposent de la capacité de gestion pour se conformer à ses exigences dans les contrats et surveiller et appliquer la conformité.

Dans les cas où les tierces parties sont des petites et moyennes entreprises ou ont des ressources et des capacités limitées, le client va évaluer le type de soutien qu'il peut apporter pour améliorer leurs performances, y compris l'utilisation ou l'extension des systèmes du client ou des services en complément de celles de la tierce partie. Si les performances de tiers ne peuvent être améliorées dans des délais raisonnables, le client a besoin d'évaluer d'autres sources pour ces services.

L'emprunteur ou le client doit élaborer et mettre en œuvre des procédures en vue de gérer et de surveiller le rendement des tiers. Ces procédures doivent être intégrées dans les activités quotidiennes de l'entreprise et les exigences devraient être clairement communiquées à des tierces parties, et si possible de travailleurs engagés par ces tierces parties. La conformité peut être surveillée par le biais de contrats avec des entrepreneurs (ou agences) et leurs sous-traitants, et avec les fournisseurs par l'intermédiaire de contrats de travail et les dossiers de paiement de tiers les employeurs, et des entrevues avec les travailleurs contractuels.

INDEX

A

ARAP, 69, 99, 106, 107
Zone d'influence, 99

B

La biodiversité, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 118

C

L'INDEMNISATION, 97, 104, 106
Respect, i, 80, 132
Consultation, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 74, 76, 93, 101, 110

D

Direct, 112, 115, 127

E

Les services écosystémiques, 108, 110, 119, 120, 121
Environnement, 89, 126
Environmental, i, ii, iii, iv, 69, 72, 79, 80, 83, 84, 85, 87, 89, 91, 93, 99, 105, 107, 108, 117, 125, 126
Les procédures d'évaluation environnementale et sociale, j
Évaluation des répercussions environnementales et sociales, i, ii, 107, 108
Cadre de gestion environnementale et sociale, iii
Plan de gestion environnementale et sociale, 79, 107, 117
Les écoulements environnementaux, 84, 89
ESAP, i, ii, iii, iv
L'ESIA, 68, 69, 74, 80, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 119, 122

F

FRAP, 69, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107
Plan d'action de réinstallation complète, 99

G

Sexe, 73, 75
Mécanisme de grief et de recours, 68, 77
MRT, 68, 79, 80, 81, 82
Orientation, i, ii, iii, iv, 68, 69, 74, 83, 98, 101, 109, 110, 114, 117, 122
Lignes directrices, ii, iv, 125, 126, 128

H

La santé et la sécurité, IV, 125, 126

J

Impact, i, ii, 107, 108, 114, 115, 117, 121, 122
Les peuples autochtones, 66, 68, 69, 72, 73, 86, 99, 101, 104
Les impacts indirects, 115
La réinstallation involontaire, 98
SSI, i, ii, iii, 79
ISTS, iv

M

Atténuation, 122
Surveillance, 77, 106, 126

O

Sauvegarde opérationnelle, i, 108, 119

P

La participation, 101, 106
Pollution, 93, 119
Prévention, 119, 126
Projet, iii, 69, 78, 86, 87, 90, 99, 106, 115, 121, 126
Zone du projet, 99

R

RAP, 74, 75, 98, 99
Relocalisation, 77, 105
La réinstallation, 77, 98, 99, 104, 105
Plan d'action pour la réinstallation, 98, 99

S

Scoping, 92, 112, 113, 118, 121
Screening, iii, 120
Importance, 114
Social, i, ii, iii, 69, 72, 79, 80, 91, 99, 105, 107, 108, 117
Intervenant, 68, 110, 122
Déclaration, j
Évaluation environnementale et sociale stratégique, iii

V

Groupes vulnérables, 69, 72, 73, 76, 77